



# Diagnostic Partagé de la région Hauts-de-France

**Contributeurs :**

**Région – Direccte – Partenaires sociaux – Pôle emploi – Rectorats – C2RP**

- 
- ## CPRDFOP
- ▶ = Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles
  - ▶ stratégie régionale de développement de la formation et de l'orientation professionnelles
- 
- 
- ## Analyser les besoins du territoire régional en matière d'emplois, de compétences et de qualifications ainsi que la programmation des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes.

- 🌀 Ce diagnostic a permis de poser un regard sur la « nouvelle » région Hauts-de-France, d'alimenter et d'étayer la rédaction et les propositions d'actions déclinées dans les plans stratégiques opérationnels du CPRDFOP.
- 🌀 La disponibilité de nouvelles données permet de l'enrichir et de l'actualiser. La présente version est une version actualisée.
- 🌀 Un diagnostic partagé fruit d'un travail partenarial animé par le C2RP fin 2016-début 2017
- 🌀 Membres du groupe de travail : Région, Direccte, Partenaires Sociaux, Pôle emploi, Rectorats, C2RP
  - ▶ Mobilisation de leurs ressources, leurs expertises et leurs analyses

- 
- Actualisation de l'ensemble des indicateurs disponibles dans le diagnostic partagé (sous réserve de la disponibilité des données)
- ▶ données INSEE Recensement de la population 2014, comptes régionaux 2015
  - ▶ données INSEE – Direccte emplois et entreprises 2017
  - ▶ données Pôle emploi DEFM fin 2017
  - ▶ Données BMO 2018
  - ▶ données Rectorat formations initiale 2016-2017
  - ▶ données Région et Pôle emploi formation continue des demandeurs d'emploi 2016
  - ▶ données FPSPP formation continue des salariés 2015

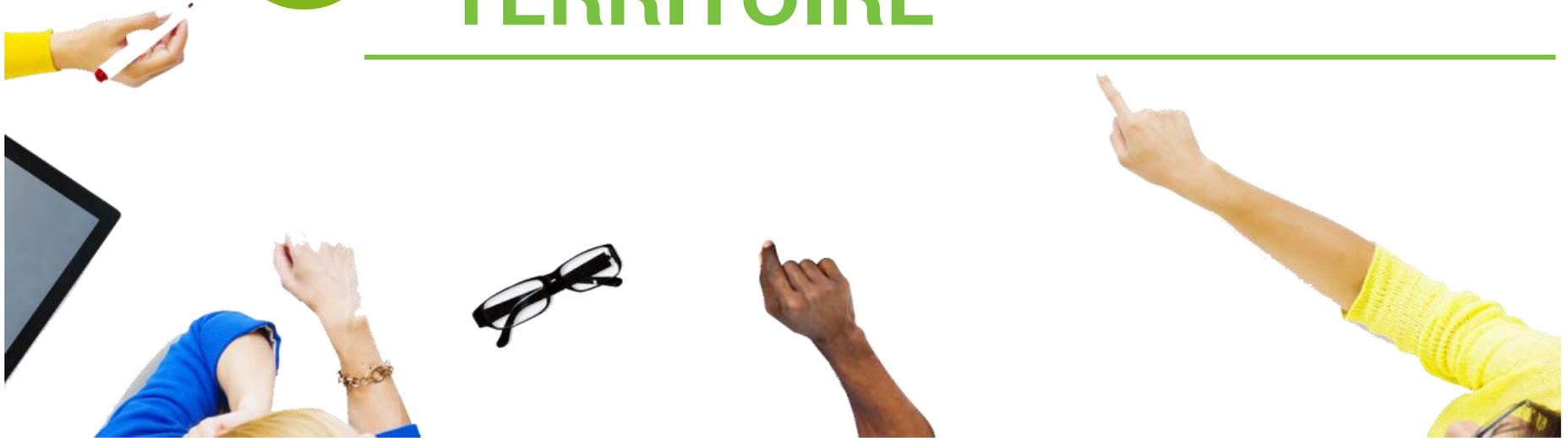
***Cliquez sur le titre pour accéder à la partie***

-  **1. Géographie du territoire**
-  **2. Population**
-  **3. Economie – Entreprises – Emplois**
-  **4. Marché du travail**
-  **5. Formations**



# GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE

---



# 1. Géographie du territoire

- ▶ 5 départements en région
- ▶ Plusieurs découpages infrarégionaux
- ▶ Une région au carrefour de l'Europe
- ▶ Un réseau dense d'infrastructures de transport
- ▶ 1ère région de France pour les déplacements domicile-travail
- ▶ Des « navettes » concentrées sur les zones les plus peuplées
- ▶ 75% de la population concentrée sur 15% du territoire
- ▶ La répartition de la population se densifie, notamment à la périphérie des grandes villes



# 5 départements

Source : d-maps



5 départements composent le territoire régional :

- ▶ Aisne
- ▶ Nord
- ▶ Oise
- ▶ Pas-de-Calais
- ▶ Somme

Frontalière de la Belgique et des régions :

- ▶ Normandie
- ▶ Grand-Est
- ▶ Île-de-France





# Plusieurs découpages infrarégionaux

Il existe plusieurs découpages infrarégionaux liés aux champs étudiés, aux structures élaborant les données. Par exemple :

\* DEF

▶ Les 25 zones d'emploi\* de l'INSEE

\* DEF

▶ Les 28 bassins d'emploi\* de Pôle emploi

\* DEF

▶ Les 26 arrondissements\* de l'Etat

\* DEF

▶ Les 28 bassins emploi formation\* du réseau de l'OREF

- Zonage partagé par l'ensemble des partenaires du réseau de l'Observatoire Régional Emploi Formation



- Capitale
- Aéroport voyageurs (fréquentation supérieure à 500 000 voyageurs par an)
- Ville desservie par une liaison à grande vitesse
- Service à grande vitesse internationale
- Service à grande vitesse nationale
- Réseau autoroutier européen

# Une région au carrefour de l'Europe

Source : Atlas de la nouvelle région Tome 4 La région en mouvement p.19



Une région ouverte sur l'international, avec des infrastructures de transport desservant les capitales :

- ▶ Londres
- ▶ Amsterdam
- ▶ Bruxelles
- ▶ Paris

La présence de l'Euro-métropole Lille-Kortrijk-Tournai, groupement européen de coopération territoriale (GECT), favorise la coopération transfrontalière entre la France et la Belgique

L'agglomération amiénoise et le sud de la Picardie ouvrent des portes vers Paris et l'Île-de-France





# Un réseau dense d'infrastructures de transport

Source : Atlas de la nouvelle région Tome 4 La région en mouvement p.16

## De nombreuses portes internationales :

- ▶ les gares TGV-Haute Picardie, Lille-Europe et Calais-Fréthun
- ▶ les aéroports de Beauvais, Lille, Charleroi, Bruxelles et Roissy
- ▶ les ports maritimes de Boulogne, Calais et Dunkerque

Trafic annuel de 5,6 millions de voyageurs sur les aéroports de Lille et de Beauvais

Des liaisons routières performantes, qui relie l'Ile-de-France au Benelux

Source : RP 2013 - Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie N° 18 - juillet 2016

- 71% des actifs occupés travaillent hors de leur commune de résidence (64 % au niveau national)
- En moyenne un actif occupé parcourt 23km / jour soit 28 min
  - ▶ 31km / jour en moyenne dans l'Oise
  - ▶ 18,5km / jour en moyenne dans le Nord

## 1 1 586 400 navetteurs en Nord-Pas-de-Calais-Picardie

Actifs occupés et navetteurs en 2013

	Nord-Pas-de-Calais-Picardie	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
Actifs occupés	2 235 962	198 329	958 389	337 827	524 443	216 974
Emplois	2 104 480	174 438	967 560	270 209	480 235	212 038
Navetteurs résidant dans la zone	1 586 403	134 325	679 170	255 766	380 475	136 667
Navetteurs travaillant dans la zone	1 454 921	110 434	688 341	188 148	336 267	131 732
Navetteurs* travaillant dans un autre département de la région	156 403	12 941	41 778	7 410	81 370	12 904
Navetteurs* travaillant en dehors de la région	157 316	23 769	30 816	89 261	3 500	9 969
Part de navetteurs* parmi les actifs occupés (en %)	71,0	67,7	70,9	75,7	72,6	63,0
Part de navetteurs* travaillant dans un autre département de la région	9,9	9,6	6,2	2,9	21,4	9,4
Part de navetteurs* travaillant en dehors de la région (en %)	9,9	17,7	4,5	34,9	0,9	7,3
Distance moyenne du déplacement (en km)	22,9	29,0	18,5	31,0	21,3	27,5

\*Navetteurs résidant dans la zone

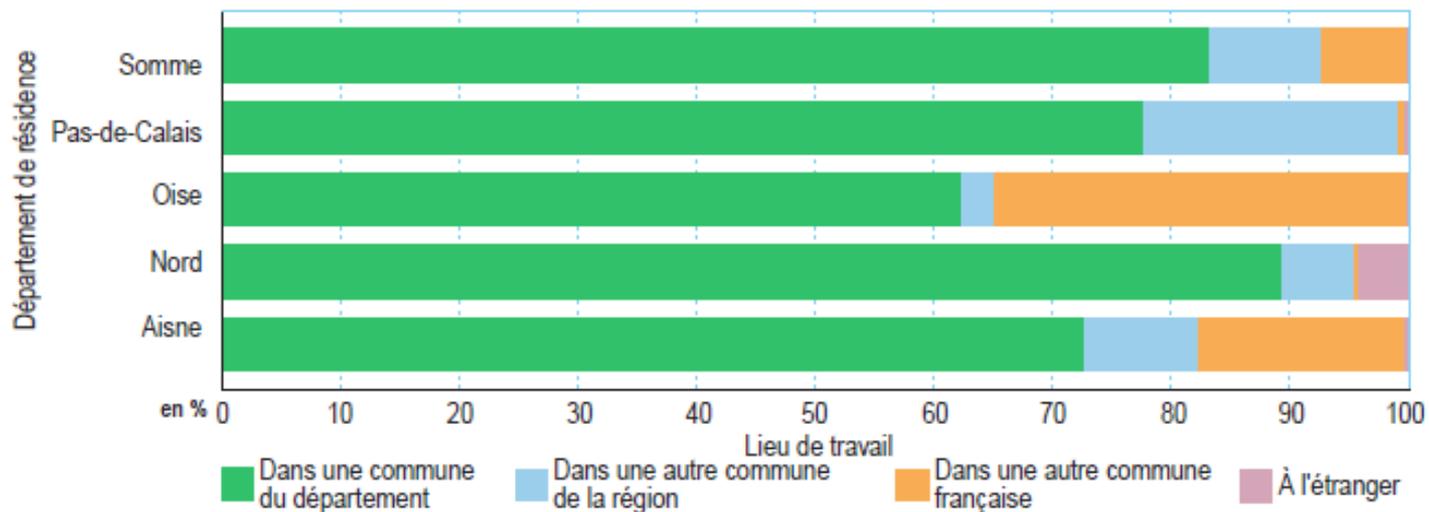
Source : Insee, recensement de la population 2013, exploitation complémentaire

Source : RP 2013 - Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie N° 18 - juillet 2016

- 8 navetteurs sur 10 travaillent dans leur département de résidence
- 1 navetteur sur 10 travaille en dehors de son département de résidence mais en région
- 1 navetteur sur 10 travaille en dehors de la région

## 5 Répartition des navetteurs de la région selon leur lieu de travail et par département de résidence

Répartition des navetteurs de la région selon leur lieu de travail et par département de résidence



Source : Insee, recensement de la population, exploitation complémentaire, 2013

Source : RP 2013 - Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie N° 18 - juillet 2016

## Les déplacements d'actifs d'un département à un autre sont concentrés entre le Nord et le Pas-de-Calais

- ▶ soit 113 500 travailleurs
- ▶ 72,5% des navettes entre départements
- ▶ favorisés par un tissu urbain très dense qui chevauche les limites départementales

### 2 Des liens plus forts entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais

Part de navettes par département de travail selon le département de résidence du navetteur

Département de résidence	Département de travail				Somme
	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	
Aisne	92,1	0,5	3,7	0,1	2,4
Nord	3,2	88,1	0,3	10,9	0,9
Oise	2,3	0,1	92,1	0,1	3,4
Pas-de-Calais	0,3	11,1	0,2	88,0	3,4
Somme	2,1	0,2	3,7	0,9	89,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : navetteurs résidant et travaillant en Nord-Pas-de-Calais-Picardie

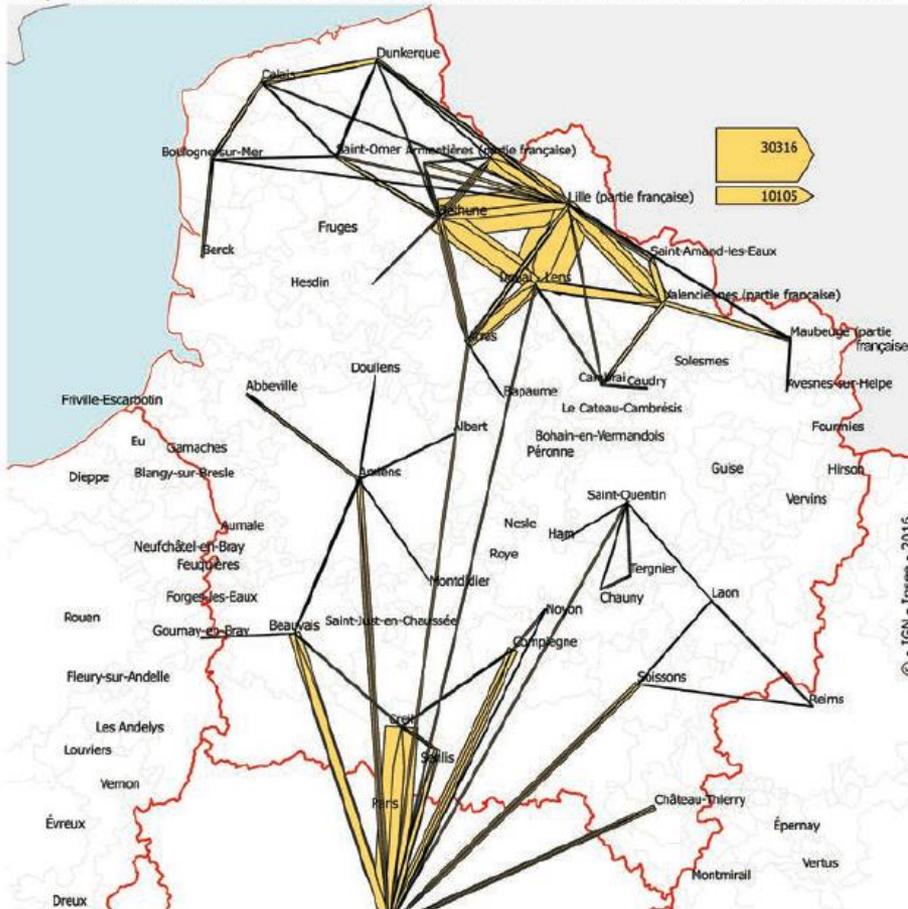
Note de lecture : Parmi les navetteurs résidant en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et travaillant dans le département de l'Aisne, 3,2 % viennent du département du Nord.

Source : Insee, recensement de la population, exploitation complémentaire, 2013

Source : RP 2013 - Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie N° 18 - juillet 2016

## 4 Les flux les plus importants\* autour de la métropole lilloise et le long de l'ancien bassin minier

Principaux flux de navetteurs entre aires urbaines du Nord-Pas-de-Calais-Picardie en 2013



\*Seuls les flux supérieurs à 500 sont représentés.

Source : Insee, recensement de la population, exploitation complémentaire 2013



Les aires urbaines de Lille, Douai-Lens et Valenciennes concentrent 1/4 des navettes régionales :

- ▶ aire urbaine lilloise : 272 800 déplacements quotidiens (17,2%)
- ▶ aire urbaine de Douai-Lens : 79 000 navettes (5,0 %)
- ▶ aire urbaine de Valenciennes : 61 500 navettes (3,9 %)



L'aire urbaine d'Amiens occupe une position centrale dans le département de la Somme :

- ▶ 55,8 % des emplois du département de la Somme
- ▶ 45% des navettes internes au département soit 51 300 navettes



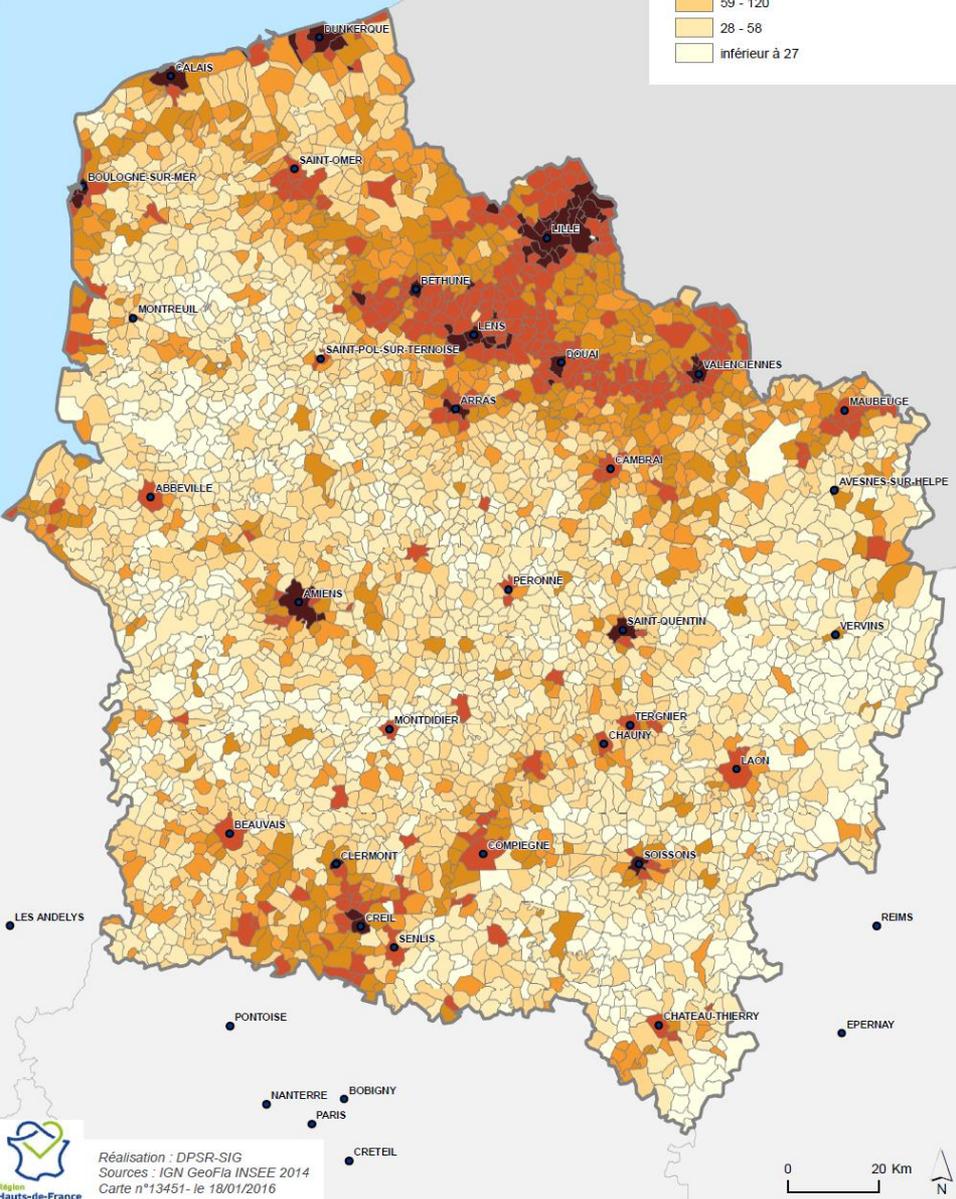
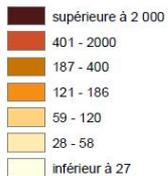
Source : RP 2013 - Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie N° 18 - juillet 2016  
Atlas de la nouvelle région Tome 4 La région en mouvement p.16

- 157 300 navetteurs travaillent hors de la région :
  - ▶ 125 900 travaillent dans une autre région
    - 108 600 en région Ile-de-France
    - 8 350 en région Grand-Est (notamment dans l'aire urbaine de Reims)
    - 8 950 en région Normandie
  - ▶ 31 400 travaillent dans un autre pays
    - 30 800 en Belgique
  
- 108 600 actifs travaillent en Ile-de-France (6,8 % des navettes)
  - ▶ 1 navetteur de l'Oise sur 3 : 85 800, soit 33,6%
  - ▶ 1 navetteur de l'Aisne sur 10 : 14 500, soit 10,8%
  
- 42 100 personnes viennent travailler en région Hauts-de-France
  - ▶ 17 400 franciliens (dont les 2/3 dans l'Oise)
  - ▶ 10 000 belges



Densité de population en 2014

Densité de population (en hab/km2)



# 75% de la population concentrée sur 15% du territoire

Source : RP 2014

Atlas de la nouvelle région Tome 1 Population p.10

-  Densité de population\* : 75% de la population est concentrée sur 15% du territoire
-  Une région essentiellement rurale avec des poches de peuplement
-  Des foyers de peuplement importants et très urbanisés principalement dans le nord et au sud de l'Oise

\* DEF

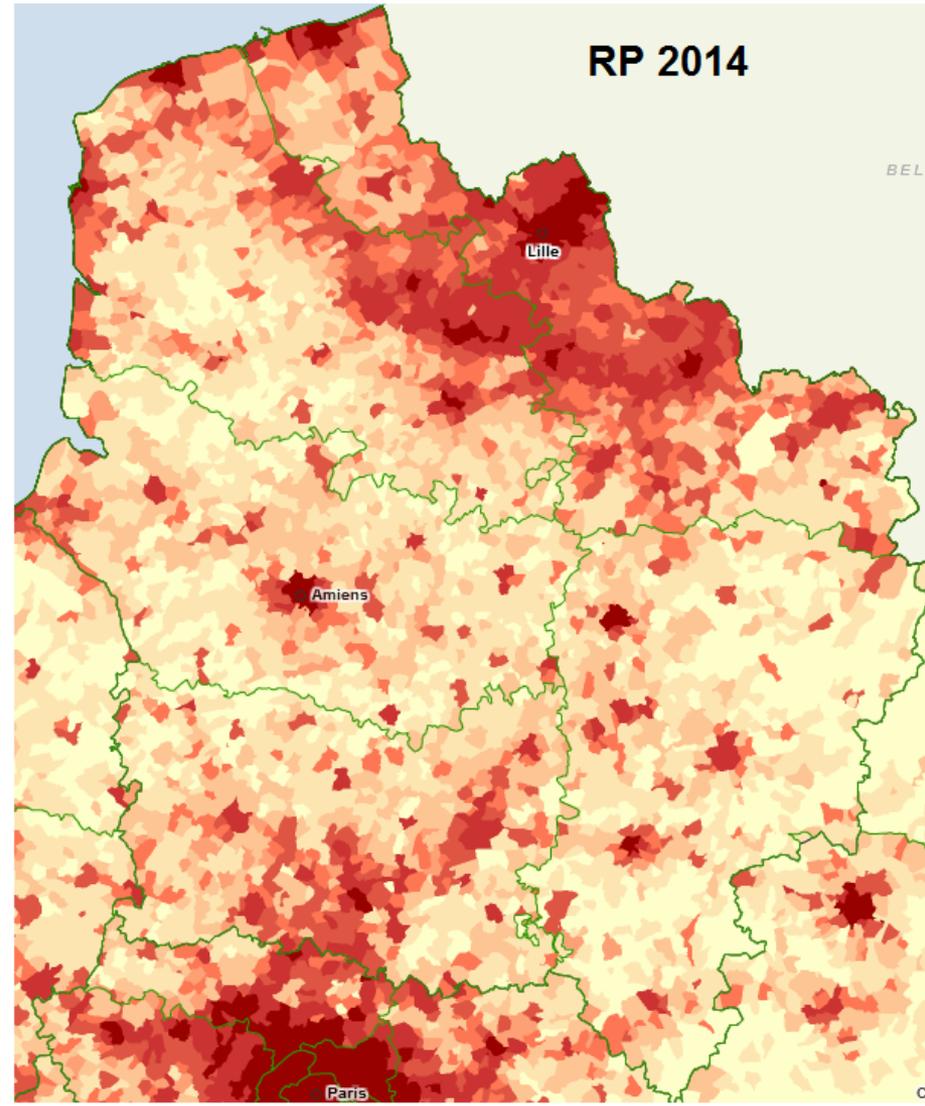
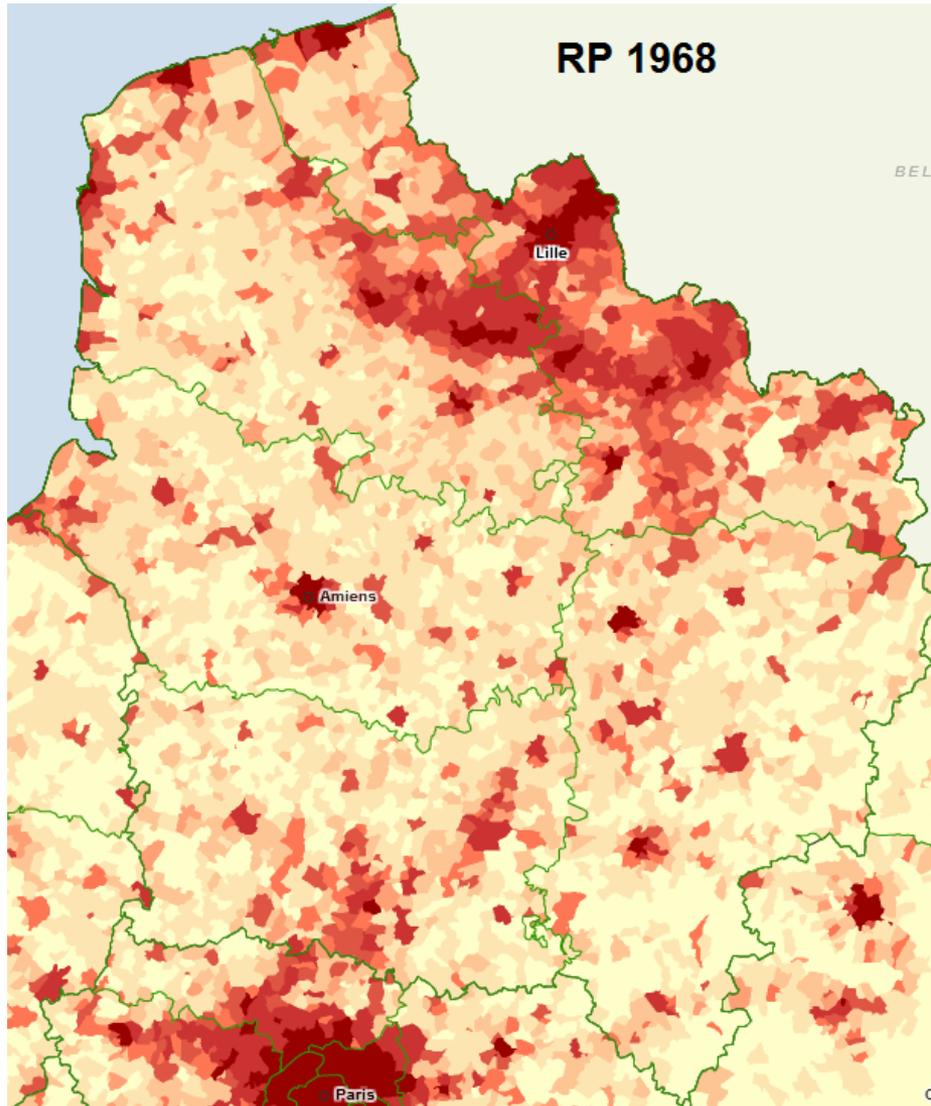


Réalisation : DPSR-SIG  
Sources : IGN GeoFla INSEE 2014  
Carte n°13451-1e 18/01/2016



# La répartition de la population se densifie, notamment à la périphérie des grandes villes

Source : Observatoire des territoires - RP 1968 et RP 2014



# 2. Population

## ▶ Répartition de la population

- Densité de population
- Taux de fécondité
- Croissance démographique
- Caractéristiques
- Projection de population

## ▶ Niveau de formation de la population

- Taux de scolarisation
- Part de non diplômés
- Niveau de formation
- Illettrisme
- Jeunes non insérés

## ▶ Niveau de vie et qualification de la population

- Taux de pauvreté
- Répartition de la population active
- Taux de chômage
- Qualification de la population
- Taux d'activité et taux d'emploi





---

# RÉPARTITION DE LA POPULATION

---



# Répartition de la population

- ▶ 3ème région la plus peuplée de France
- ▶ Un taux de fécondité plus élevé qu'en France métropolitaine
- ▶ Une augmentation de la population entièrement portée par un accroissement naturel
- ▶ Une croissance démographique régulière mais des disparités territoriales
- ▶ La région la plus jeune de France
- ▶ A l'horizon 2050, la région ne serait plus la 3ème région la plus peuplée



- 6 006 156 habitants en 2014
  - ▶ troisième rang des régions les plus peuplées de métropole derrière l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes
- 9,4% de la population de France métropolitaine
  - ▶ Le poids démographique de la région s'affaiblit : 10,4% de la population de France métropolitaine en 1982
- La région Hauts-de-France est la plus densément peuplée\* derrière l'Île-de-France
  - ▶ 189 hab/km<sup>2</sup> - 118 hab/km<sup>2</sup> en France métropolitaine

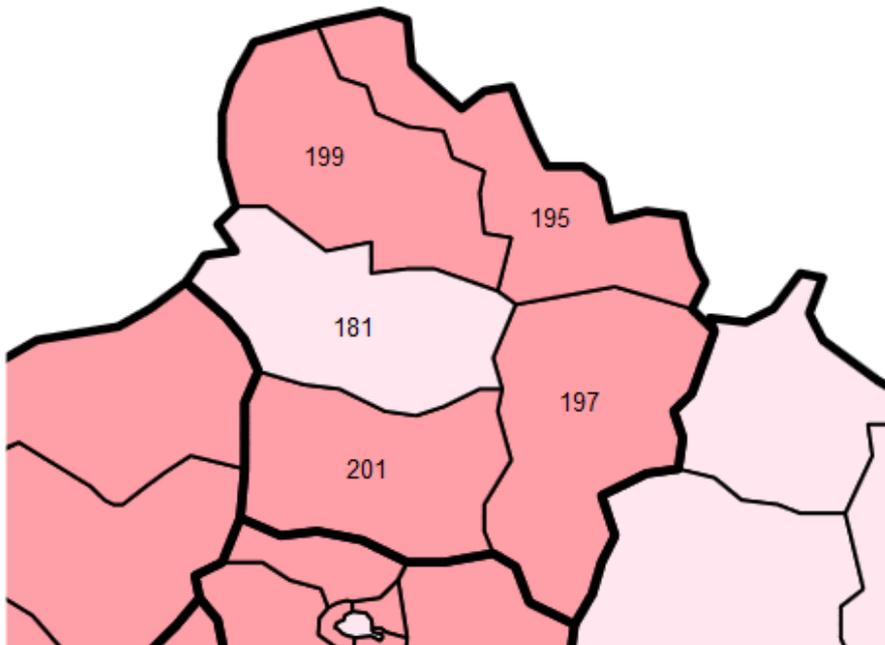
\* DEF

# Un taux de fécondité plus élevé en région qu'en France métropolitaine

Source : Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires)

## Indicateur conjoncturel de fécondité en 2016 : comparaisons départementales

Ensemble  
pour 100 femmes



Source : Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires).

Malgré une diminution du taux de fécondité\*, celui-ci reste plus élevé en région qu'en France métropolitaine.

▶ 1,95 enfants par femme en région  
(1,89 en France métropolitaine) en 2016

Taux plus faible qu'en moyenne nationale dans la Somme (1,81 enfants par femme)

Les mères de la région sont les plus jeunes de France métropolitaine

▶ 29,8 ans en moyenne contre 30,6 ans en France métropolitaine

▶ 0,35 enfants par femmes de 15 à 24 ans en région contre 0,24 en France métropolitaine

\* DEF

# Une augmentation de la population entièrement portée par un accroissement naturel

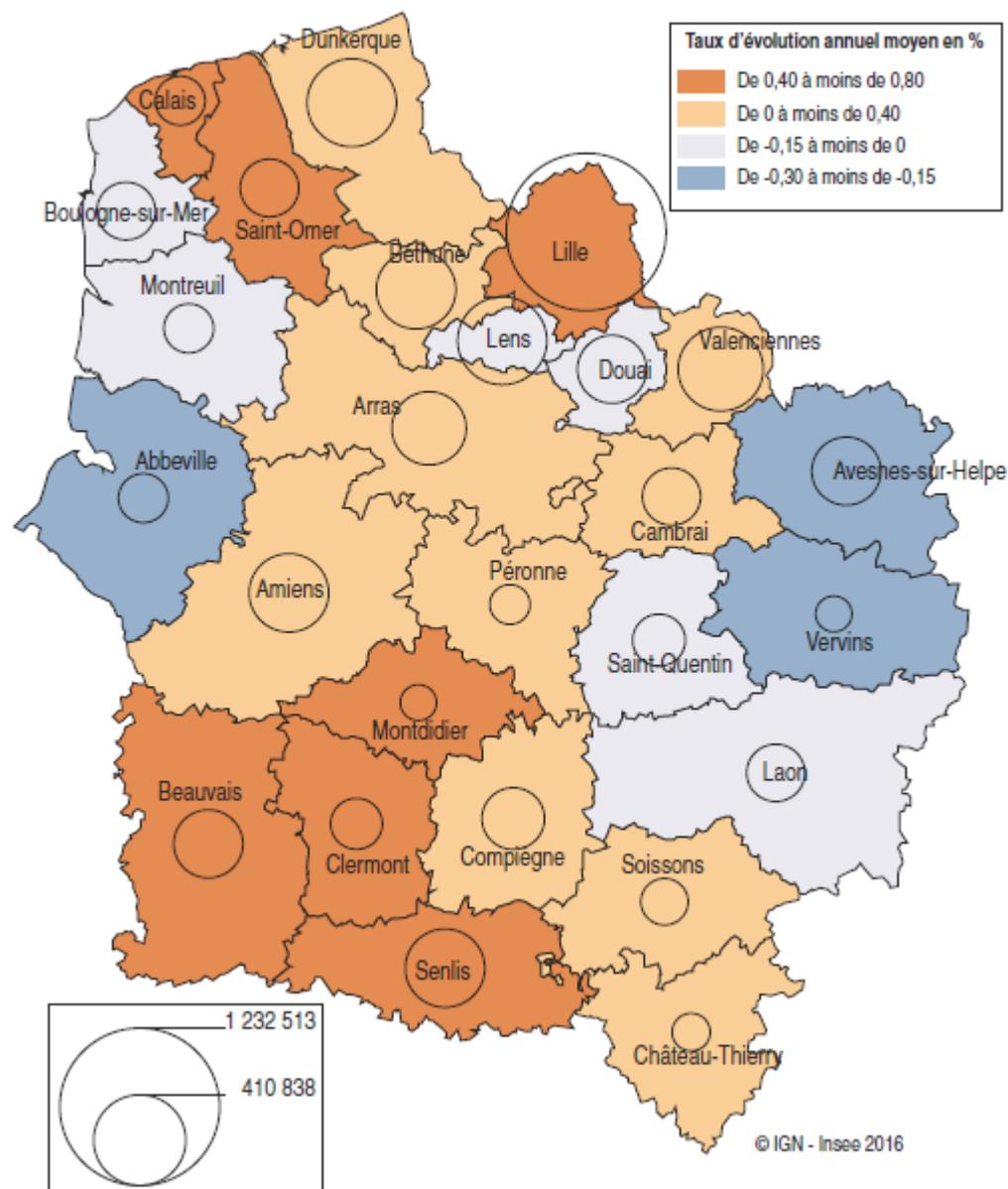
Source : Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires).  
Insee Hauts-de-France N° 40 – Janvier 2017

- Excédent des naissances sur les décès
  - ▶ variation annuelle due au solde naturel\* : +0,45% / an soit la plus élevée derrière l'Île-de-France
  - ▶ Taux de natalité\* le plus élevé derrière l'Île-de-France : 12,1‰ (11,5 ‰ en France métropolitaine)
  - ▶ moteur de la hausse de la population régionale
- Solde migratoire\* (différence entre les arrivées et les départs de la région) qui atténue la croissance démographique
  - ▶ - 0,25% / an : solde migratoire\* le plus faible derrière l'Île-de-France
  - ▶ évolution annuelle moyenne : +0,21 % entre 2009 et 2014, contre +0,50 % au niveau national
- Faible attractivité du territoire
  - ▶ Ces mouvements s'expliquent moins par des départs importants que par une attractivité limitée par rapport aux autres régions métropolitaines
  - ▶ la région subit une perte de 14 805 habitants par an entre 2009 et 2014 alors que la région Auvergne-Rhône-Alpes enregistre une hausse de 27 524 habitants chaque année (également lié à l'héliotropisme)
  - ▶ Départs des jeunes venus poursuivre leurs études en région, une fois celles-ci finies

\* DEF

## Les arrondissements de Calais, Montdidier et Saint-Omer sont les plus dynamiques

Population en 2014 et évolution annuelle moyenne entre 2009 et 2014 dans les arrondissements de la région



L'Oise est le département où la croissance démographique est la plus marquée (+ 0,42 % par an) principalement porté par les arrondissements de Beauvais, Clermont et Senlis

Le Nord (+ 0,24 % par an) reste le département le plus peuplé de France avec 2 603 472 habitants, devant Paris.

L'arrondissement de Lille, le plus important de la région avec 1 232 513 habitants, est le plus dynamique démographiquement.





## Évolution de la population, du solde naturel\*, du solde migratoire\* et de l'indice de vieillissement selon les zones d'emploi des Hauts-de-France entre 1990 et 2012

Libellé de la zone d'emploi	Évolution annuelle moyenne	Évolution annuelle moyenne due au solde naturel	Évolution annuelle moyenne due au solde migratoire	Indice de vieillissement*
	en %	en %	en %	en %
Beauvais	0,64	0,59	0,05	52,0
Roissy - Sud Picardie	0,48	0,68	-0,24	49,9
La Flandre - Lys	0,45	0,38	0,07	57,7
Château-Thierry	0,43	0,30	0,14	64,5
Compiègne	0,40	0,56	-0,18	57,1
Lille	0,32	0,70	-0,44	49,6
Calais	0,32	0,65	-0,39	47,8
Saint-Omer	0,29	0,50	-0,23	57,1
Berck - Montreuil	0,29	0,15	0,15	80,2
Arras	0,26	0,30	-0,05	64,6
Amiens	0,26	0,39	-0,14	61,6
Abbeville	0,23	0,13	0,11	82,8
Laon	0,18	0,37	-0,21	61,8
Roubaix - Tourcoing	0,10	0,74	-0,76	45,1
Boulogne-sur-mer	0,10	0,44	-0,38	59,1
Soissons	0,05	0,33	-0,29	69,6
Béthune - Bruay	0,03	0,23	-0,21	60,7
Cambrai	0,02	0,23	-0,22	63,7
Douai	0,02	0,36	-0,37	58,6
Valenciennes	0,00	0,38	-0,41	56,5
Péronne	-0,04	0,16	-0,21	74,2
La Vallée de la Bresle - Vimeu	-0,08	0,02	-0,10	92,6
Tergnier	-0,08	0,19	-0,28	71,4
Dunkerque	-0,16	0,52	-0,77	60,0
Lens - Hénin	-0,18	0,41	-0,64	56,6
Saint-Quentin	-0,18	0,32	-0,54	65,6
Maubeuge	-0,25	0,36	-0,65	60,0
La Thiérache	-0,28	0,12	-0,41	73,0
<b>Hauts-de-France</b>	<b>0,15</b>	<b>0,46</b>	<b>-0,35</b>	<b>57,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>0,54</b>	<b>0,39</b>	<b>0,12</b>	<b>72,0</b>



\* DEF

\*Indice de vieillissement : Population de 65 ans ou plus / Population de moins de 20 ans

Note de lecture : Dans la zone d'emploi de Roubaix – Tourcoing, il y a 45 personnes de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans.

Source : Insee, Recensements de la population 1990 et 2012.

# Une croissance démographique régulière mais des disparités territoriales

Source : RP 2012 - Insee Hauts-de-France N° 48 – Mars 2017

- 🌀 + 200 000 habitants entre 1990 et 2012, une croissance régulière mais moins rapide qu'en France (+ 0,15 % par an contre + 0,54 %)
- 🌀 Au sein des territoires de la région, les dynamiques démographiques sont hétérogènes.
  - ▶ la zone d'emploi de Lille joue un rôle moteur par son poids démographique
  - ▶ le sud de la région et la zone d'emploi de Flandre-Lys présentent les hausses les plus fortes, sous l'influence de grands pôles urbains.
  - ▶ dans l'ancien bassin minier, l'est de la région, la Vallée de la Bresle-Vimeu et Dunkerque, les évolutions de population sont négatives ou fragiles en raison de forts déficits migratoires.
  - ▶ dans les autres zones d'emploi, le nombre d'habitants a augmenté à un rythme modéré.

## La région la plus jeune de France

- ▶ 38,9% de la population a moins de 30 ans contre 36,2% pour la France métropolitaine
- ▶ La part des 15-29 ans diminue en région comme en France
  - En 2014, en région, 19,0% de la population a entre 15 et 29 ans (20,0% en 2009)
  - En 2014, en France métropolitaine, 17,9% de la population a entre 15 et 29 ans (18,6% en 2009)

## ... mais un vieillissement important de la population

- ▶ Entre 2009 et 2014, la population âgée de 60 ans ou plus a augmenté
  - En 2014, en région, 22,1% de la population a 60 ans ou plus (19,9% en 2009)
  - En 2014, en France métropolitaine, 24,6% de la population a 60 ans ou plus (22,5% en 2009)

# A l'horizon 2050, la région ne serait plus la 3<sup>ème</sup> région la plus peuplée

Source : RP 2013, Omphale 2017 - Insee Analyses Hauts-de-France N° 50 – juin 2017

- ④ +260 000 habitants à l'horizon 2050
- ④ Une croissance démographique moindre
  - ▶ + 4,3 % contre + 12,5 % en France métropolitaine
- ④ Forte progression du nombre de seniors d'ici 2050 (+ 640 000 personnes), la région resterait cependant la plus jeune de province
- ④ Projections départementales à l'horizon 2050 :
  - ▶ Oise : forte croissance de population
  - ▶ Nord : poids démographique renforcé pour atteindre 44 % de la population régionale
  - ▶ Somme : croissance de population similaire à celle du Nord (+6%)
  - ▶ Pas-de-Calais : nombre d'habitants quasiment stable
  - ▶ Aisne : manque de naissances, diminution du nombre d'habitants



---

# NIVEAU DE FORMATION DE LA POPULATION

---



# Niveau de formation de la population

- ▶ Les 15-24 ans moins scolarisés qu'en France métropolitaine
- ▶ Une concentration régionale de zones à risques d'échec scolaire
- ▶ Un niveau de formation inférieur à la moyenne nationale
- ▶ Une part élevée de non-diplômés parmi les non scolarisés mais la part des non diplômés tend à se réduire
- ▶ Plus de 400 000 personnes en situation d'illettrisme
- ▶ Une forte proportion de jeunes en difficulté de lecture
- ▶ 21,9% des 15-24 ans sont non insérés



Source : Insee, RP2014, exploitation principale

-  En 2014, sur 769 633 jeunes de 15 à 24 ans, 62,1 % sont scolarisés (65,7% en France métropolitaine)
  -  Bassins Emploi-Formation où le taux de scolarisation\* des 15-24 ans est supérieur à la moyenne :
    - Lille - Amiens - Roubaix-Tourcoing - Artois-Ternois
  -  Bassin Emploi-Formation où le taux de scolarisation\* des 15-24 ans est inférieur à 56% :
    - Calais - Vervins - Péronne - Abbeville

## Taux de scolarisation\* en 2014

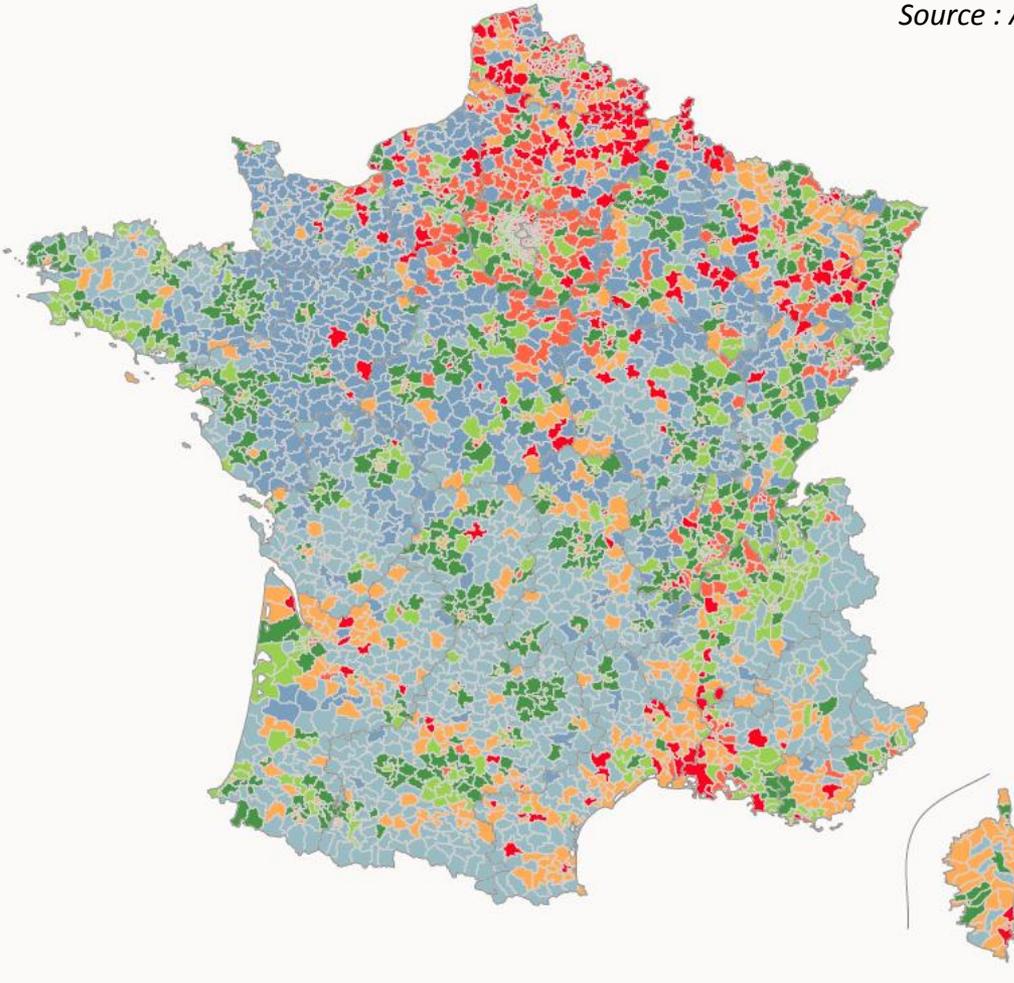
	Région	France
2-5 ans	77,9%	74,0%
6-14 ans	98,4%	98,5%
15-17 ans	94,5%	96,1%
18 – 24 ans	47,8%	52,4%

La région se distingue par un taux de scolarisation\* supérieur chez les enfants en bas âge.

\* DEF

# Une concentration régionale de zones à risques d'échec scolaire

Source : Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage, France métropolitaine et Dom (données 2011)



La région Hauts-de-France concentre une forte proportion de zones à risques d'échec scolaire

## LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

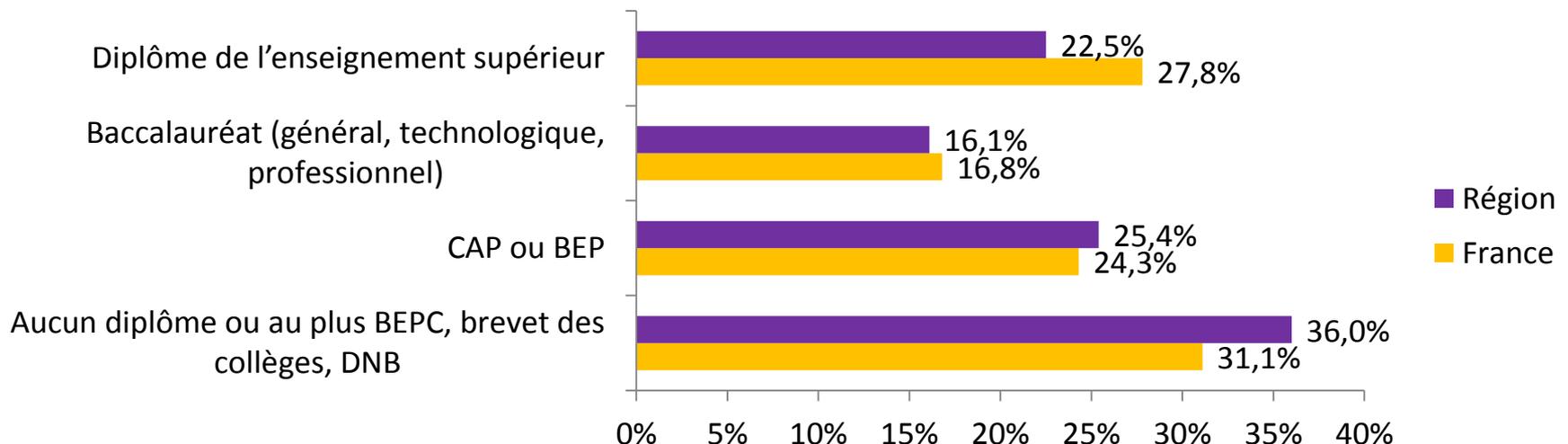
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

## Le niveau de formation reste inférieur à la moyenne nationale

- La part de non diplômés recule dans des proportions comparables à celles enregistrées en France entre 2009 et 2014 mais reste supérieure de près de 5 points
- A l'inverse, la part des diplômés de l'enseignement supérieur augmente en région mais reste inférieure de plus de 5 points à celle de France

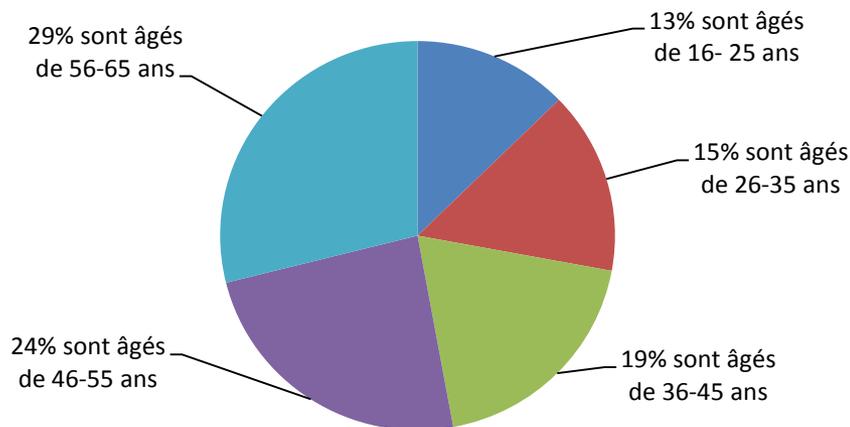
### Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



# Plus de 400 000 personnes en situation d'illettrisme

Source : INSEE – enquête IVQ 2011-2012 – ANLCI – traitement : C2RP

## Répartition par âge des personnes en situation d'illettrisme\*



Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme\* ont plus de 45 ans, comme en France.

L'enquête IVQ de 2011-2012 comptabilise 405 000 personnes en situation d'illettrisme\* en Hauts-de-France

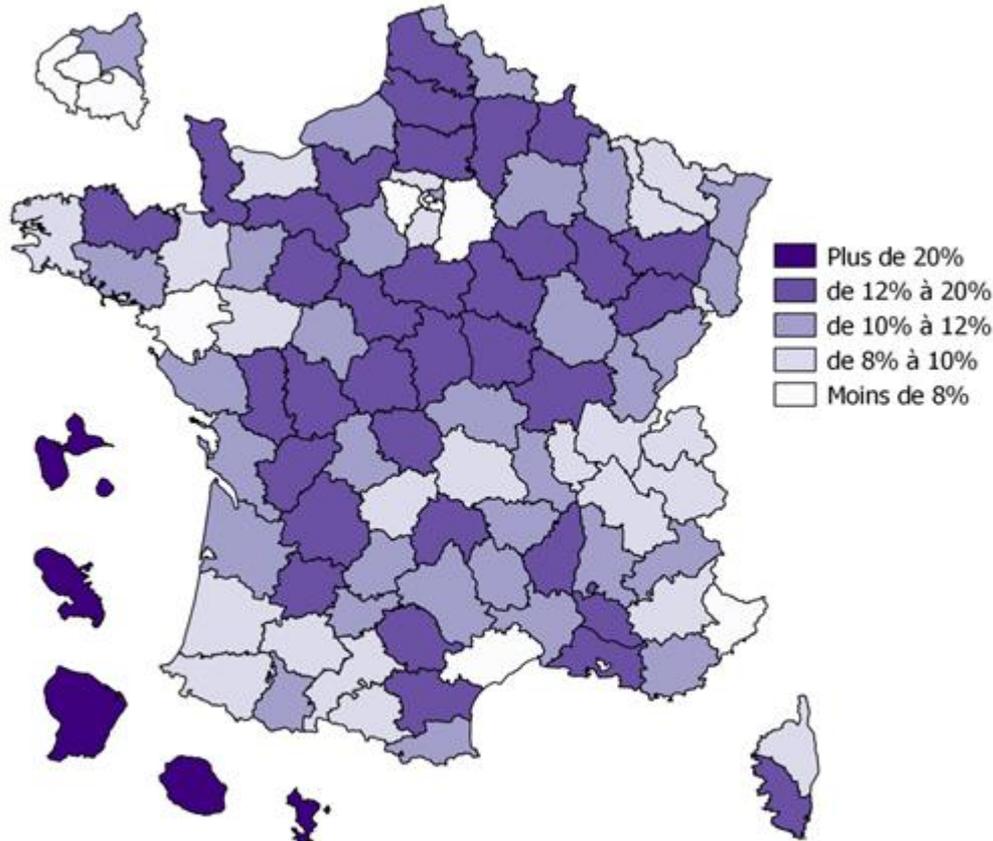
- ▶ soit 11% de la population âgée de 16 à 65 ans ayant été scolarisée en France (7% en métropole)

53% d'hommes (60% en France)  
47% de femmes (40% en France)

\* DEF

- Plus d'un tiers des personnes en situation d'illettrisme\* vivent dans des zones faiblement peuplées :
  - ▶ 19% dans les zones rurales (26% en Métropole)
  - ▶ 17% dans des villes de moins de 20 000 habitants (22,5% en Métropole)
  
- 24% des personnes âgées de 16 à 65 ans scolarisées en France et résidant en Hauts-de-France ont de graves ou fortes difficultés dans au moins un des 4 domaines de compétences de base (Maîtrise de la lecture, de l'écriture, de la compréhension d'un texte simple et du calcul simple)
  - ▶ 18% pour les moins de 25 ans (12% en Métropole)
  - ▶ 18% pour les 26-35 ans (12% en Métropole)
  - ▶ 26% pour les 36-45 ans (28% en Métropole)
  - ▶ 29% pour les 46-55 ans (23% en Métropole)
  - ▶ 33% pour les 56-65 ans (24% en Métropole)

JDC 2017 - Pourcentages de jeunes en difficulté de lecture selon le département



En 2017, proportion de jeunes en difficulté de lecture :

- ▶ L'Aisne, la plus élevée de France métropolitaine : 18,35%
- ▶ La Somme : 3<sup>ème</sup> la plus élevée de France métropolitaine : 16,35%
- ▶ L'Oise : 13,87%
- ▶ Pas-de-Calais : 12,86%
- ▶ Nord : 10,0%

**Note** : en raison de problèmes techniques, l'année 2017 marque une rupture de série par rapport aux années antérieures.

**Champ** : France métropolitaine + DOM.

**Sources** : ministère des Armées - DSNJ, MEN-DEPP.

Réf. : Note d'information, n° 18.10. © DEPP

# 21,9% des 15-24 ans sont non insérés

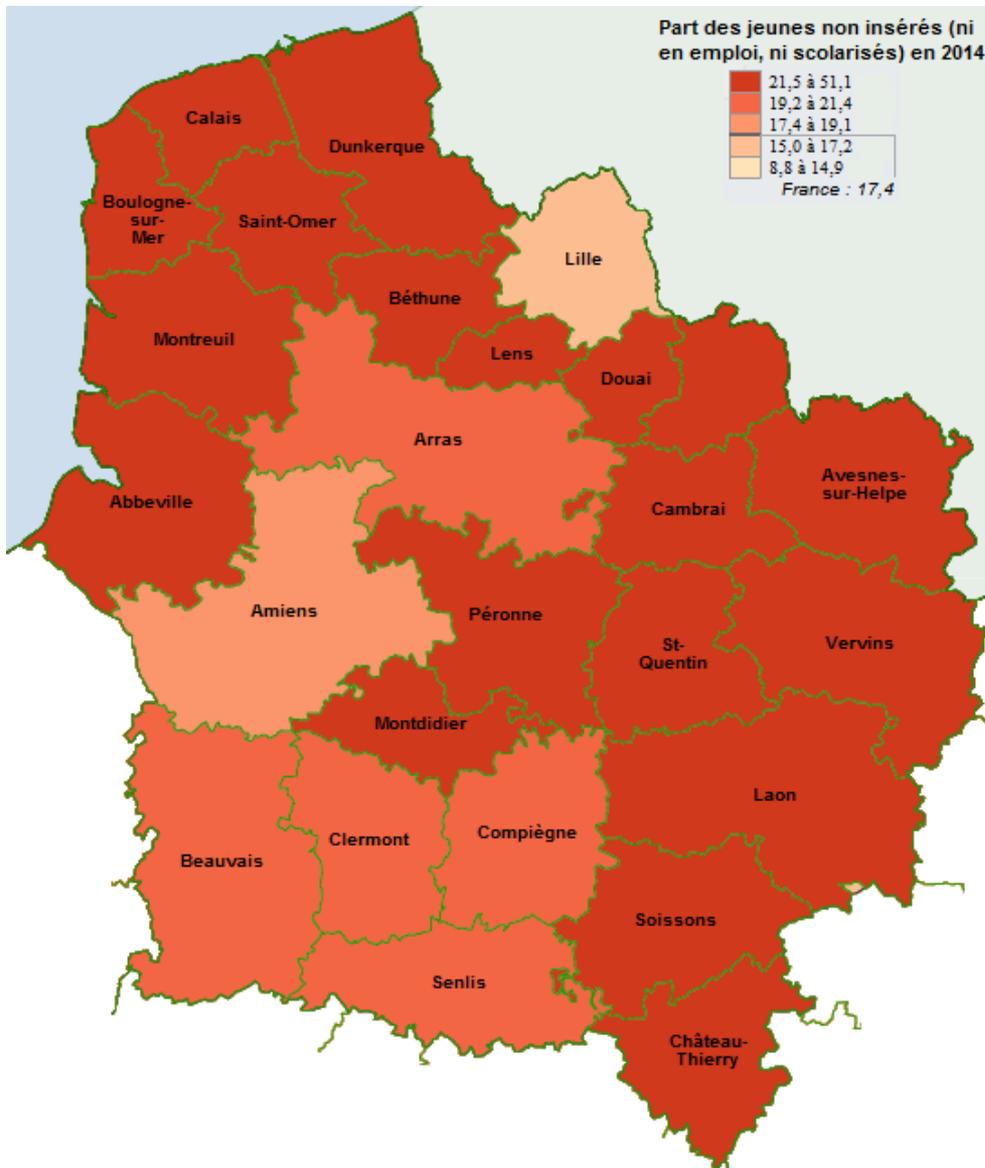
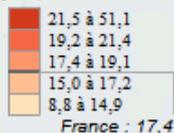
Source : CGET – INSEE, RP 2014, exploitation principale

En 2014, 21,9% des 15-24 ans sont non insérés\* (ni en emploi, ni en études) soit le taux le plus élevé de France métropolitaine

- ▶ Aisne : 25,0%
- ▶ Nord : 20,5%
- ▶ Oise : 19,6%
- ▶ Pas-de-Calais : 25,5%
- ▶ Somme : 20,4%

\* DEF

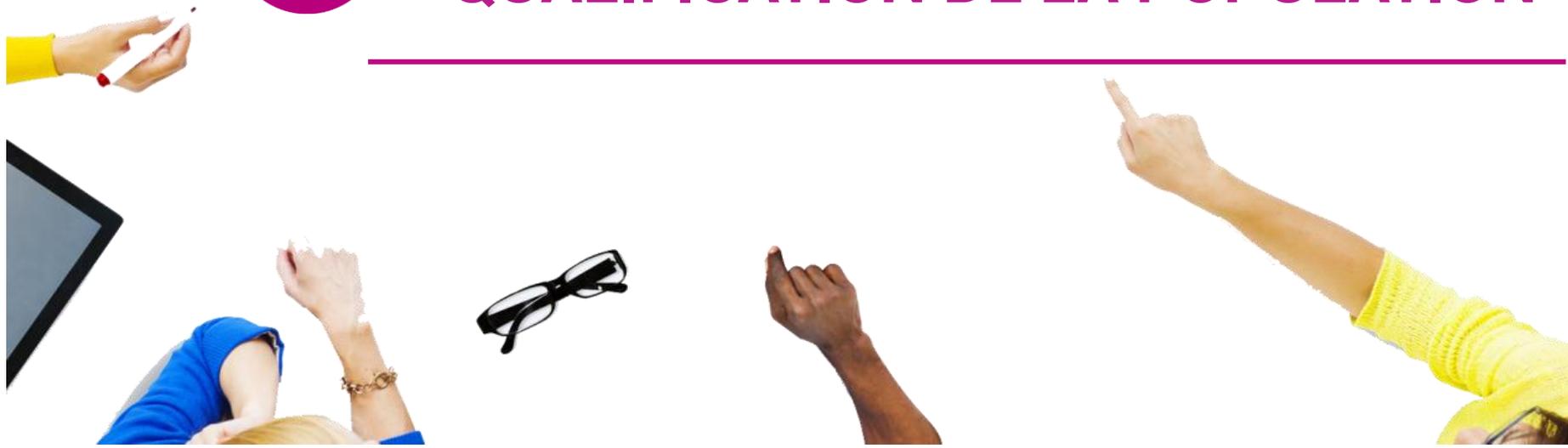
Part des jeunes non insérés (ni en emploi, ni scolarisés) en 2014





## NIVEAU DE VIE ET DE QUALIFICATION DE LA POPULATION

---



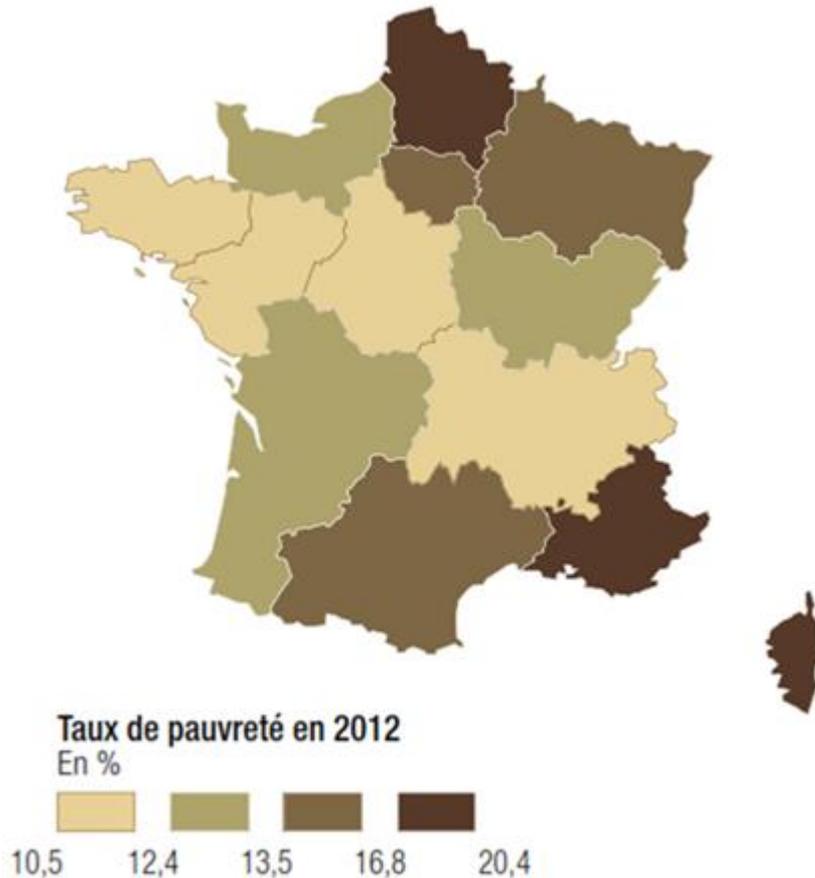
# Niveau de vie et qualification de la population

- ▶ Une population précaire et de profondes inégalités infrarégionales
- ▶ Une moindre proportion d'actifs en emploi
- ▶ Une augmentation de la part de chômeurs dans les mêmes tendances qu'au national
- ▶ Une population peu qualifiée ...
- ▶ ... mais une augmentation de la part de cadres et professions intermédiaires depuis 2009
- ▶ Un taux d'activité et d'emploi plus faible qu'en France et particulièrement pour les femmes mais les écarts tendent à se réduire



# Une population précaire et de profondes inégalités infrarégionales

Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2015  
Carte : CGET, De nouveaux indicateurs régionalisés pour définir la richesse, mars 2016



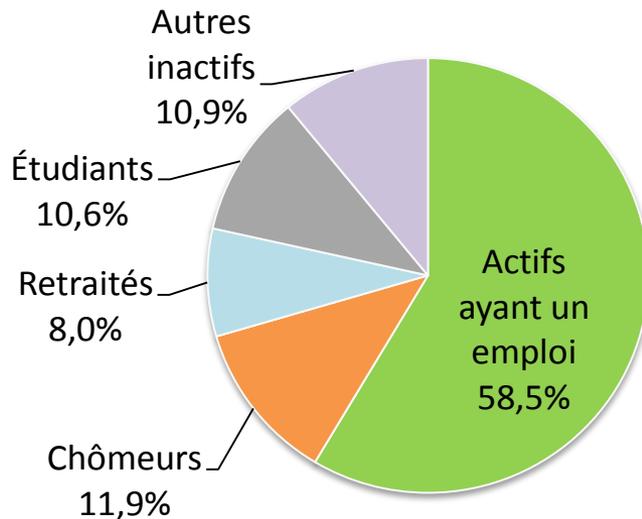
- ◉ Le taux de pauvreté\* le plus élevé de France métropolitaine derrière la Corse : 18,3% en 2014 (14,7% en France métropolitaine)
  - ▶ La moitié de la population gagne moins de 1 567 € par mois (1 697 € en France métropolitaine)
  
- ◉ Taux de pauvreté\* élevé dans :
  - ▶ le Pas-de-Calais (20,2% ; 7<sup>ème</sup> département le plus touché)
  - ▶ le Nord (19,1%)
  - ▶ L'Aisne (18,7%)
  - ▶ la Somme (17,0%)
  - ▶ et notamment sur les arrondissements de Lens (25,5%) et Calais (24,1%)
  
- ◉ Taux de pauvreté\* le plus faible dans l'Oise (13,0%)

\* DEF

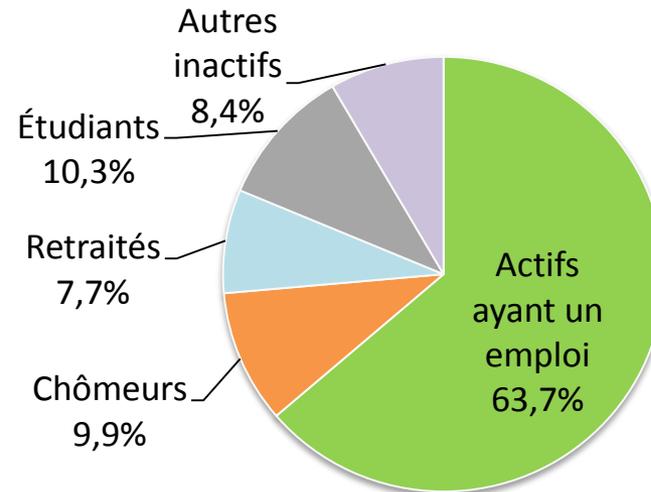
Source : Insee, RP 2014, exploitation principale

## Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

### Hauts-de-France



### France métropolitaine



La structure de la population régionale en termes d'activité est très différente de celle de la France métropolitaine :

- une part d'actifs\* en emploi moins importante en région (-5,2 pts)
- une part de chômeur plus élevée de 2 pts en région
- davantage d'inactifs

\* DEF

# Une augmentation de la part de chômeurs dans les mêmes tendances qu'au national

Sources : Insee, RP2009 et RP2014, exploitations principales

## Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2009 et 2014

	2009	2014
	%	%
Actifs*	68,6	70,4
dont actifs ayant un emploi	58,8	58,5
dont chômeurs	9,8	11,9
Inactifs	31,4	29,6
dont élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	10,8	10,6
dont retraités ou préretraités	9,0	8,0
dont autres inactifs	11,9	10,9
Ensemble	3 892 600	3 854 292

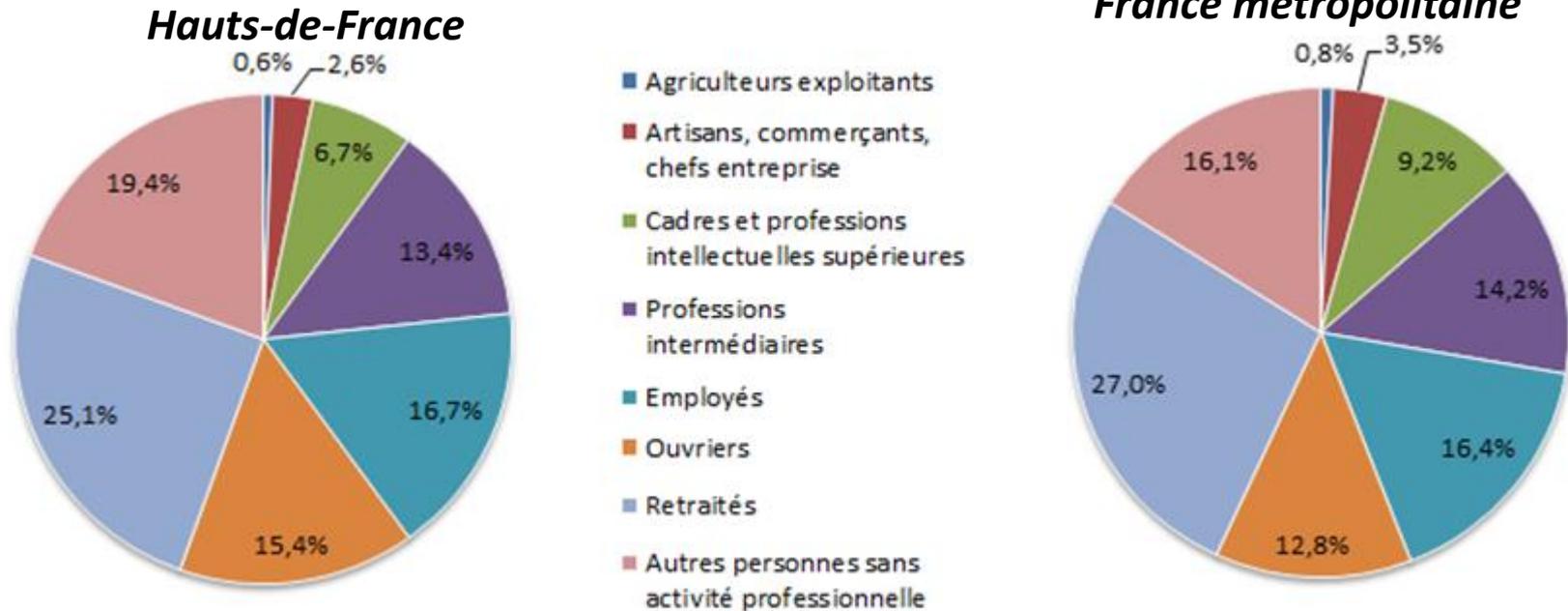
### Entre 2009 et 2014 :

- ▶ la part d'actifs\* augmente de 1,8 pts principalement du fait de l'augmentation du nombre de chômeurs
  - + 1,7 pts en France métropolitaine
- ▶ La part d'inactifs diminue principalement du fait de la baisse du nombre de retraités ou préretraités (- 1,0 pt)
  - -1,1 pts en France métropolitaine

\* DEF

Source : Insee RP2014, exploitations complémentaires

## Population de 15 ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2014



La structure de la population régionale en termes de professions et catégories socioprofessionnelles diffère de celle de France métropolitaine :

- une part d'ouvriers plus importante en région (+2,6 pts)
- une part de cadres et professions intellectuelles supérieures plus faible qu'en France (-2,5 pts)
- davantage de personnes sans activité professionnelle qu'en France (+3,3 pts)

# ... mais augmentation de la part de cadres et professions intermédiaires depuis 2009

Sources : Insee, RP2009 et RP2014, exploitations complémentaires

## Population de 15 ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2009 et 2014

	2009		2014	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Agriculteurs exploitants	30 656	0,6	26 959	0,6
Artisans, commerçants, chefs entreprise	117 172	2,5	127 091	2,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	296 294	6,2	321 388	6,7
Professions intermédiaires	618 020	13	646 359	13,4
Employés	789 571	16,6	805 327	16,7
Ouvriers	782 482	16,4	742 494	15,4
Retraités	1 149 938	24,2	1 207 226	25,1
Autres personnes sans activité professionnelle	974 289	20,5	935 928	19,4
Ensemble	4 758 422	100,0	4 812 772	100,0

- En 2014, la région compte 321 388 cadres et professions intellectuelles supérieures
  - ▶ soit +0,5 pt comparé à 2009
  - ▶ +0,5 pt en France métropolitaine

- Le nombre de personnes sans activité professionnelle diminue de 0,9 pt
  - ▶ - 0,8 pt en France

# Un taux d'activité et d'emploi plus faible qu'en France et particulièrement pour les femmes

Source : Insee RP 2014, exploitation principale

- 🌀 2,7 millions d'actifs\* parmi les 15-64 ans
  - ▶ 2 255 365 actifs ayant un emploi et 459 642 en recherche d'emploi
- 🌀 Taux d'activité\* des 15-64 ans plus faible qu'en France
  - ▶ 70,4% en région et 73,6% en France

## Taux d'activité\* et taux d'emploi\* de la population de 15 à 64 ans selon le sexe en 2014

	Taux d'activité*		Taux d'emploi*	
	Région	France	Région	France
Hommes	75,2%	76,8%	62,8%	66,9%
Femmes	65,8%	70,5%	54,3%	60,6%
Ensemble	70,4%	73,6%	58,5%	63,7%

La différence de taux d'activité\* est plus marquée chez les femmes mais tend à se réduire, avec 4,7 points de moins en région qu'en France. Il en est de même pour le taux d'emploi\* : écart de 6,3 points entre région et France pour les femmes (4,1 points pour les hommes).

\* DEF

# 3. Economie – Entreprises – Emplois

## ▶ Economie

- PIB
- Balance commerciale
- Produits exportés et principaux pays clients

## ▶ Entreprises

- Caractéristiques des établissements
- Créations et défaillances d'entreprises

## ▶ Emplois

- Caractéristiques et répartition des emplois
- Evolutions

## ▶ Secteurs d'activité





# ÉCONOMIE

---



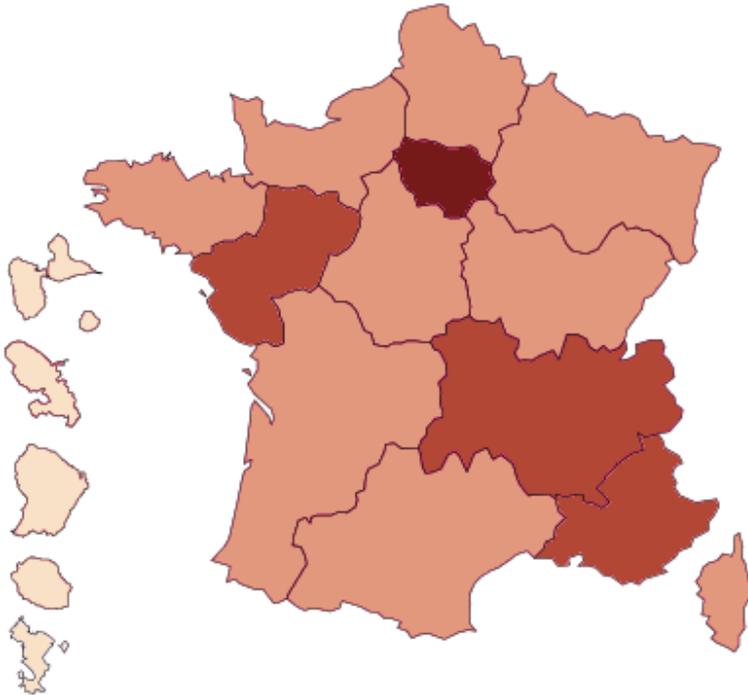
- ▶ 5ème PIB régional de France
- ▶ Importance de l'Administration et de l'Industrie dans la production de richesses
- ▶ Plus d'importations que d'exportations
- ▶ Importance du commerce avec la Belgique



Source : INSEE, comptes régionaux (données 2015)

## Produit intérieur brut en 2015 : comparaisons régionales

PIB par habitant (euros) - 2015



Source : Insee, comptes régionaux (données 2015)

🌀 PIB\* régional de 157 milliards d'euros

▶ Soit 7,3% de la richesse métropolitaine créée

🌀 Le PIB/habitant le plus faible de France métropolitaine

▶ 26 095 € / habitants en région

▶ 33 409 € / habitants en France métropolitaine

🌀 Un PIB/emploi proche de la moyenne de province

▶ 71 672 € en région

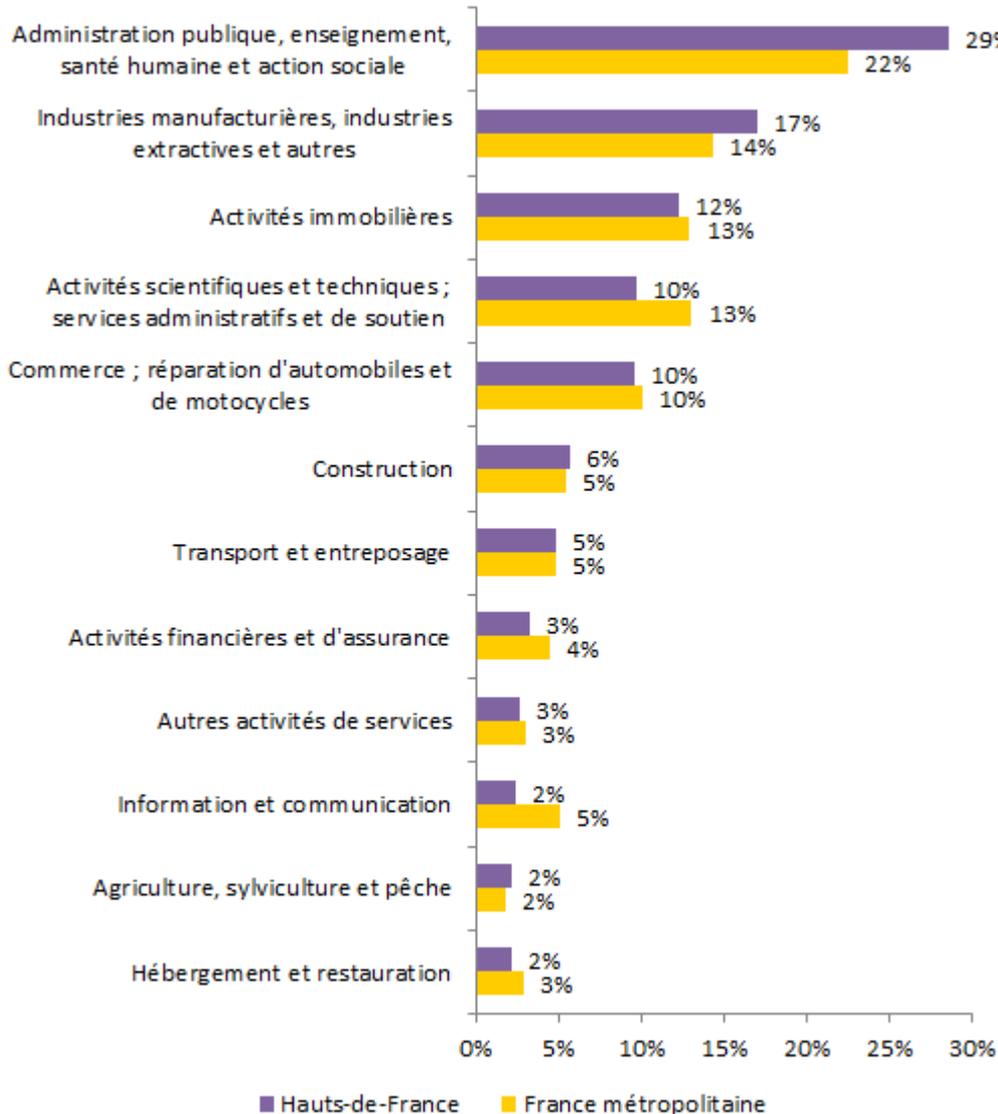
▶ 71 821 € en France de province

\* DEF

# Importance de l'Administration et de l'Industrie dans la production de richesses

## Poids des secteurs dans la valeur ajoutée\* de 2014

Source : Insee, base 2010, valeurs ajoutées



En région comme en France, les « Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » produisent le plus de richesses brutes : 29% des richesses brutes en région, 22% en France

La part des richesses produites par les industries manufacturières, industries extractives et autres est plus élevée en région qu'en France : 17% contre 14%

Au contraire, elle est moins importante concernant les

- ▶ « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien » : 10% contre 13%
- ▶ « Information et communication » : 2% contre 5%

\* DEF

Source : Le chiffre du commerce extérieur – Les chiffres clés de la région  
3<sup>ème</sup> trimestre 2017

- ④ **Plus d'importations que d'exportations** entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017
  - ▶ Solde commercial\* en déficit : - 11 453 millions €
  
- ④ **5<sup>ème</sup> rang** des régions exportatrices
  - ▶ 10% de produits de la construction automobile
  - ▶ 9% de produits sidérurgiques et 1<sup>ère</sup> transformation de l'acier
  - ▶ 8,1% de parfums, cosmétiques et produits d'entretien
  
- ④ **2<sup>ème</sup> rang** des régions importatrices
  - ▶ 8,5% de produits de la construction automobile
  - ▶ 6,5% d'articles d'habillement
  - ▶ 6,2% de chimie de base, matériaux plastiques et caoutchoucs synthétiques
  
- ④ La région Hauts-de-France représente 10,5% des exportations françaises et 11,1% des importations

\* DEF

# Importance du commerce avec la Belgique

Source : Le chiffre du commerce extérieur – Les chiffres clés de la région

► *Palmarès pays sur la période 4T2016 - 3T2017*

Pays	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang <i>antérieur*</i>
Belgique	6 266	27,5	1
Allemagne	3 459	15,2	2
Royaume-Uni	1 552	6,8	3
Pays-Bas	1 245	5,5	7
Italie	1 240	5,4	4
Etats Unis	1 211	5,3	5
Espagne	1 205	5,3	6
Pologne	607	2,7	9
Suède	497	2,2	8
Suisse	331	1,5	12
Turquie	282	1,2	14
Chine	256	1,1	11
Algérie	216	0,9	10
Portugal	210	0,9	16
Maroc	202	0,9	13
autres	4 016	17,6	
Total	22 795	100	

\* période 4T2015 - 3T2016

Pays	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang <i>antérieur*</i>
Belgique	4 452	14,6	1
Allemagne	3 628	11,9	2
Chine	3 554	11,7	3
Espagne	1 884	6,2	4
Pays-Bas	1 714	5,6	5
Japon	1 255	4,1	6
Italie	1 149	3,8	8
Royaume-Uni	996	3,3	7
Turquie	799	2,6	15
Pologne	762	2,5	9
Russie	662	2,2	13
Etats Unis	613	2,0	10
République tchèque	609	2,0	14
Irlande	591	1,9	12
Bangladesh	580	1,9	11
autres	7 250	23,8	
Total	30 499	100	

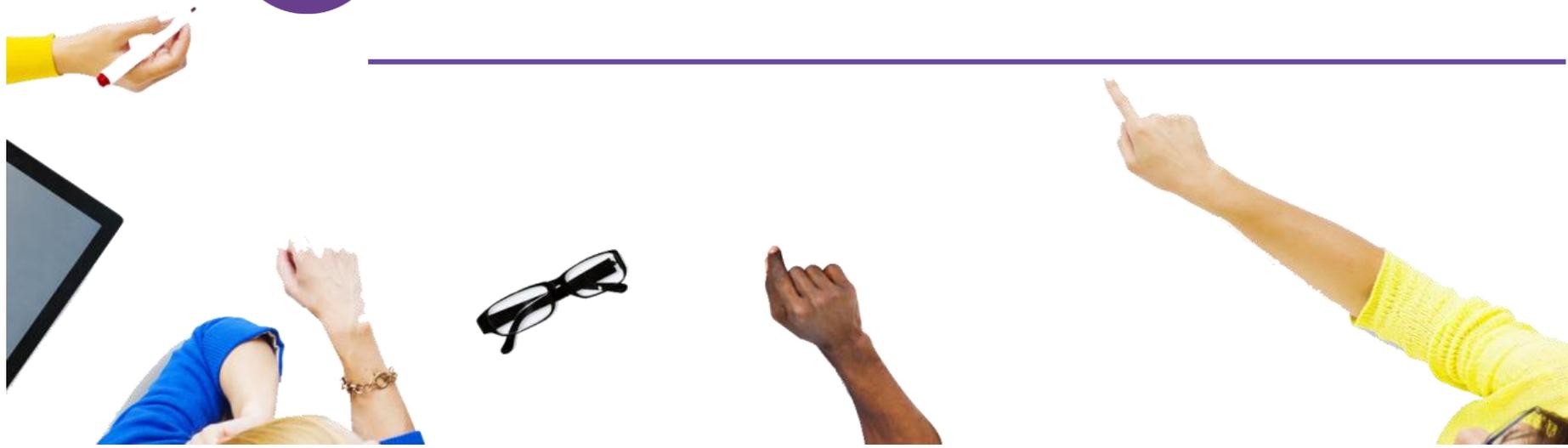
\* période 4T2015 - 3T2016





# ENTREPRISES

---



# Entreprises

- ▶ 416 513 établissements actifs fin 2015 soit 6,3% du parc national
- ▶ Une plus forte présence d'établissements de 50 salariés ou plus qu'en moyenne nationale
- ▶ « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile » mieux représentés en région qu'en moyenne nationale
- ▶ Un taux de création élevé mais une faible densité entrepreneuriale
- ▶ Des disparités territoriales importantes
- ▶ La moitié des créations dans les Services
- ▶ Une diminution des défaillances d'entreprises
- ▶ Une évolution des créations d'entreprises différentes selon les secteurs



# Une plus forte présence d'établissements de 50 salariés ou plus qu'en moyenne nationale

Source : Insee, CLAP (connaissance locale de l'appareil productif) en géographie au 01/01/2015

- **416 513 établissements actifs en Hauts-de-France fin 2015**  
**soit 6,3% du parc national**

## Répartition des établissements actifs par tranche d'effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Nombre d'établissements	Répartition régionale	Répartition en France métropolitaine
0 salarié	282 165	67,7%	71,0%
1 à 9 salarié(s)	103 764	24,9%	23,2%
10 à 19 salariés	14 429	3,5%	2,9%
20 à 49 salariés	9 444	2,3%	1,8%
50 salariés ou plus	6 711	1,6%	1,1%
Ensemble	416 513	100%	100%

Champ : Établissements actifs au 31 décembre 2015, ensemble des activités

Taille moyenne des établissements légèrement supérieure à celle de la France  
Part moindre d'établissements sans salarié (-3,3 points par rapport à la France)  
Part plus importante des établissements 50 salariés ou plus en région comparé au niveau national

## « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile » mieux représentés en région qu'en moyenne nationale

Source : Insee, CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) en géographie au 01/01/2015

### Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	% en région	% en France	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	25727	6,2	6,1	18223	7250	149	87	18
<b>Industrie</b>	21502	5,2	5,2	10974	6466	1538	1354	1170
<b>Construction</b>	40723	9,8	10,1	27877	10287	1408	842	309
<b>Commerce, transports, services divers</b>	260043	62,4	64,8	181216	65199	7114	4239	2275
<b>dont commerce et réparation automobile</b>	76029	18,3	16,2	47845	23364	2736	1407	677
<b>Administration publique, enseignement, santé, action sociale</b>	68518	16,5	13,9	43875	14562	4220	2922	2939
<b>Ensemble</b>	<b>416513</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>282165</b>	<b>103764</b>	<b>14429</b>	<b>9444</b>	<b>6711</b>

Champ : Établissements actifs au 31 décembre 2015, ensemble des activités

En région, bonne implantation des établissements des secteurs d'activité : « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile ».

# Un taux de création élevé mais une faible densité entrepreneuriale

Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°8, juin 2017

- ④ 3<sup>ème</sup> meilleur taux de création d'entreprises de France métropolitaine
  - ▶ 12,6 créations pour 100 entreprises en région (12,5 en France métropolitaine)
  - ▶ 32 895 entreprises créés en 2016
  - ▶ soit 6,1% des entreprises créés de France
  
- ④ Une majorité de microentreprises :
  - ▶ 12 598 micro-entrepreneurs \* (38,3%)
  - ▶ 10 557 sociétés (32,1%)
  - ▶ 9 740 entreprises individuelles \* (29,6%)
  
- ④ Augmentation des créations : +2,2% en un an en région et +5,6% en France métropolitaine
  - ▶ Rappel, en 2015 : -6,3% en région et -4,7% en France métropolitaine
  - ▶ Augmentation des créations d'entreprises individuelles \* : +2,6% en région et 10,3% en France métropolitaine
  - ▶ Augmentation des créations de société : +9,0% et +9,8% en France
  - ▶ Poursuite de la baisse des créations sous le régime de micro-entrepreneur \* en région (-3,2%), stabilité à l'échelle nationale (-0,1%)
  
- ④ 2<sup>ème</sup> plus faible densité entrepreneuriale de France métropolitaine : 54,5 créations pour 10 000 habitants en région ; 83,3 en France métropolitaine

\* DEF

## Le nombre de créations d'entreprises :

### 2 Créations d'entreprises par département

en %

	Sociétés		Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs		Régime de micro-entrepreneur		Ensemble	
	Évolution 2016/2015	Évolution 2016/2015	Évolution 2016/2015	Évolution 2016/2015	Créations en 2016 (nombre)	Évolution 2016/2015		
Aisne	-0,6	10,2	-20,4		2 319	-5,3		
Nord	11,0	0,4	10,5		16 551	7,9		
Oise	15,8	8,2	-11,9		5 058	2,0		
Pas-de-Calais	4,1	0,4	-19,3		6 296	-6,3		
Somme	2,1	3,6	-10,1		2 671	-2,1		
Hauts-de-France	9,0	2,6	-3,2		32 895	2,2		
France métropolitaine	9,8	10,3	-0,1		538 338	5,6		

Note : données brutes.

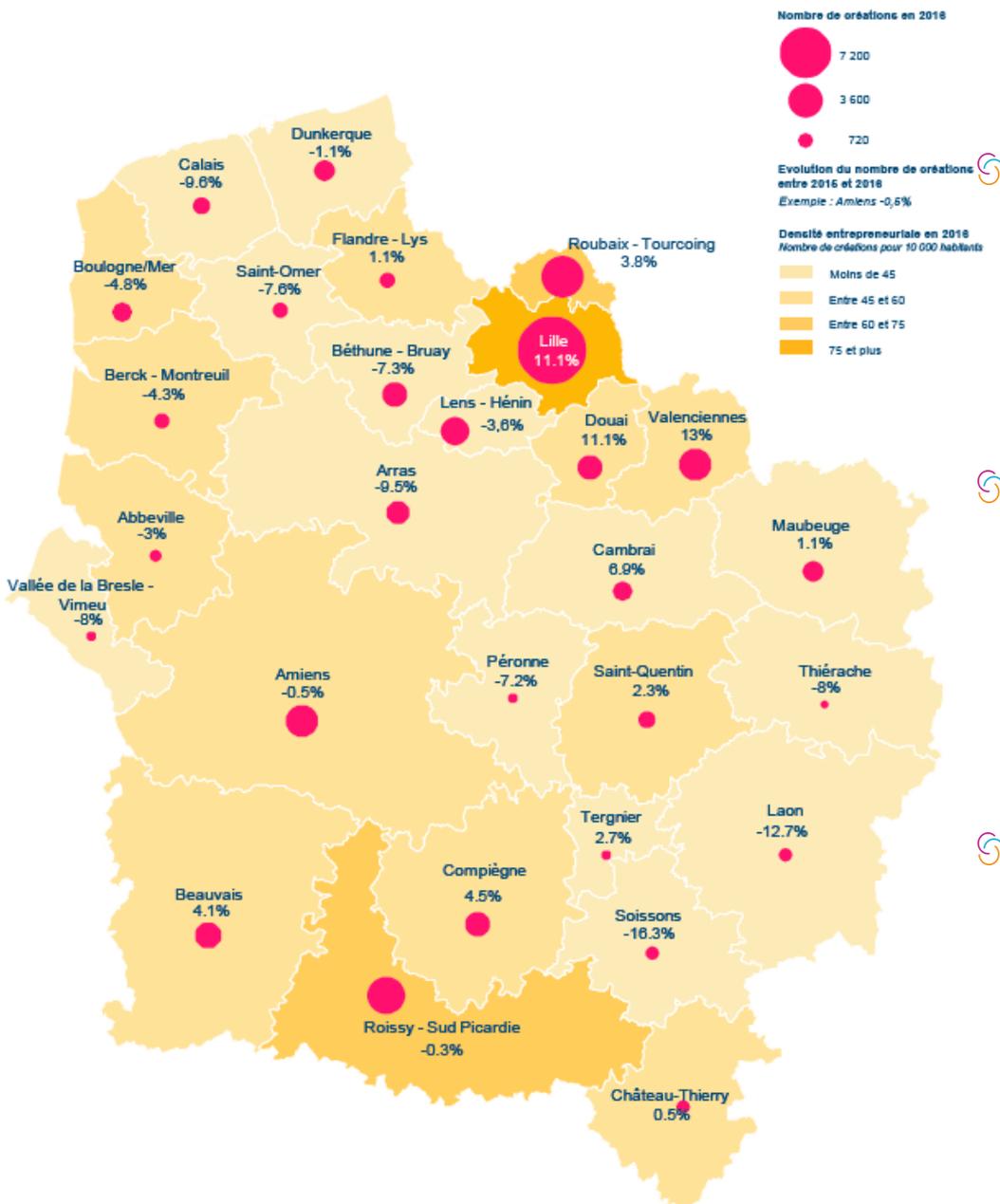
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

- ▶ augmente dans les départements du Nord et de l'Oise (respectivement +7,9% et +2,0%)
- ▶ diminue dans les départements du Pas-de-Calais (-6,3%), de l'Aisne (-5,3%) et de la Somme (-2,0%)

## Des disparités territoriales importantes

Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°8, juin 2017



### Densité entrepreneuriale diverse selon les zones d'emploi :

- ▶ 88,7 pour Lille
- ▶ 71,3 pour Roubaix-Tourcoing
- ▶ 66,8 pour Roissy-Sud Picardie
- ▶ 31,1 pour La Thiérache

### La moitié des créations régionales réparties sur 5 zones d'emploi :

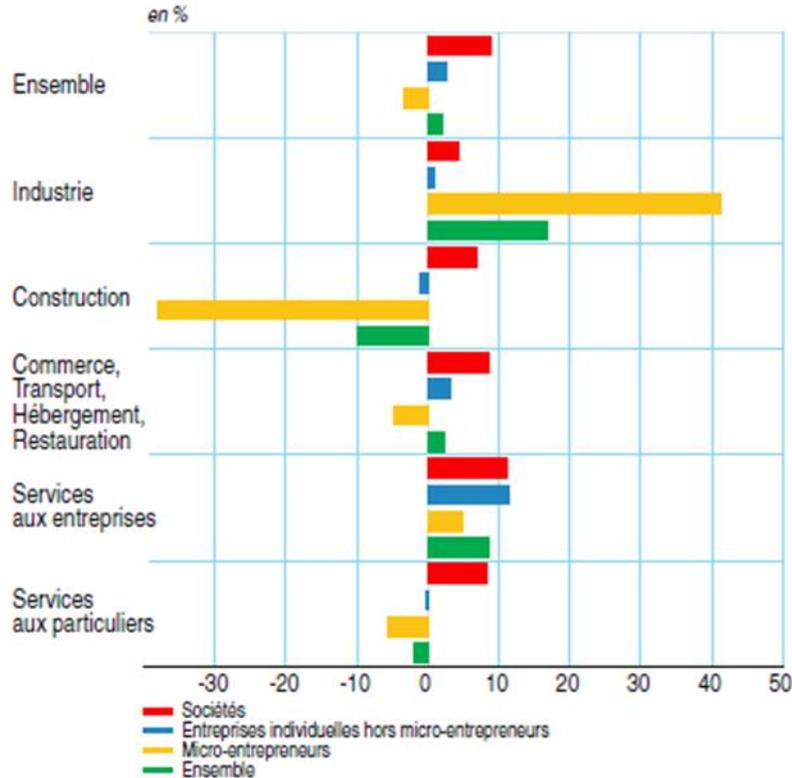
- ▶ Lille (7 145 créations)
- ▶ Roubaix-Tourcoing (3 048 créations)
- ▶ Roissy-Sud Picardie (2 592 créations)
- ▶ Valenciennes (1 958 créations)
- ▶ Amiens (1 902 créations)

### En termes d'évolution sur un an :

- ▶ les zones de Valenciennes (+13%), Lille et Douai (+11% chacune) ont connu les plus fortes hausses
- ▶ à l'inverse, celles de Laon (-13%) et de Soissons (-16%) ont vu le nombre de créations baisser entre 2015 et 2016

Source : Bilan économique 2015, Insee Conjoncture n°3, mai 2016

### 3 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2015 et 2016 dans la région Hauts-de-France



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

17 105 créations dans le secteur des services (52,0% contre 55,5% des créations en France)

- ▶ 29% Services aux entreprises
  - soit 9 540 entreprises
- ▶ 23% Services aux particuliers
  - soit 7 566 entreprises

10 362 créations dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration

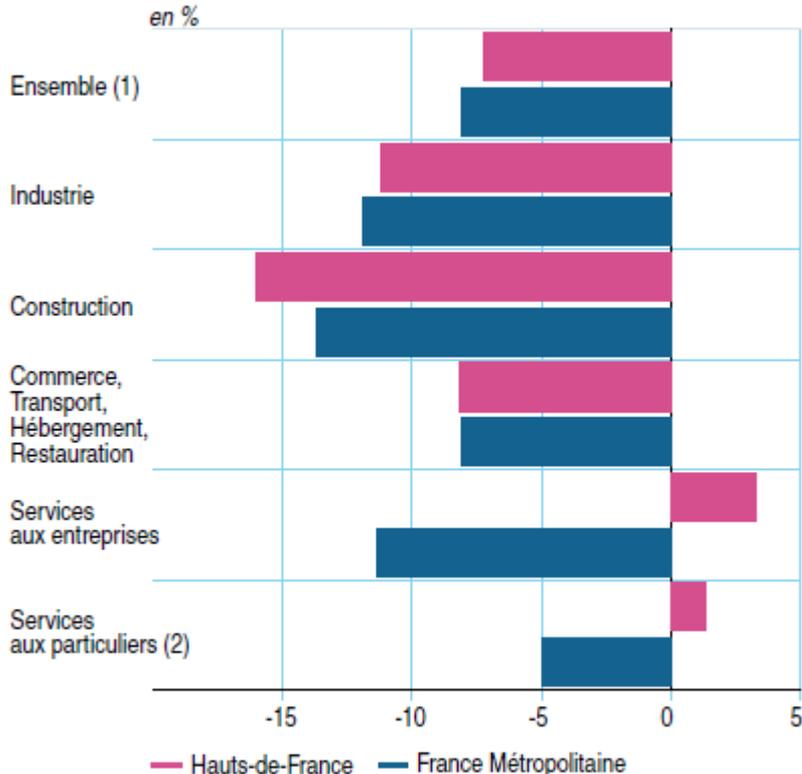
- ▶ 31,5% des créations régionales et 29,0% en France

3 618 nouvelles entreprises dans le secteur de la construction

- ▶ 11,0% des créations régionales et 11,1% en France

Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°3, juin 2017

## 4 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2015 et 2016 dans la région Hauts-de-France



(1) : y compris agriculture.

(2) : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 14/3/17).

- 4 702 entreprises défaillantes\* en 2016
  - soit 8% des entreprises défaillantes de France
  - 2,0% par rapport à 2015 (-8,1% au niveau national)

- Le nombre de défaillances\*
  - diminue dans le Pas-de-Calais (-11%), la Somme (-10,6%), l'Aisne (-8,0%) et le Nord (-7,8%)
  - augmente dans l'Oise (+6,1%)

- Comme en 2015, plus de deux défaillances sur cinq (41%) concernent le secteur « commerce, transport, hébergement et restauration »

- La baisse des défaillances\* concerne tous les secteurs d'activité, à l'exception de services aux entreprises et aux particuliers où elles progressent respectivement de 3,2 % et 1,3 %

\* DEF

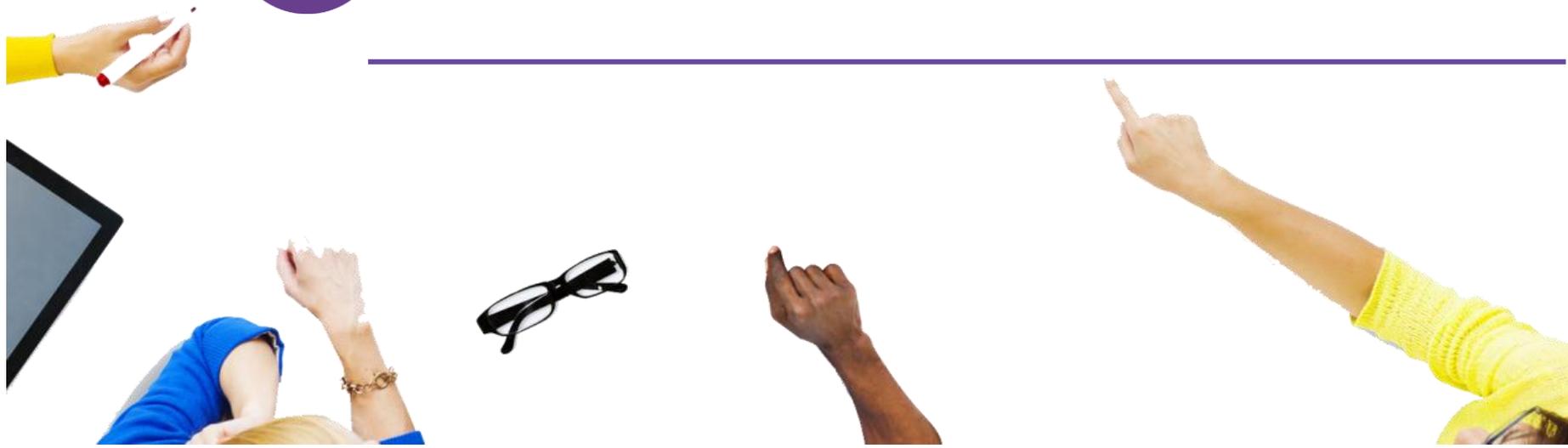
# Une évolution des créations d'entreprises différentes selon les secteurs

- 🌀 **Dans les services aux entreprises :**
  - ▶ la Somme et le Nord se distinguent par une forte progression des créations d'entreprises (+ 14,2 % et + 12,4 %)
  - ▶ le Pas-de-Calais est le seul département de la région où elles sont en baisse (-0,1 %)
  
- 🌀 **Dans les services aux particuliers :**
  - ▶ les créations progressent uniquement dans le département du Nord (+4,1 %).
  - ▶ les départements de l'Aisne et du Pas-de-Calais affichent des baisses prononcées (-11,1 % et -7,9 %).
  
- 🌀 **Dans le commerce, transport, hébergement et restauration :**
  - ▶ les départements de l'Oise et du Nord se distinguent par une hausse marquée des créations d'entreprises, respectivement + 13,3% et + 7,9 %
  - ▶ la Somme affiche le recul le plus important : – 11,4 %
  
- 🌀 **Dans la construction :**
  - ▶ les créations d'entreprises dans ce secteur sont en recul dans l'ensemble des départements de la région, notamment dans l'Oise (– 13,7 %)



## EMPLOIS

---



- ▶ Plus de 2,1 millions d'emplois au lieu de travail
- ▶ Un déficit d'emplois qualifiés en région
- ▶ 1,7% de l'emploi total perdu entre 2009 et 2014 en région Industrie, construction et agriculture les plus touchés
- ▶ Evolution de l'emploi total
  - augmentation du nombre d'emplois entre 1998 et 2014
  - pertes d'emplois depuis la crise
- ▶ Augmentation de l'emploi salarié sur le secteur tertiaire marchand
- ▶ Le taux d'emploi le plus faible de France métropolitaine
- ▶ Une répartition des PCS disparate selon les territoires



Source : Insee, RP2014, exploitation principale lieu de travail

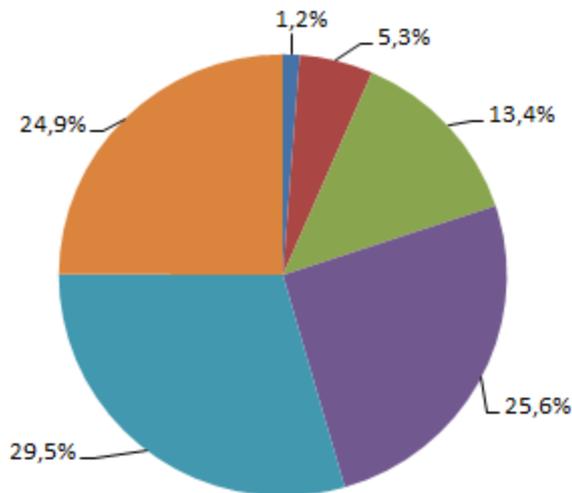
- 2 127 086 emplois au lieu de travail en région
  - 1,6% entre 2009 et 2014 (+0,1% en France métropolitaine)
  - 89,9% d'emplois salariés (87,8% en France métropolitaine)
  - 10,1% d'emplois non salariés (12,2% en France métropolitaine)
- 8,3% des emplois de France métropolitaine
- 47,6% des emplois occupés par des femmes (48,2% en France métropolitaine)
  - 49,0% des emplois salariés\* occupés par des femmes (50,1% en France métropolitaine)
  - 35,7% des emplois non salariés\* (35,5% en France métropolitaine)

\* DEF

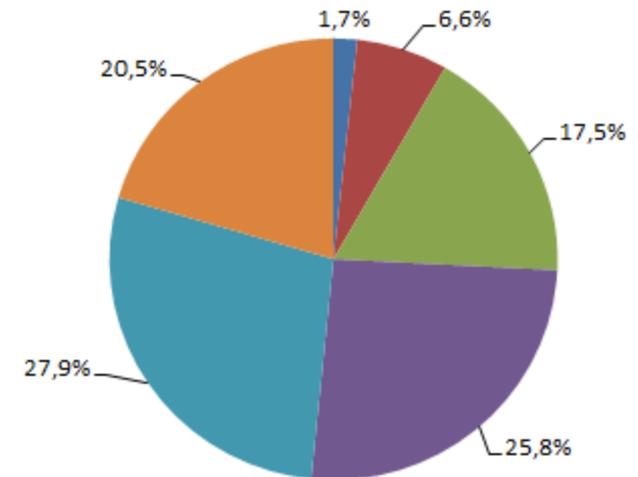
Source : Insee, RP 2014, exploitation complémentaire lieu de travail

## Répartition des emplois selon la catégorie socioprofessionnelle en 2014

**Hauts-de-France**



**France métropolitaine**



Champ : emploi total \*, tous statuts confondus

La région se caractérise par une proportion d'ouvriers et d'employés plus importante qu'en France, au détriment des cadres et professions intellectuelles supérieures. Depuis 2006, la région apparaît dans une dynamique de rapprochement de la structure nationale des emplois.

\* DEF

## Emplois selon le secteur d'activité en région

Secteur	Nombre d'emplois en 2014	Répartition des emplois en 2014	Évolution du nombre d'emplois 2009-2014	Poids du secteur par rapport à la France en 2009	Poids du secteur par rapport à la France en 2014
<b>Commerce, transports, services divers</b>	888 287	41,8%	0,0%	7,6%	7,4%
<b>Administration publique, enseignement, santé et action sociale</b>	748 851	35,2%	3,2%	9,2%	9,2%
<b>Industrie</b>	308 251	14,5%	-13,5%	10,0%	9,5%
<b>Construction</b>	133 670	6,3%	-6,4%	8,0%	7,8%
<b>Agriculture</b>	48 027	2,3%	-6,9%	6,8%	6,8%
<b>Ensemble</b>	<b>2 127 086</b>	<b>100%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>8,4%</b>	<b>8,3%</b>

Champ : emploi total, tous statuts confondus

1,7% de l'emploi total\* perdu entre 2009 et 2014 en région, surtout dans l'industrie, la construction et l'agriculture

3,2% d'emplois supplémentaires dans le secteur de l'Administration publique, enseignement, santé et action sociale

# Evolution de l'emploi total : diminution du nombre d'emplois depuis la crise

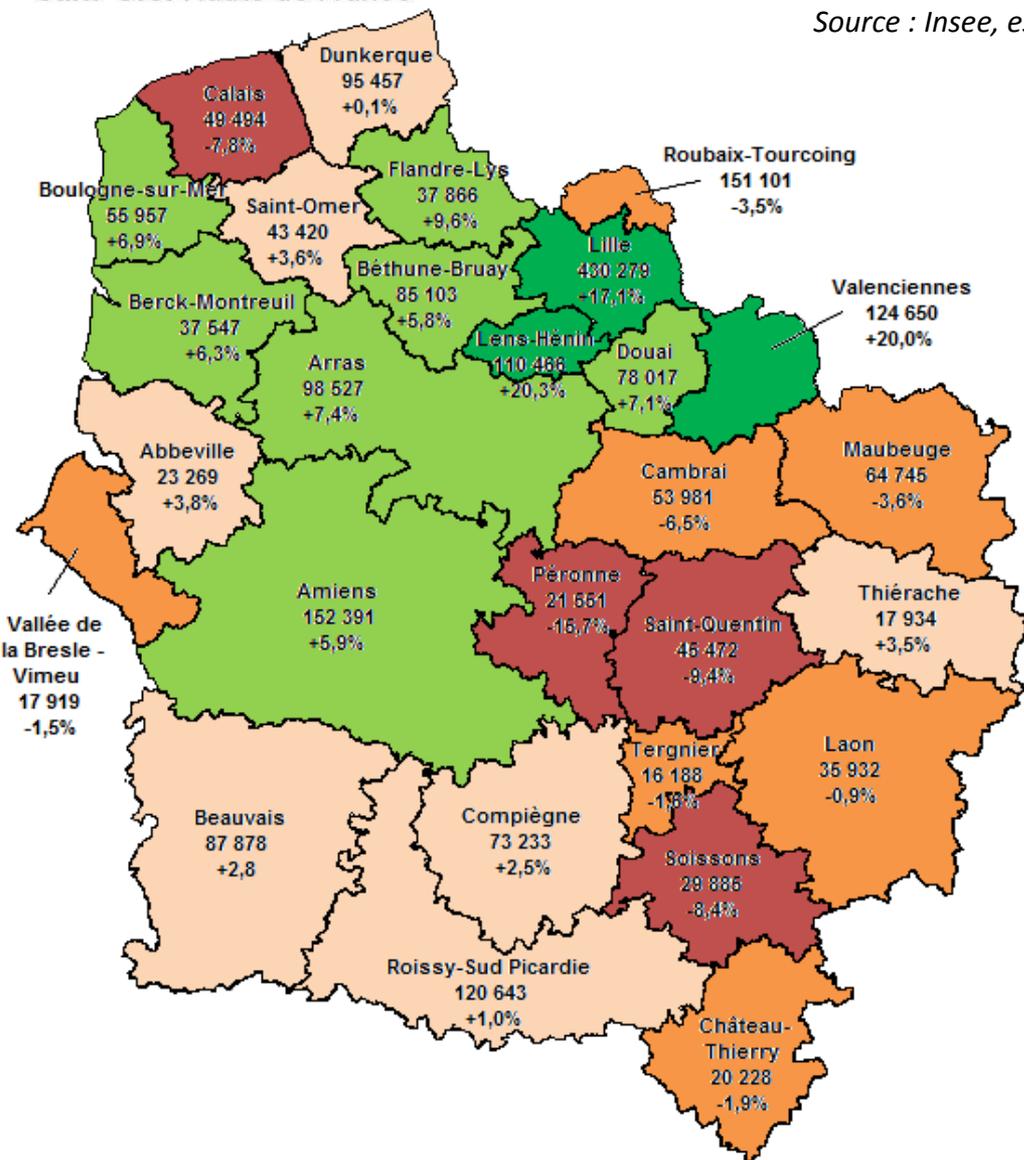
Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/1998 au 31/12/2014)

- ④ Entre 1998 et 2014, la région comptabilise près de 116 500 emplois supplémentaires (+5,6%)
  - ▶ +11,6% en France métropolitaine
  
- ④ Entre 2007 et 2014, sous l'effet de la crise économique, la région a perdu près de 51 500 emplois (-2,3%)
  - ▶ +0,6% en France métropolitaine
  
- ④ Excepté sur la zone d'emploi de Lille et de Flandre-Lys, le nombre d'emplois diminue sur tous les territoires de la région depuis la crise de 2008
  - ▶ +6% d'emplois entre 2007 et 2014 sur la zone d'emploi de Lille
  - ▶ +0,3% d'emplois sur la zone d'emploi de Flandre-Lys
  
- ④ Cinq zones d'emploi ont perdu plus de 5% de leur emploi total\* entre 1998 et 2014 :
  - ▶ Péronne (-15,7%, soit -4 018 emplois)
  - ▶ Saint-Quentin (-9,4%, soit -4 708 emplois)
  - ▶ Soissons (-8,4%, soit 2 735 emplois)
  - ▶ Calais (-7,8%, soit -4 194 emplois)
  - ▶ Cambrai (-6,5%, soit 3 777 emplois)

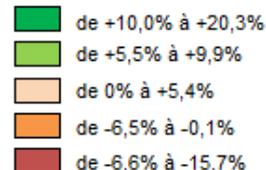
\* DEF

# Evolution de l'emploi total : augmentation du nombre d'emplois entre 1998 et 2014

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/1998 au 31/12/2014)



## Evolution de l'emploi total entre 1998 et 2014



Note de lecture : En 2014, la zone d'emploi de Dunkerque compte 95 457 emplois, soit une augmentation de +0,1% des emplois entre 1998 et 2014

- En 2014, 2 179 133 emplois en région soit une évolution entre 1998 et 2014 de
  - ▶ + 5,6%
  - ▶ + 116 455 emplois

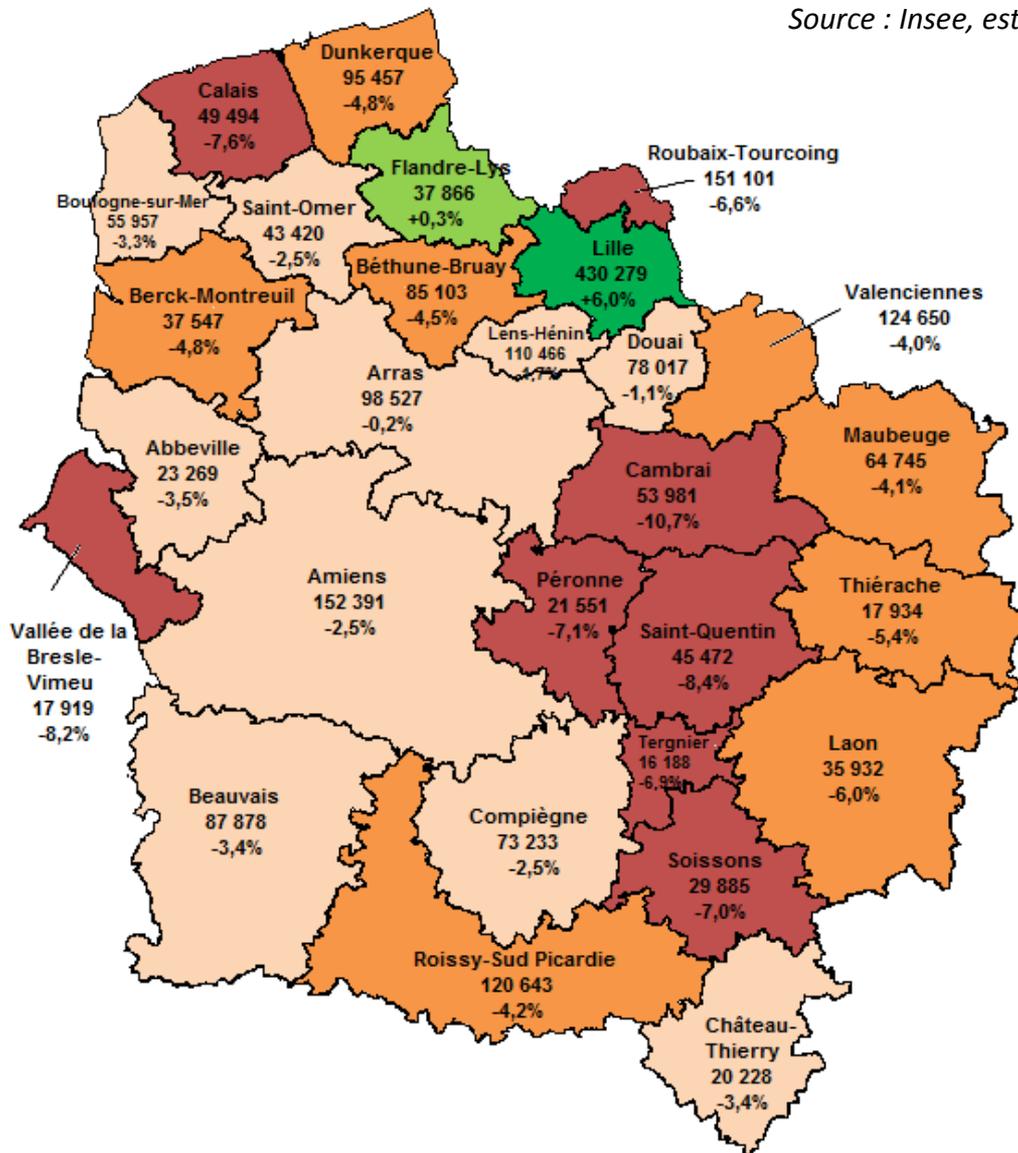
- Principalement sur les zones d'emploi de
  - ▶ Lille (+62 923 emplois)
  - ▶ Valenciennes (+20 738 emplois)
  - ▶ Lens-Hénin (+18 672 emplois)
  - ▶ Amiens (+ 8 512 emplois)
  - ▶ Arras (+6 794 emplois)

- Des pertes d'emplois principalement sur les zones de
  - ▶ Roubaix-Tourcoing (-5 427 emplois)
  - ▶ Saint-Quentin (-4 708 emplois)
  - ▶ Calais (-4 194 emplois)
  - ▶ Péronne (-4 018 emplois)

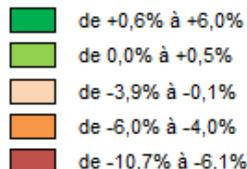


# Evolution de l'emploi total : des pertes d'emplois depuis la crise

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/2007 au 31/12/2014)



## Evolution de l'emploi total entre 2007 et 2014



Note de lecture : En 2014, la zone d'emploi de Dunkerque compte 95 457 emplois, soit une diminution de 4,8% des emplois entre 2007 et 2014

- En 2014, 2 179 133 emplois en région soit une évolution entre 2007 et 2014 de
  - ▶ - 2,3%
  - ▶ - 51 424 emplois
- Une évolution positive uniquement sur les zones d'emploi de
  - ▶ Lille
  - ▶ Flandre-Lys
- Des pertes d'emplois conséquentes sur
  - ▶ Roubaix-Tourcoing (-10 680 emplois)
  - ▶ Cambrai (-6 486 emplois)
  - ▶ Roissy-Sud Picardie (- 5 317 emplois)
  - ▶ Valenciennes (-5 212 emplois)

\* DEF



# Augmentation de l'emploi salarié sur le secteur tertiaire marchand

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/1998 au 31/12/2014)

## Evolution de l'emploi salarié entre 1998, 2000, 2007 et 2014 en Hauts-de-France

	Salariés					
	agriculture	industrie	construction	tertiaire marchand	tertiaire non marchand	Ensemble
Nombre d'emplois en 1998	25 580	437 784	99 586	710 985	637 248	1 911 183
Nombre d'emplois en 2000	22 566	441 702	109 196	776 961	663 157	2 013 582
Nombre d'emplois en 2007	19 505	370 579	126 559	858 495	702 139	2 077 277
Nombre d'emplois en 2014	18 476	304 726	109 770	842 725	724 592	2 000 289
Evolution du nb d'emplois entre 1998 et 2014	-28%	-30%	+10%	+19%	+14%	+5%
Evolution du nb d'emplois entre 2000 et 2014	-18%	-31%	+1%	+8%	+9%	-1%
Evolution du nb d'emplois entre 2007 et 2014	-5%	-18%	-13%	-2%	+3%	-4%

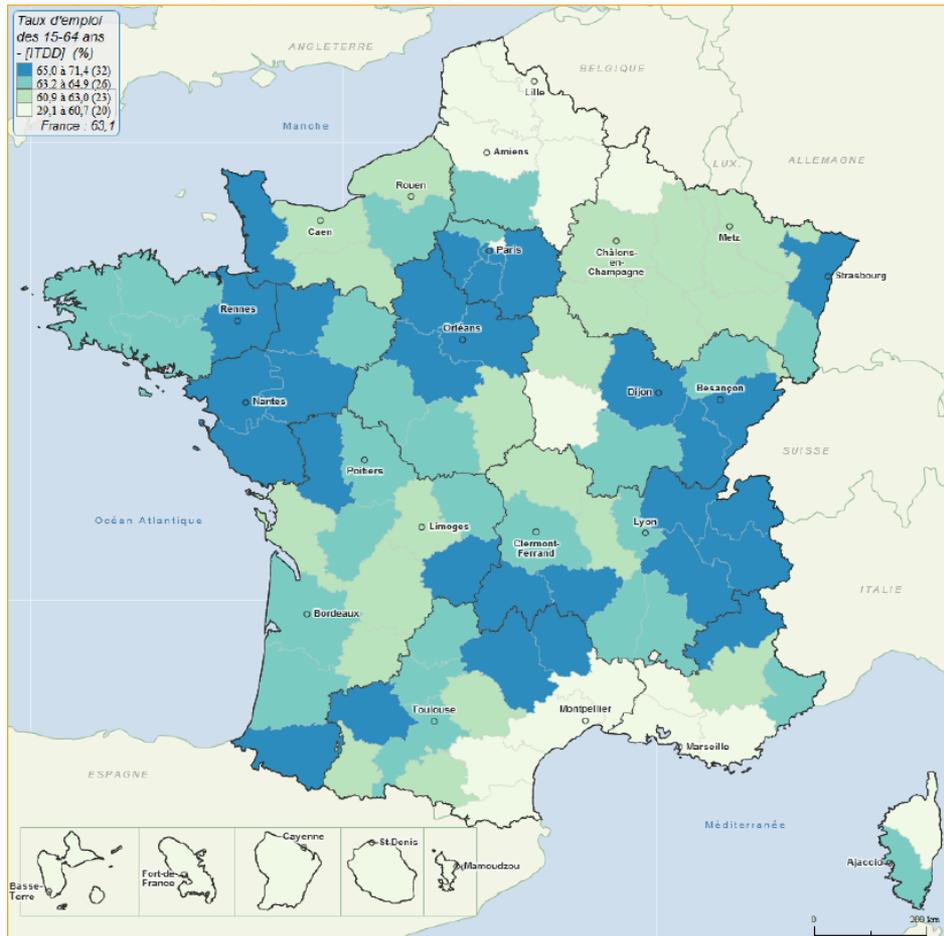
- 
 Entre 2000 et 2014 :
  - ▶ des pertes d'emplois salariés\* dans les secteurs de l'agriculture (-18%) et de l'industrie (-31%)
  - ▶ des gains d'emplois salariés\* dans les secteurs du tertiaire marchand (+8%) et tertiaire non marchand (+9%)
  
- 
 Entre 2007 et 2014 :
  - ▶ Des pertes d'emplois salariés\* dans tous les secteurs, excepté dans le tertiaire non marchand

\* DEF

# Le taux d'emploi le plus faible de France métropolitaine

Source : Insee, RP 2014, exploitation principale  
Carte : CGET, Observatoire des territoires

Taux d'emploi des 15-64 ans - [ITDD] - source : Insee, RP 2014 / Mayotte : Insee, RP 2012



Le taux d'emploi\* le plus faible de France métropolitaine : 58,5% contre 63,7% avec une différence encore plus marquée pour les femmes.

Il manquerait 199 800 actifs occupés en région pour atteindre le taux d'emploi\* de France métropolitaine.

## Taux d'emploi\* de la population de 15 à 64 ans en 2014 selon le sexe

	région	France
Hommes	62,8%	66,9%
Femmes	54,3%	60,6%
Ensemble	58,5%	63,7%

\* DEF

## Concentration de 46% des actifs occupant un emploi de cadre :

- ▶ Lille
  - ▶ Roubaix-Tourcoing
  - ▶ Compiègne
  - ▶ Roissy Sud Picardie
- Métropole lilloise
- Influence francilienne

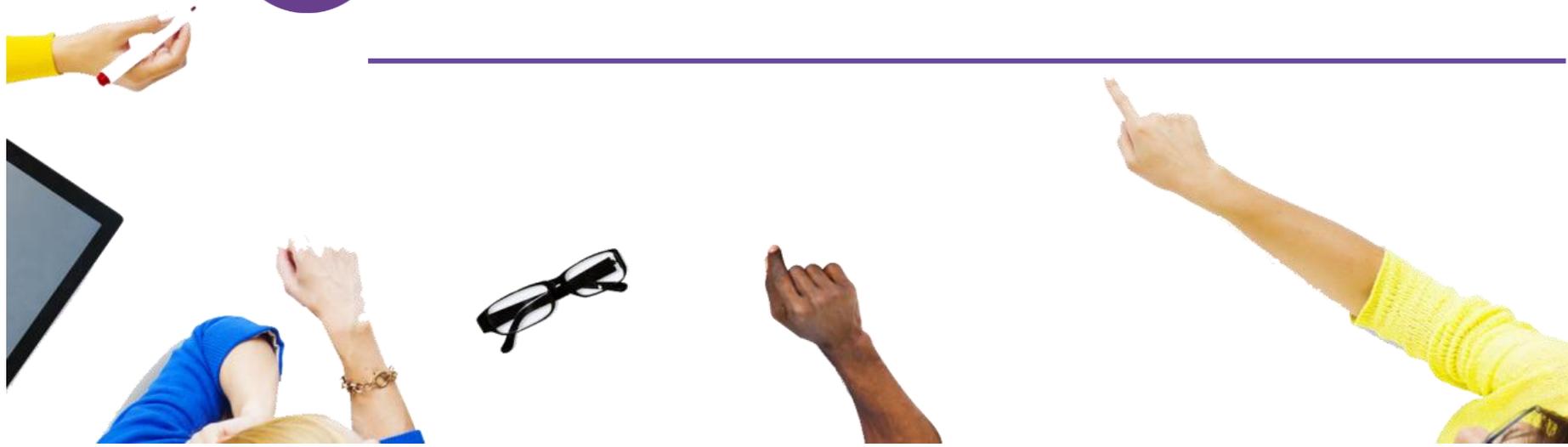
## Les ouvriers très présents sur :

- ▶ Vallée de la Bresle
  - ▶ Péronne
  - ▶ Saint-Omer
- Forte spécialisation industrielle



## SECTEURS D'ACTIVITÉ

---



# Secteurs d'activité

- ▶ Le poids de l'industrie tend à se réduire mais reste fortement présent en région
- ▶ Le secteur de la construction continue de perdre des emplois mais le secteur reste une filière stratégique et la reprise s'amorce
- ▶ Le poids de l'agriculture tend à se réduire mais la région reste la 1<sup>ère</sup> de France dans l'utilisation de sa surface agricole
- ▶ Stabilité du nombre d'emplois pour le secteur tertiaire marchand
- ▶ Augmentation du nombre d'emplois pour le secteur tertiaire non marchand
- ▶ Un moindre développement de l'artisanat en région



# Le poids de l'industrie\* tend à se réduire mais reste fortement présent

Source : Insee, RP 2014, exploitations complémentaires lieu de travail

- En 2014, l'emploi industriel régional représente 9,5% des emplois industriels de France
  - ▶ 10,0% en 2009
- Le secteur de l'industrie compte 308 251 emplois totaux\* en région
  - ▶ soit 14,5% des emplois régionaux
- Entre 2009 et 2014, le nombre total d'emplois\* dans le secteur de l'industrie a diminué de 13,5%
  - ▶ soit une perte de 48 127 emplois

\* DEF

# Evolution de l'emploi salarié du secteur de l'industrie\* entre 2007 et 2014

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/2007 au 31/12/2014)

Diminution du nombre d'emplois salariés\* industriels sur tous les territoires entre 2007 et 2014

En 2014, concentration des 304 726 emplois salariés\* industriels sur :

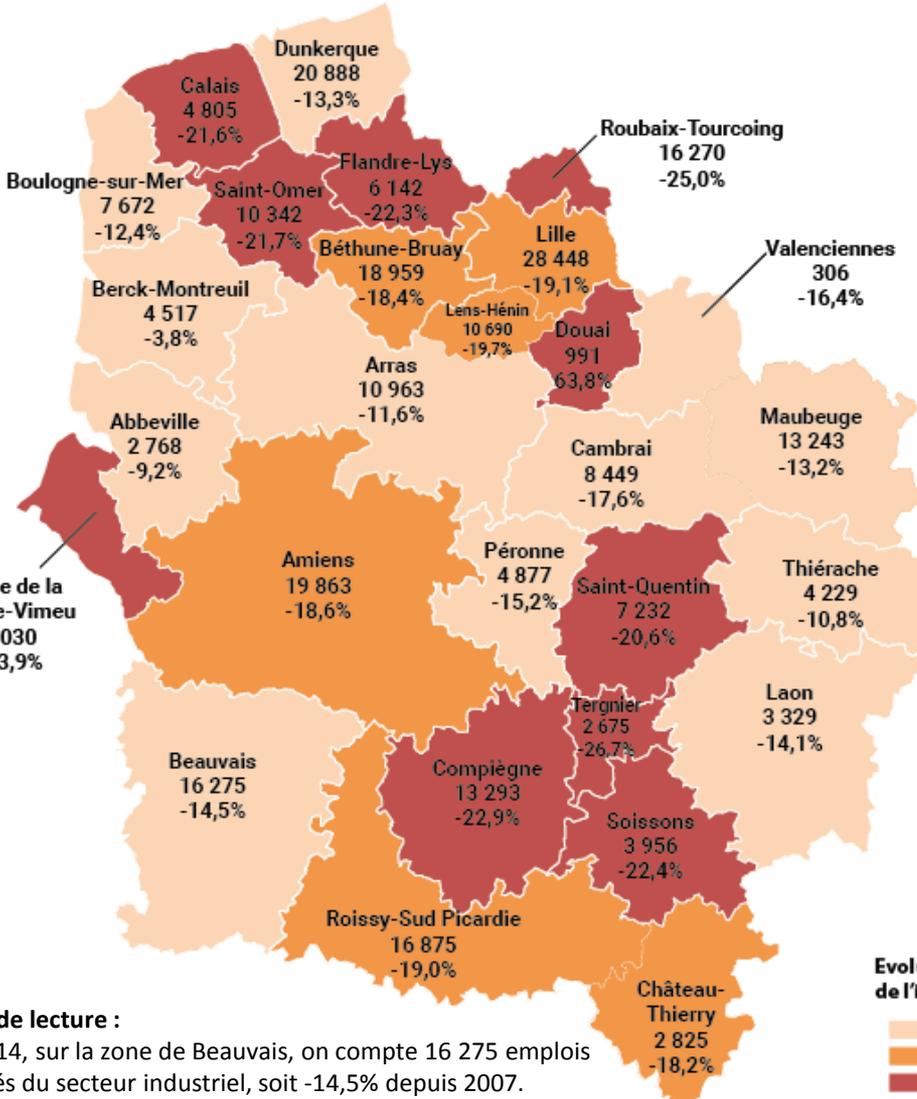
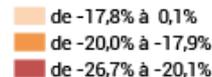
- ▶ Lille 28 448
- ▶ Valenciennes 26 122
- ▶ Dunkerque 20 888
- ▶ Amiens 19 863
- ▶ Béthune-Bruay 18 959

Pertes d'emplois importantes sur :

- ▶ Lille (- 6 705)
- ▶ Roubaix-Tourcoing (- 5 420)
- ▶ Amiens (-4 536)
- ▶ Béthune-Bruay (-4 287)
- ▶ Roissy-Sud Picardie (-3 961)
- ▶ Compiègne (- 3 951)

\* DEF

Evolution de l'emploi salarié du secteur de l'industrie entre 2007 et 2014



**Note de lecture :**

En 2014, sur la zone de Beauvais, on compte 16 275 emplois salariés du secteur industriel, soit -14,5% depuis 2007.



Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°3, juin 2017

- 🌀 Comme en 2015, le secteur de l'industrie continue de perdre des emplois
  - ▶ -1,7% soit une évolution comparable aux années précédentes (-0,8% en France métropolitaine)
  - ▶ - 5 000 emplois salariés \* du secteur privé marchand
  
- 🌀 L'emploi recule le plus fortement dans les secteurs de
  - ▶ la fabrication de biens d'équipement (- 3,9%)
  - ▶ l'énergie (-2,4%)
  - ▶ la fabrication de matériel de transport (-2,5%)
  
- 🌀 L'industrie agroalimentaire fait exception (+ 0,3 %)
  
- 🌀 Tous les départements sont touchés par cette diminution des emplois salariés\* du secteur industriel principalement marchand, soit une évolution annuelle pour les départements
  - ▶ Aisne : -1,1%
  - ▶ Nord : -1,6%
  - ▶ Oise : -2,0%
  - ▶ Pas-de-Calais : -2,2%
  - ▶ Somme : -0,8%

\* DEF

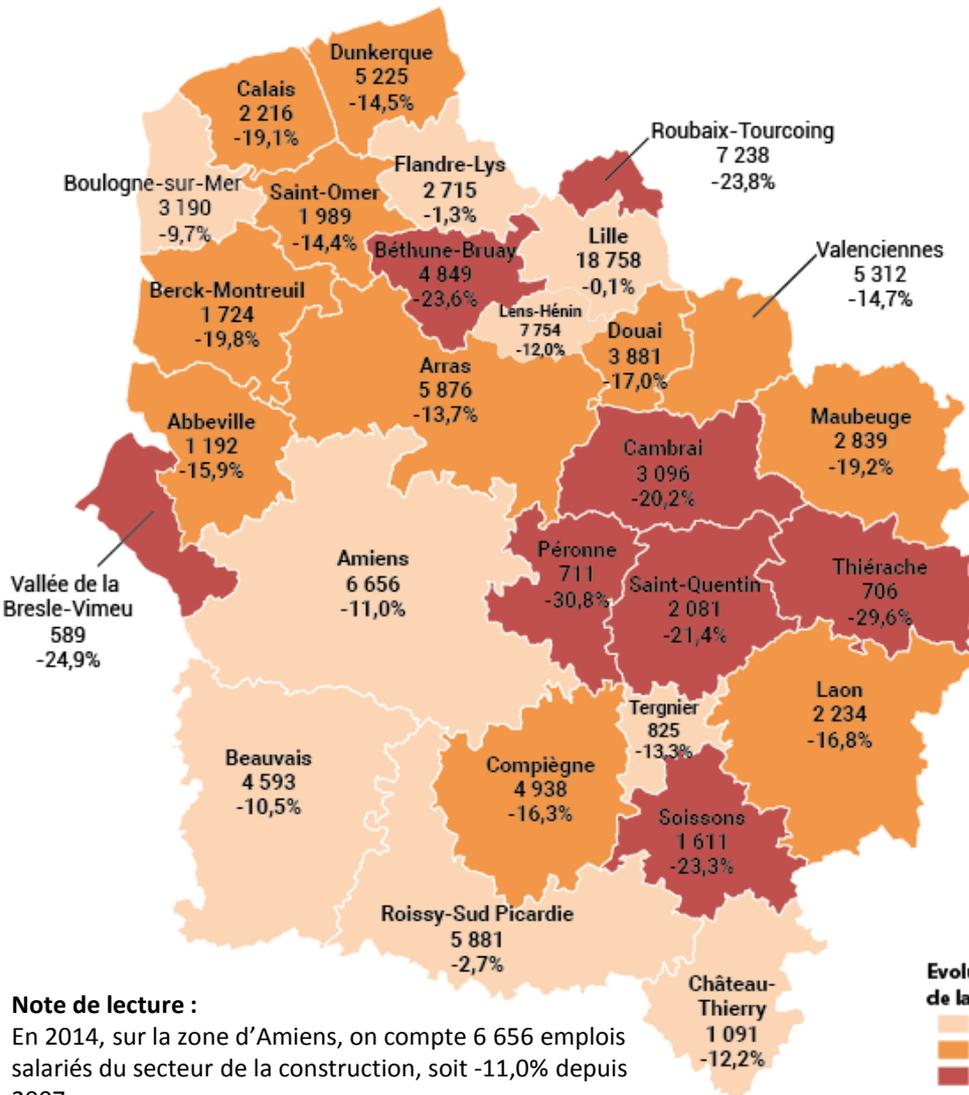
Source : Insee, RP 2014, exploitations complémentaires lieu de travail

- En 2014, l'emploi régional dans le secteur de la construction représente 7,8% des emplois de la construction de France
  - ▶ 8,0% en 2009
- Le secteur de la construction compte 133 670 emplois totaux\* en région
  - ▶ soit 6,3% des emplois régionaux
- Entre 2009 et 2014, le nombre total d'emplois\* a diminué de 6,4%
  - ▶ soit une perte de 9 132 emplois

\* DEF

# Evolution de l'emploi salarié du secteur de la construction\* entre 2007 et 2014

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/2007 au 31/12/2014)



-  Diminution du nombre d'emplois du secteur de la construction sur tous les territoires entre 2007 et 2014
-  En 2014, concentration des 109 770 emplois salariés\* construction sur :
  - ▶ Lille 18 758
  - ▶ Lens-Hénin 7 754
  - ▶ Roubaix-Tourcoing 7 238
-  Pertes d'emplois importantes sur :
  - ▶ Roubaix-Tourcoing (-2 258)
  - ▶ Béthune-Bruay (-1 495)
  - ▶ Lens-Hénin (-1 057)

Evolution de l'emploi salarié du secteur de la construction en 2007 et 2014



\* DEF



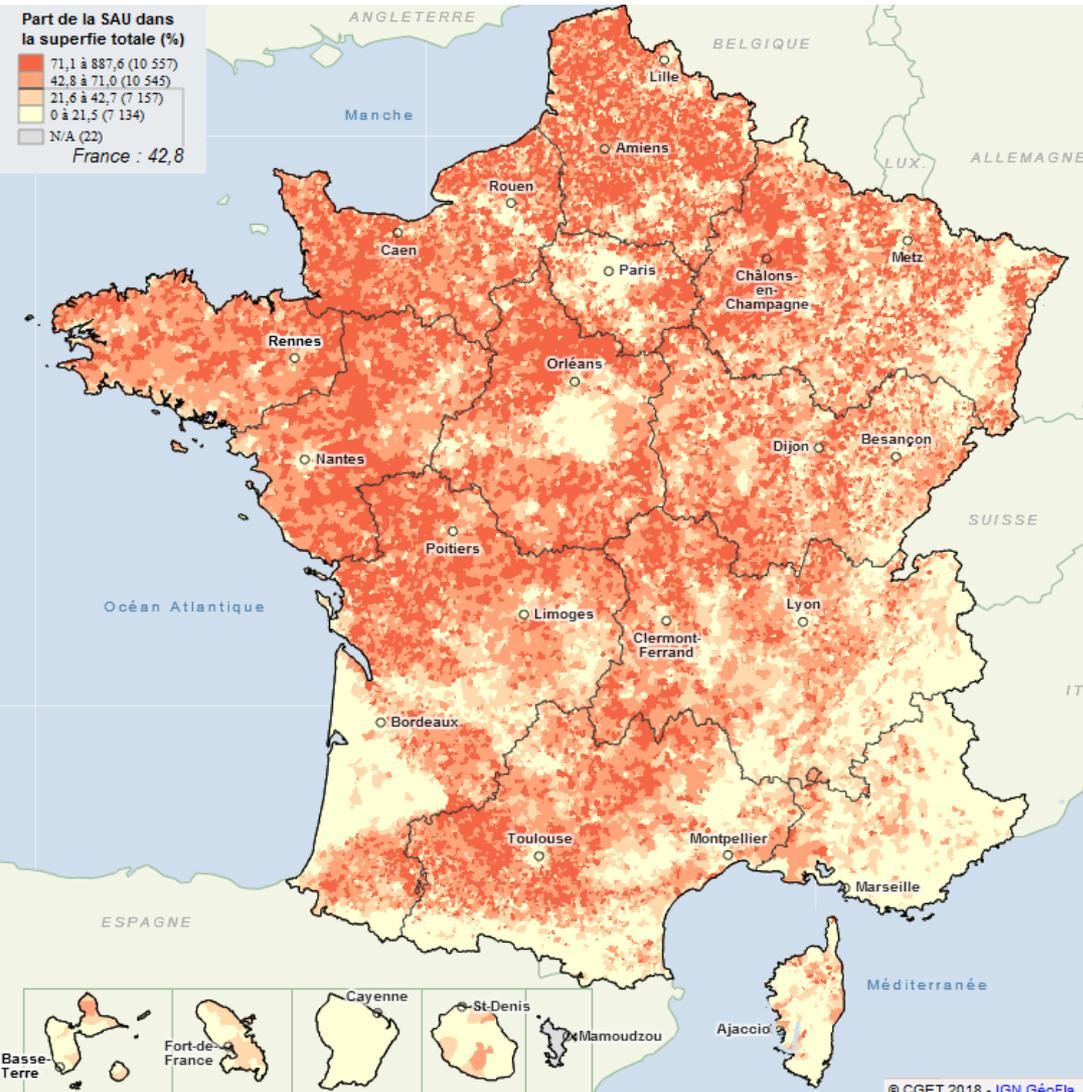
**Note de lecture :**  
En 2014, sur la zone d'Amiens, on compte 6 656 emplois salariés du secteur de la construction, soit -11,0% depuis 2007.

Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°3, juin 2017

- Comme en 2015, le secteur de la construction continue de perdre des emplois mais **la reprise du secteur s'amorce**
  - ▶ -1,9% soit une baisse atténuée par rapport à 2015 (-3,2%) – (-0,8% en France métropolitaine)
  - ▶ – 2 000 emplois salariés\* du secteur privé marchand
  
- Plusieurs indicateurs montrent que la dynamique de croissance observée sur le reste du territoire national se diffuse aussi dans la région.
  - ▶ En 2016, 25 800 logements ont été autorisés à la construction dans les Hauts-de-France, soit une hausse de 17,2% sur un an
  - ▶ Avec 21 100 logements, les mises en chantier progressent de 6,4% en 2016
  
- Excepté la Somme, tous les départements sont touchés par cette diminution des emplois salariés\* du secteur de la construction, soit une évolution annuelle pour les départements
  - ▶ Aisne : -3,1%
  - ▶ Nord : -3,0%
  - ▶ Oise : -2,2%
  - ▶ Pas-de-Calais : -0,5%
  - ▶ Somme : +1,0%

\* DEF

Source : Agreste, recensement agricole 2010



La région Hauts-de-France utilise 67,4% de Surface Agricole Utilisée\* (42,8% en France)

- ▶ Aisne : 67,0%
- ▶ Nord : 61,6%
- ▶ Pas-de-Calais : 69,5%
- ▶ Oise : 62,9%
- ▶ Somme : 75,4%

\* DEF



Source : Insee, RP 2014, exploitations complémentaires lieu de travail

- En 2014, l'emploi agricole régional représente 6,8% des emplois agricoles de France
  - ▶ 6,8% en 2009
- Le secteur de l'agriculture compte 48 027 emplois totaux\* en région
  - ▶ soit 2,3% des emplois régionaux
- Entre 2009 et 2014, le nombre total d'emplois\* dans le secteur de l'agriculture a diminué de 6,9%
  - ▶ soit une perte de 3 551 emplois

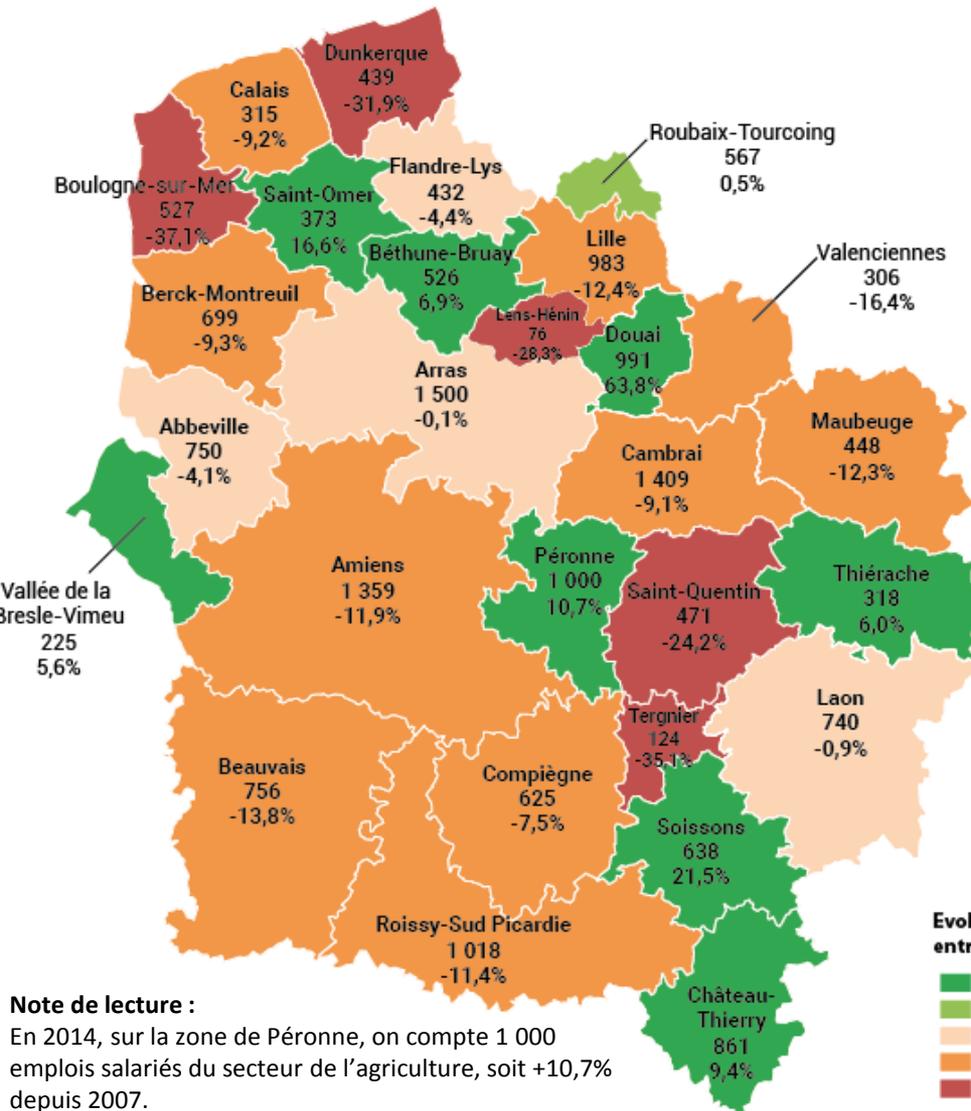
\* Ce secteur comprend les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture

\* DEF



# L'emploi salarié du secteur de l'agriculture\* en Hauts-de-France

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/2007 au 31/12/2014)



Evolution de l'emploi salarié\* du secteur de l'agriculture disparate selon les territoires

En 2014, concentration des 18 476 emplois salariés agriculture sur :

- ▶ Arras 1 500
- ▶ Cambrai 1 409
- ▶ Amiens 1 359
- ▶ Péronne 1 000

Pertes d'emplois sur :

- ▶ Boulogne sur Mer (-311)
- ▶ Dunkerque (-206)

Gains d'emplois sur :

- ▶ Douai (+386 emplois)
- ▶ Soisson (+113 emplois)
- ▶ Péronne (+97 emplois)

Evolution de l'emploi salarié agricole entre 2007 et 2014



\* DEF

**Note de lecture :**

En 2014, sur la zone de Péronne, on compte 1 000 emplois salariés du secteur de l'agriculture, soit +10,7% depuis 2007.



Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°3, juin 2017

- 🌀 Dans l'agriculture, la situation est dégradée même si quelques filières échappent aux difficultés.
- 🌀 L'année 2016 est marquée par la faiblesse des récoltes due à un printemps frais et arrosé.
- 🌀 Le marché mondial des céréales n'est pas propice à l'amélioration des cours.
- 🌀 La conjoncture est plus favorable pour les cultures industrielles tandis que la situation s'améliore dans les élevages de vaches laitières et de porcs.

\* DEF

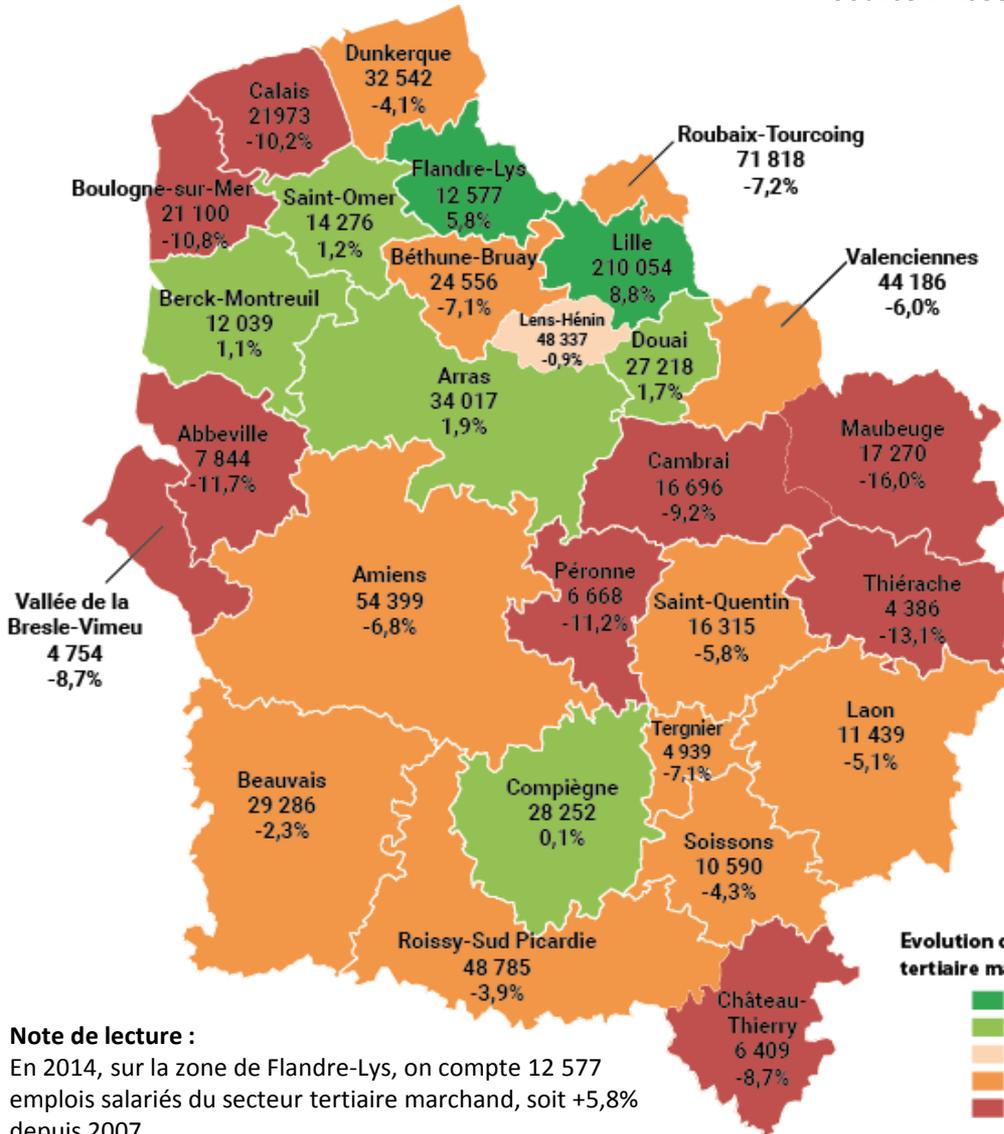
Source : Insee, RP 2014, exploitations complémentaires lieu de travail

- En 2014, l'emploi régional dans le secteur du Commerce, transports et services divers représente 7,4% des emplois de ce secteur en France
  - ▶ 7,6% en 2009
- Le secteur tertiaire marchand compte 888 287 emplois totaux\* en région
  - ▶ soit 41,8% des emplois régionaux
- Entre 2009 et 2014, le nombre total d'emplois \* est stable

\* DEF

# L'emploi salarié du secteur tertiaire marchand en Hauts-de-France

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/2007 au 31/12/2014)



Evolution de l'emploi salarié\* du secteur tertiaire marchand disparate selon les territoires

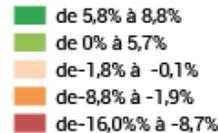
En 2014, concentration des 842 725 emplois salariés\* tertiaire marchand sur :

- ▶ Lille 210 054
- ▶ Roubaix-Tourcoing 71 818
- ▶ Amiens 54 399

Pertes d'emplois importantes sur :

- ▶ Roubaix-Tourcoing (-5 555)
- ▶ Amiens (-3 949)
- ▶ Maubeuge (- 3 280)

Evolution de l'emploi salarié du secteur tertiaire marchand entre 2007 et 2014



\* DEF

**Note de lecture :**

En 2014, sur la zone de Flandre-Lys, on compte 12 577 emplois salariés du secteur tertiaire marchand, soit +5,8% depuis 2007.



Source : Bilan économique 2016, Insee Conjoncture n°3, juin 2017

- 🌀 Comme en 2015, le secteur des services marchands voit son nombre d'emplois augmenter
  - ▶ +2,4% (2,0% en France métropolitaine)
  - ▶ + 10 200 emploi en intérim
  - ▶ + 7 900 emplois salariés \* du service marchand
    - dont + 1 300 emplois dans le commerce
  
- 🌀 Des créations d'emplois concernent les activités
  - ▶ intérim (+17,3%, +12,0% en France métropolitaine)
  - ▶ hébergement et restauration (+3,9%, soit deux fois plus qu'en France métropolitaine)
  - ▶ information et communication (+3,5%, +3,1% en France métropolitaine)
  - ▶ services aux entreprises (+1,6%, +1,9% en France métropolitaine)
  - ▶ transports (+1,4%, +0,8% en France métropolitaine)
  - ▶ commerce (+0,5%, +0,7% en France métropolitaine)
  
- 🌀 Par ailleurs, le secteur « services aux ménages » est le seul à enregistrer une baisse (-0,8%) alors qu'il progresse en France métropolitaine (+1,9%)
  
- 🌀 Tous les départements voient leurs emplois salariés \* du secteur tertiaire marchand augmenter, soit une évolution annuelle pour les départements
  - ▶ Aisne : +1,8% dont +0,4% d'emplois dans le Commerce
  - ▶ Nord : +2,7% dont +0,4% d'emplois dans le Commerce
  - ▶ Oise : +2,7% dont +1,3% d'emplois dans le Commerce
  - ▶ Pas-de-Calais : +1,7% dont +0,8% d'emplois dans le Commerce
  - ▶ Somme : +1,7% dont -0,4% d'emplois dans le Commerce

\* DEF

# Augmentation du nombre d'emplois pour le secteur **tertiaire non marchand** \*

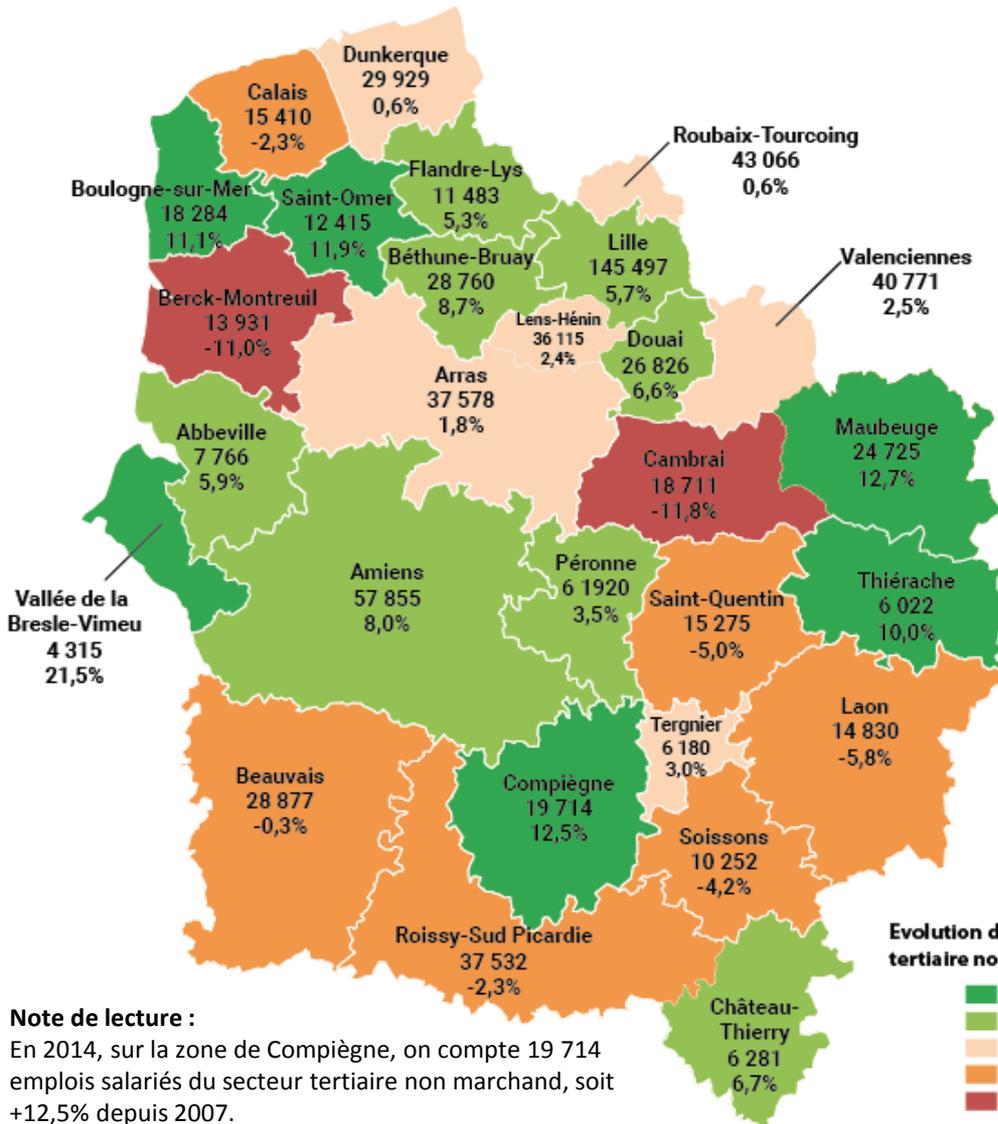
Source : Insee, RP 2014, exploitations complémentaires lieu de travail

- En 2014, l'emploi régional dans le secteur de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale représente 9,2% des emplois de ce secteur en France
  - ▶ 9,2% en 2009
- Le secteur tertiaire non marchand compte 748 851 emplois totaux\* en région
  - ▶ soit 35,2% des emplois régionaux
- Entre 2009 et 2014, le nombre total d'emplois\* augmente de 3,2%
  - ▶ Soit un gain de 23 303 emplois

\* DEF

# L'emploi salarié du secteur tertiaire non marchand\* en Hauts-de-France

Source : Insee, estimation d'emploi localisées (série du 31/12/2007 au 31/12/2014)



Evolution de l'emploi salarié\* du secteur tertiaire non marchand disparate selon les territoires

En 2014, concentration des 724 592 emplois salariés\* tertiaire non marchand sur :

- ▶ Lille 145 497
- ▶ Amiens 57 855
- ▶ Roubaix-Tourcoing 43 066

Pertes d'emplois importantes sur :

- ▶ Cambrai (-2 512)
- ▶ Berck-Montreuil (- 1 725)
- ▶ Maubeuge (- 3 280)

Evolution de l'emploi salarié du secteur tertiaire non marchand entre 2007 et 2014



\* DEF

**Note de lecture :**

En 2014, sur la zone de Compiègne, on compte 19 714 emplois salariés du secteur tertiaire non marchand, soit +12,5% depuis 2007.



- Certaines zones d'emploi n'ont gagné des emplois dans aucun des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2014					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Laon	-7	-545	-451	-613	-920	-2 536
Beauvais	-121	-2 768	-539	-695	-95	-4 218
Saint-Quentin	-150	-1 880	-567	-996	-799	-4 392
Calais	-32	-1 325	-523	-2 486	-358	-4 724
Cambrai	-141	-1 800	-784	-1 683	-2 512	-6 920
Roissy-Sud Picardie - partie Hauts-de-France	-131	-3 961	-165	-1 989	-869	-7 115

- D'autres zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 1 des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2014					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Tergnier	-67	-974	-127	-378	178	-1 368
Soissons	113	-1 145	-490	-471	-446	-2 439
Abbeville	-32	-280	-225	-1 035	432	-1 140
Amiens	-184	-4 536	-821	-3 949	4 269	-5 221
Dunkerque	-206	-3 201	-888	-1 404	168	-5 531
Valenciennes	-60	-3 821	-916	-2 840	980	-6 657
Maubeuge	-63	-2 021	-676	-3 280	2 788	-3 252
Lens - Hénin	-30	-2 618	-1 057	-438	830	-3 313
Boulogne-sur-Mer	-311	-1 085	-343	-2 557	1 826	-2 470
Berck - Montreuil	-72	-179	-425	129	-1 725	-2 272

-  D'autres zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 2 des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2014					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Thiérache	18	-511	-297	-660	549	-901
Château-Thierry	74	-627	-151	-613	393	-924
Péronne	97	-874	-316	-842	208	-1 727
Vallée de la Bresle-Vimeu - partie Hauts-de-France	12	-1 892	-195	-455	764	-1 766
Béthune - Bruay	34	-4 287	-1 495	-1 865	2 294	-5 319
Roubaix - Tourcoing	3	-5 420	-2 258	-5 555	240	-12 990
Lille	-139	-6 705	-14	16 923	7 857	17 922
Flandre - Lys	-20	-1 760	-35	690	575	-550
Arras	-2	-1 432	-935	641	655	-1 073
Compiègne	-51	-3 951	-965	30	2 187	-2 750

 D'autres zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 3 des 5 secteurs d'activité :

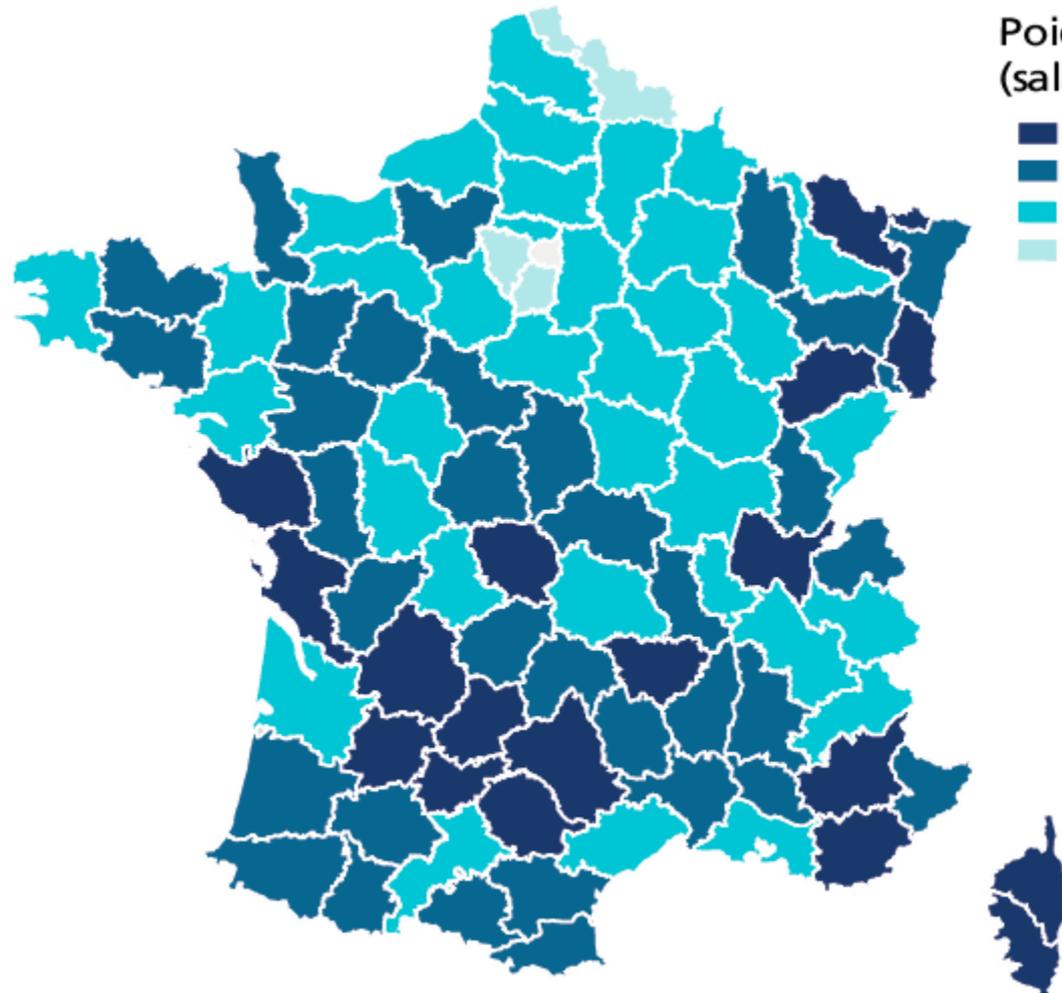
Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2014					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Saint-Omer	53	-2 861	-334	167	1 323	-1 652
Douai	386	-3 394	-797	454	1 661	-1 690

# Un moindre développement de l'artisanat en région

Source : INSEE, Clap 2013, base non salariés ; traitement DGE

## Poids de l'artisanat dans l'emploi total (salarié et non-salarié) (en %)

- 16 ou plus
- De 14 à 16
- De 10 à 14
- Moins de 10



Malgré une taille d'entreprise artisanale plus importante qu'en moyenne nationale, le poids de l'artisanat dans l'emploi total des départements de la région est relativement faible (<14%)

Hausse du nombre d'entreprises artisanales depuis les années 2000

Source : CMAR, L'artisanat en quelques chiffres clés dans les Hauts-de-France

- 🌀 78 182 entreprises artisanales au 1<sup>er</sup> janvier 2017
  - ▶ Soit 130 entreprises artisanales / 10 000 habitants (185 en France)
  - ▶ Ce type d'entreprises est moins développé qu'en France
  
- 🌀 Aisne : 7 627 entreprises artisanales
- 🌀 Nord : 31 639
- 🌀 Oise : 12 412
- 🌀 Pas-de-Calais : 18 077
- 🌀 Somme : 8 427



# MARCHÉ DU TRAVAIL

---



# 4. Marché du travail

- ▶ Le taux de chômage le plus élevé de France
- ▶ Des disparités territoriales
- ▶ 10,6% des demandeurs d'emploi cat. ABC de France métropolitaine
- ▶ Les plus de 50 ans particulièrement fragilisés sur le marché du travail
- ▶ Augmentation annuelle du nombre de demandeurs d'emploi
- ▶ 104 800 retours à l'emploi au 3ème trimestre 2017
- ▶ La majorité des recrutements se fait sur des contrats courts
- ▶ Un établissement sur 5 prévoit de réaliser au moins un recrutement en 2018
- ▶ 40,5% des projets de recrutements sont jugés difficiles



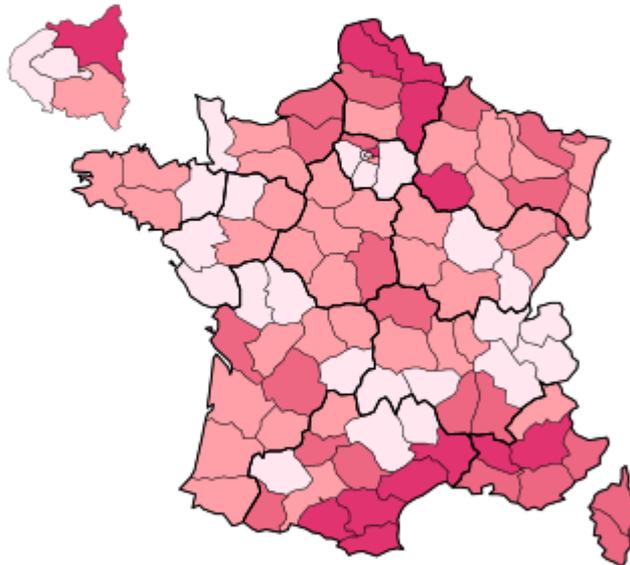
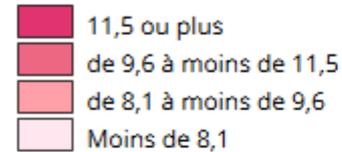
# Le taux de chômage diminue mais reste le plus élevé de France

Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT \*

## Taux de chômage localisés au 1er trimestre 2017 : comparaisons départementales

1er trim. 2017 (p)

Données CVS, en moyenne trimestrielle (en %)



La région a été fortement marquée par la crise structurelle de 2008 avec une augmentation du taux de chômage, selon une trajectoire comparable à celle de la France métropolitaine.

**Le taux de chômage \* régional diminue mais reste le plus élevé de France métropolitaine : 11,7% (9,3% en France métropolitaine) au 1er trimestre 2017**

L'Aisne (13,2%), le Nord (12,3%), le Pas-de-Calais (11,7%) et la Somme (11,3%) font partie des 15 départements les plus touchés par le chômage en France métropolitaine.

(p) Les données du dernier trimestre sont provisoires.

Champ : France métropolitaine

Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT



Source : Insee, taux de chômage localisés en moyenne annuelle 2016

## Taux de chômage\* localisés par zone d'emploi en moyenne annuelle

		2016
2203	Thiérache	16,5
3122	Lens-Hénin	15,4
3115	Valenciennes	15,2
3117	Maubeuge	15,2
3125	Calais	15,2
2202	Tergnier	15,1
2205	St-Quentin	15,0
3110	Roubaix-Tourcoing	14,3
3126	Boulogne-sur-mer	13,8
2206	Soissons	13,4
3114	Douai	13,1
2204	Laon	12,5
3116	Cambrai	12,4
2209	Abbeville	12,1
2210	Amiens	12,0
3112	Dunkerque	12,0
3123	Béthune-Bruay	11,9
3124	Saint-Omer	11,8
2211	Péronne	11,5
2201	Château-Thierry	11,3
3111	Lille	10,6
2255	Vallée de la Bresle-Vimeu - partie Picardie	10,5
2207	Beauvais	10,2
2256	Roissy-Sud Picardie - partie Picardie	10
2208	Compiègne	9,8
3127	Berck-Montreuil	9,6
3121	Arras	8,9
3113	Flandre-Lys	8,1

GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC ETAT-REGION

Sur les 10 zones d'emploi les plus touchées par le chômage, 5 sont en Hauts-de-France.

La Thiérache a le deuxième plus fort taux de chômage de France métropolitaine.

Flandre-Lys, Arras, Berck-Montreuil et Compiègne ont un taux de chômage inférieur à la moyenne régionale.

\* DEF

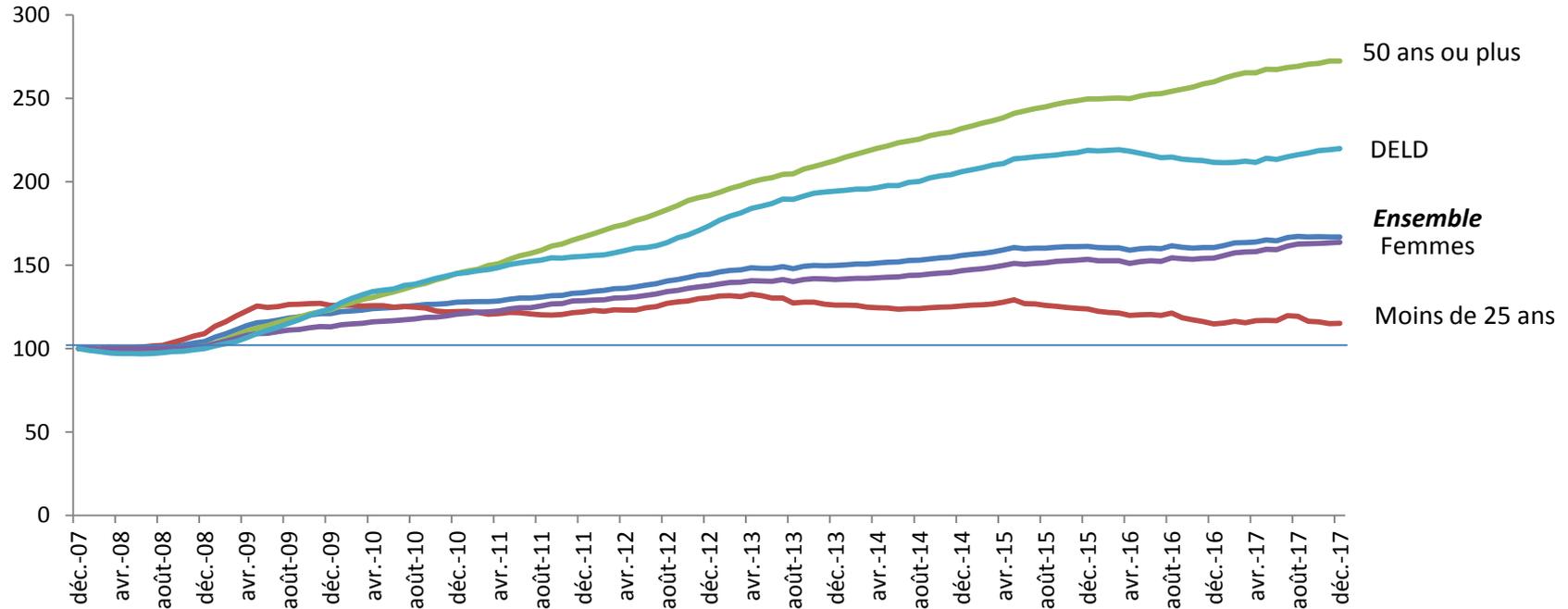
Source : Pôle emploi - Dares, Données CVS-CJO – décembre 2017

- ⑤ 597 110 demandeurs d'emploi (DE) tenus de rechercher un emploi et ayant exercé ou non une activité dans le mois (cat. ABC) inscrits au 31 décembre 2017 en région
  - ▶ soit 10,6% des demandeurs d'emploi cat. ABC \* de France métropolitaine
  
- ⑤ **Caractéristiques des demandeurs d'emploi (cat. ABC) \* :**
  - ▶ 50,4% d'hommes, 49,6% de femmes
    - En France Métropolitaine : 48,5% d'hommes et 51,5% de femmes
  
  - ▶ Les demandeurs d'emploi ABC \* de moins de 25 ans surreprésentés en région
    - 15,8 % de DE de moins de 25 ans en région et 13,1% de DE de moins 25 ans en France Métropolitaine
  
  - ▶ Plus d'1 DE sur 5 a 50 ans ou plus
    - 22,4% ont 50 ans ou plus en région et 24,9% a 50 ans ou plus en France Métropolitaine
  
  - ▶ Près de la moitié des DE sont inscrits depuis un an ou plus
    - 47,9% sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus en région, 45,1% en France Métropolitaine
  
  - ▶ Des DE de niveau CAP-BEP plus nombreux : 42% en région et 37% en France métropolitaine
    - Moins de DE de niveau supérieur au bac : 18% en région et 25% en France métropolitaine

\* DEF

# Les plus de 50 ans particulièrement fragilisés sur le marché du travail

La variation de la demande d'emploi inscrite à Pôle emploi en catégorie A, B, C (base 100 - décembre 2007)



La part des demandeurs d'emploi ABC\* de plus de 50 ans a plus que doublée depuis 10 ans

\* DEF



- A fin décembre 2017 : le nombre de **demandeurs d'emploi catégorie ABC \*** est stable sur le dernier trimestre, en hausse sur un an
  - ▶ Sur le trimestre : -60 DE en région ; -0,1% en France
  - ▶ Sur un an : + 22 900 DE (+4,0% en région) ; +2,7% en France
- A fin décembre 2017 : le nombre **de demandeurs d'emploi catégorie A \*** est en baisse ce trimestre et en hausse sur un an
  - ▶ Sur le trimestre : 382 680 DE cat. A en région ; -0,2% en région contre -0,7% en France
  - ▶ Sur un an : + 8 080 DE en région ; +2,2% en région contre -0,5% en France
- Sur le trimestre, la région connaît une hausse des demandeurs d'emploi de longue durée de +1,2% un peu moins forte qu'en France (+1,7%)
- L'effectif moyen trimestriel des entrées est légèrement supérieur à l'effectif moyen de sorties.
- La tendance sur trois mois de l'effectif moyen des entrées est à la baisse (-0,5%).
- L'effectif moyen des sorties s'inscrit sur une tendance inverse, à la hausse (+2,5%).

**Attention**, l'interprétation de l'analyse des flux d'entrées et de sorties est à réaliser avec précaution. En effet, ceux ci résultent d'actes administratifs et ne reflètent pas réellement les entrées et sorties des DE (exemple : réinscription suite à radiation à cause d'un oubli d'actualisation de la part du DE, ...)

Ces flux d'entrées et de sorties ne reflètent pas non plus les sorties d'inactivité vers la demande d'emploi au regard d'une conjoncture économique plus favorable à une reprise d'emploi.

\* DEF

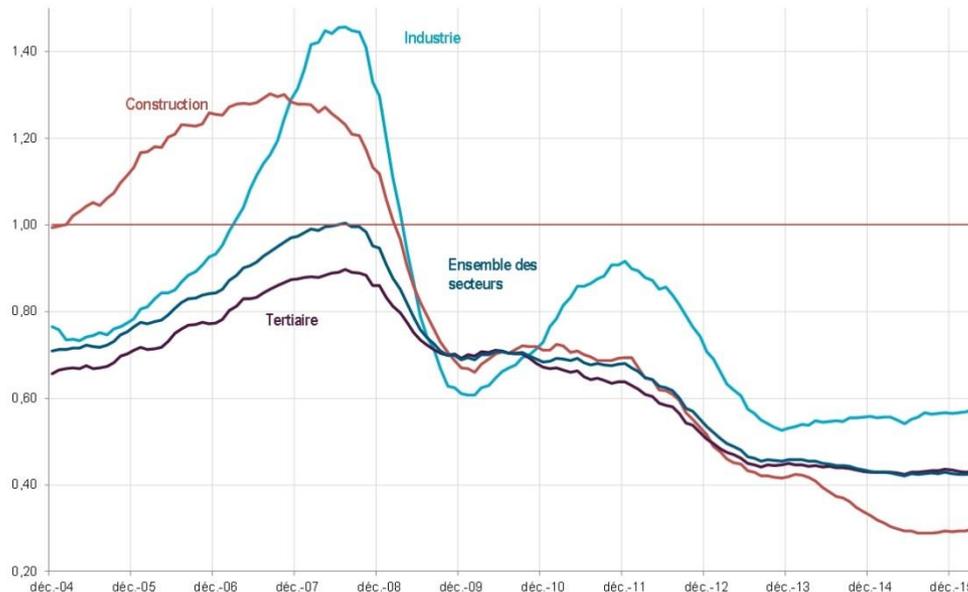
## Sur les 12 derniers mois :

- ▶ -0,6% d'entrées en catégorie ABC\* sur un an, avec comme principaux motifs :
  - Fins de CDD ou de missions intérimaires (24%)
  - Reprise de recherche d'activité (20%)
  - Première entrée (11%)
- ▶ -2,1% de sorties de catégorie ABC\* :
  - Dont 15% d'entrées en stage

\* DEF

Source : STMT – Pôle emploi, Dares, Calculs : Direccte Hauts-de-France

## Indicateur de tension sur le marché du travail (rapport entre cumul des offres d'emploi et moyenne annuelle des DEFM A et B)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais Picardie

Au niveau régional, le nombre de demandeurs d'emploi est largement supérieur au nombre d'offres d'emploi.

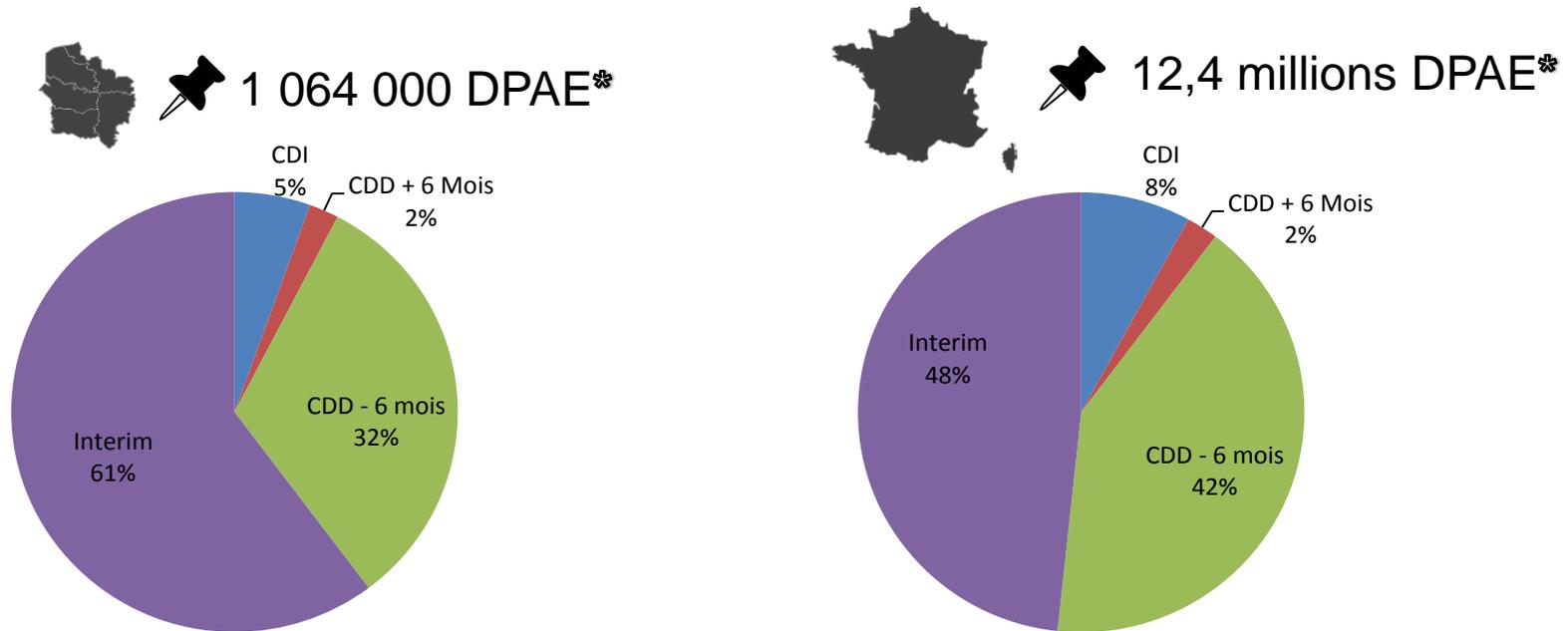
Pour autant, il subsiste quelques difficultés de recrutement sur certains territoires et métiers. Les causes en sont diverses, par exemple :

- un défaut d'attractivité des territoires
- un désajustement qualitatif de la main d'oeuvre disponible (lié par exemple aux facteurs savoirs-être, mobilité, situation personnelle, compétences, formations)
- des pratiques de recrutements à questionner
- etc.

- 🌀 Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017, 104 800 retours à l'emploi (*pour une durée supérieure ou égale à un mois*)
- 🌀 La région Hauts-de-France affiche deux tendances positives :
  - ▶ un nombre record de reprises d'emploi tous trimestres confondus
  - ▶ les demandeurs d'emploi séniors affichent la meilleure progression annuelle du nombre de retours à l'emploi avec +8,9%

Source : ACOSS/MSA – Données brutes

## 🌀 Déclarations Préalables A l'Embauche\* au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 :



- 🌀 Une part importante de l'intérim (61% contre 48% en France)
- 🌀 Comparé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, l'emploi durable est en très forte hausse +21,0%, plus fortement qu'en moyenne nationale (+8,8%).

\* DEF



- ④ Le marché du travail est dynamique avec des entrées et sorties sur le marché du travail permanentes
- ④ Des mouvements de main-d'œuvre particulièrement élevés en région comme en France
  - ▶ 15,6% des postes de travail ont changé de salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (16,8% en France)
  - ▶ Par exemple, d'avril 2014 à mars 2015, les embauches (entrées) et les débauches (sorties) représentent chacune des flux de près de 800 000
    - soit environ 1 600 000 contrats conclus ou rompus dans les établissements de 1 salarié et plus (hors intérim et agriculture)



172 264 projets de recrutements dont 31,3% sont saisonniers, 40,5% sont jugés difficiles\*

- ▶ 80 146 projets de recrutements envisagés dans le département du Nord
- ▶ 39 900 dans le Pas-de-Calais
- ▶ 19 438 dans l'Oise
- ▶ 17 859 dans l'Aisne
- ▶ 14 921 dans la Somme

Secteurs regroupés	Projets de recrutement	Difficultés à recruter	Emplois saisonniers
Services aux particuliers	68 142	38,70%	36,70%
Services aux entreprises	40 166	50,90%	16,20%
Commerce	24 146	24,90%	26,80%
Industrie	16 987	38,70%	14,70%
Agriculture	13 930	33,80%	89,50%
Construction	8 892	62,40%	10,20%
<b>Total</b>	<b>172 264</b>	<b>40,50%</b>	<b>31,30%</b>

\* DEF

## 40,5% des projets de recrutements sont jugés difficiles \* (44,4% en France)

- ▶ Près des 2/3 des projets de recrutement dans le secteur des services dont la majorité dans :
  - santé humaine et l'action sociale
  - services scientifiques, techniques administratifs et de soutien : nettoyage, sécurité, centres d'appel, études techniques...
  - administration publique-enseignement
  - autres activités de services : associations, soin à la personne, activité de réparation

### Top 10 des métiers en termes de projets de recrutements

1 – Professionnels de l'animation socioculturelle <b>ES</b>	6 – Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires <b>ES</b>
2 – Agents d'entretien de locaux	7 – Agriculteurs salariés, ouvriers agricoles <b>ES</b>
3 – Employés de libre service	8 – Aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de cuisine
4 – Viticulteurs, arboriculteurs salariés <b>ES</b>	9 – Aides-soignants
5 – Aides à domicile et aides ménagères	10 – Conducteurs routiers et grands routiers

**ES = part d'emplois saisonniers >= 31,3% (moyenne régionale)**

\* DEF

Source : Pôle emploi – enquête BMO\* 2018  
**Hauts-de-France**

## Les profils recherchés dans la région

Nombre total de projets de recrutement : 172 264

Présentation limitée aux métiers rassemblant plus de 1% du total des embauches envisagées

**Ouvriers du BTP : 8 802**



- Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment (peintres...) : 1732

**Ouvriers de l'industrie : 15 241**



- Ouvriers non qualifiés métallerie, serrurerie, montage : 2274

**Autres métiers : 33 334**

- Viticulteurs, arboriculteurs salariés, cueilleurs : 6411  
- Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires : 5928  
- Agriculteurs salariés, ouvriers agricoles : 5407  
- Conducteurs routiers et grands routiers : 4531  
- Jardiniers salariés, paysagistes : 2545  
- Ouvriers qualif. magasinage et manutention : 2176



**Techniciens : 3 738**



**Encadrement : 13 946**

- Artistes (musique, danse, spectacles, y.c. professeurs) : 2523  
- Ingénieurs, cadres études & R&D informatique : 2421



**Vente, tourisme et services : 60 863**

- Agents d'entretien de locaux (y compris ATSEM) : 9122  
- Employés de libre-service : 6841  
- Aides à domicile et aides ménagères : 6197  
- Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine : 5240  
- Serveurs de cafés, de restaurants (y.c. commis) : 3904  
- Caissiers (y compris pompistes...) : 2331  
- Vendeurs habillement, articles luxe, sport, loisirs, culture : 2243  
- Employés de maison et personnels de ménage : 2124  
- Attachés commerciaux (en entreprise) : 2074  
- Agents sécurité et surveillance, enquêteurs privés & assimilés : 2063  
- Cuisiniers : 1863  
- Télévendeurs : 1811



**Fonctions administratives : 9 617**

- Secrétaires bureautiques et assimilés : 2656  
- Agents administratifs divers (saisie, enquêtes...) : 2152



**Social et médico-social : 26 722**

- Professionnels de l'animation socioculturelle : 12 929  
- Aides-soignants (médico-psycho., auxil. puériculture...) : 5215  
- Infirmiers, cadres infirmiers et puéricultrices : 2295



\* DEF

# 5. Formations

## ▶ Formation professionnelle initiale

- Répartition des voies de formation
- Orientation et poursuite d'études
- Décrocheurs
- Insertion professionnelle

## ▶ Formation professionnelle continue

- Des demandeurs d'emploi
- Des salariés





# FORMATION INITIALE

---



# Formation professionnelle initiale

- ▶ Les effectifs en 2016-2017
  - 263 500 lycéens
  - 33 750 apprentis
  - 182 500 étudiants (hors apprentissage)
  
- ▶ Une augmentation des 14 à 22 ans jusqu'en 2030 puis diminution à l'horizon 2040
  
- ▶ Taux de passage, orientation et poursuite d'études
  
- ▶ 71,2% des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un baccalauréat
  
- ▶ En décembre 2016, 17 120 élèves potentiellement décrocheurs
  
- ▶ Insertion professionnelle à 3 ans : près des deux tiers des jeunes sont en emploi



Source : Rectorat - PASEPA – MENESR-BE1D, Scolarité

Constat 2016-2017 Etablissements publics et privés sous contrat

## Formation initiale

**Voie scolaire**

(y compris STS et  
CPGE)

**263 500 lycéens**

Source : Rectorat - Région

**Apprentissage**

**33 750 apprentis**

Source : Région - DRAAF

**Universités  
et Grandes  
Ecoles**

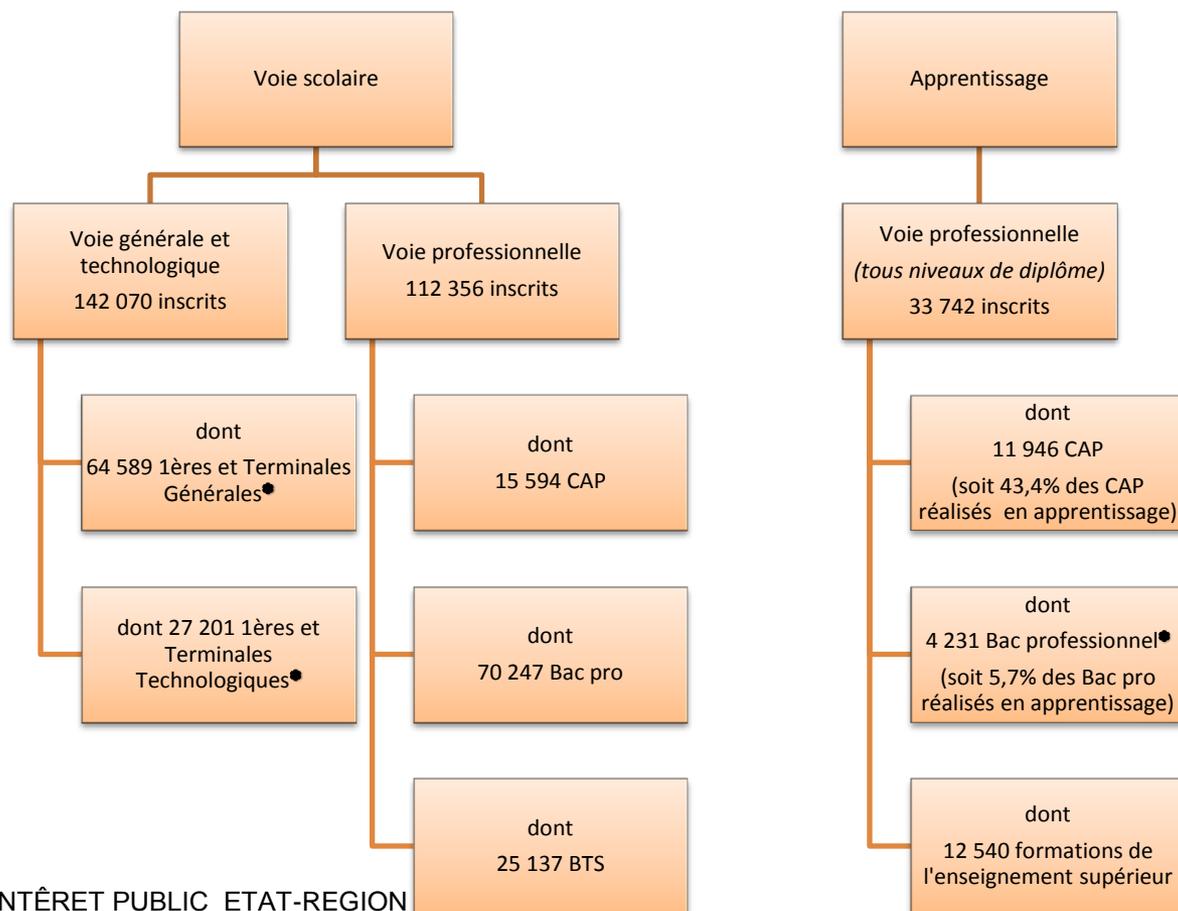
(hors apprentissage)

**182 500 étudiants**

Source : Depp - Rectorat -  
Région

Source : Rectorat - PASEPA – MENESR-BE1D, Scolarité – Région - DRAAF  
Constat 2016-2017 Etablissements publics et privés sous contrat y compris enseignement agricole

## Effectifs d'élèves et d'apprentis de l'enseignement public et privé sous contrat en 2016 – 2017 (y compris enseignement agricole)



\* DEF



- 🌀 2<sup>nd</sup> cycle GT : 142 070 inscrits
  - ▶ dont 64 589 inscrits en 1<sup>ère</sup> et T<sup>ales</sup> générales\*
  - ▶ et 27 201 inscrits en 1<sup>ère</sup> et T<sup>ales</sup> technologiques\*
  
- 🌀 2<sup>nd</sup> cycle professionnel : 87 219 inscrits
  - ▶ dont 15 594 CAP et 70 247 Bac pro\*
  
- 🌀 Post Bac : 34 333 inscrits
  - ▶ 25 137 inscrits en BTS (Brevet de Technicien Supérieur)
  - ▶ 6 648 inscrits en CPGE (Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles)

\* DEF

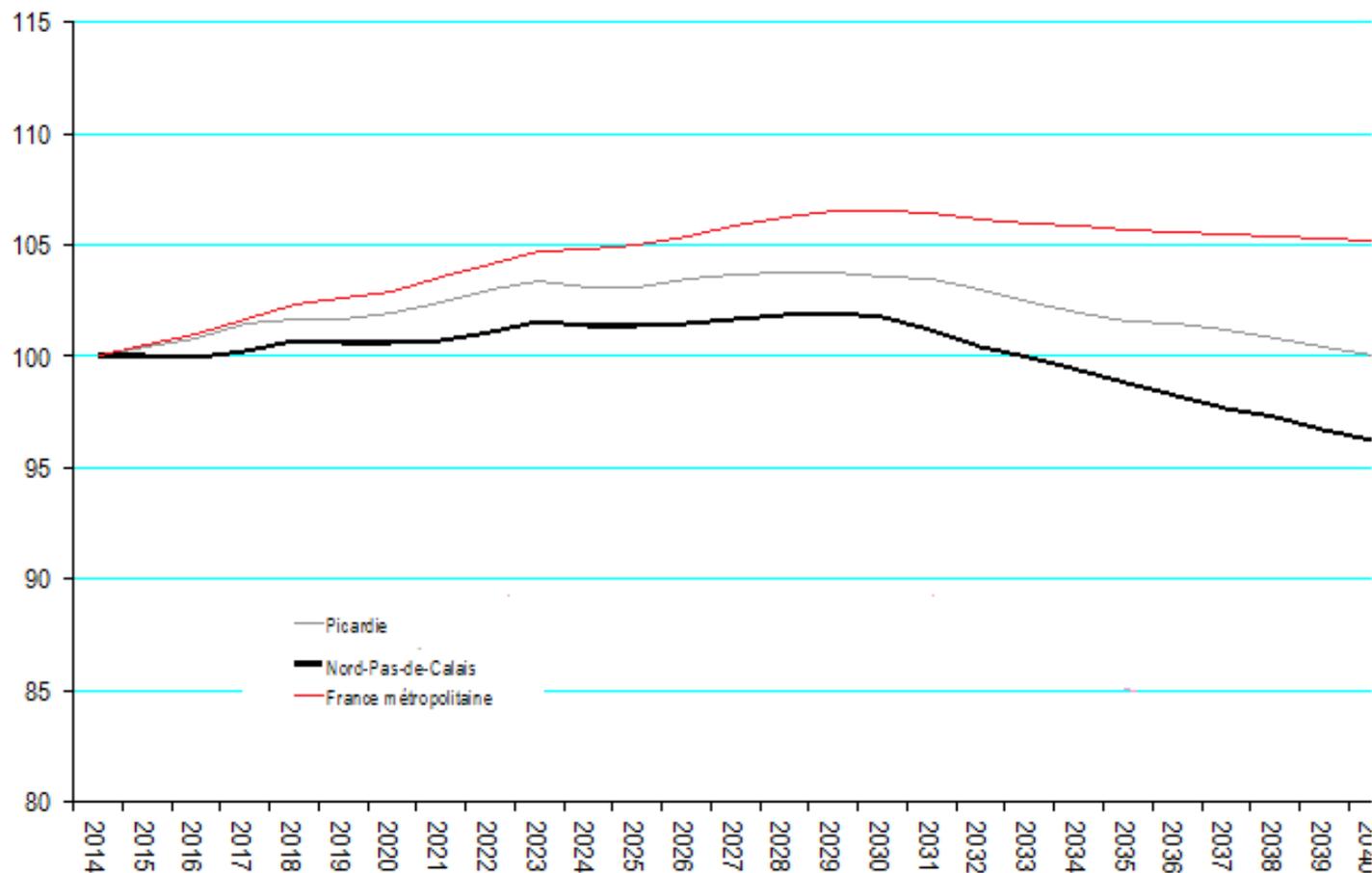
- ④ 33 742 apprentis (y compris formation du Ministère de l'agriculture)
  
- ④ Niveau V et IV\* : 21 202 inscrits
  - ▶ dont 11 946 CAP et 4 231 Bac pro\*
  
- ④ Enseignement supérieur : 12 540 inscrits
  - ▶ Niveau III\* : 7 171 inscrits
  - ▶ Niveau II\* : 1 123 inscrits
  - ▶ Niveau I\* : 4 246 inscrits

\* DEF

- 🌀 224 591 inscrits en enseignement supérieur en région (y compris apprentissage)
  - ▶ soit +2,3% en un an
  - ▶ 8,8% des effectifs inscrits de France métropolitaine
  
- 🌀 Université : 132 931
  
- 🌀 STS (Sections de Technicien Supérieur) et assimilés : 26 185
  
- 🌀 CPGE (Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles) : 6 681
  
- 🌀 Formations d'ingénieurs : 15 721
  
- 🌀 Ecoles de commerce, gestion, vente : 13 063
  
- 🌀 Autres écoles et formations : 32 935

# Une augmentation des 14 à 22 ans jusqu'en 2030 puis diminution à l'horizon 2040

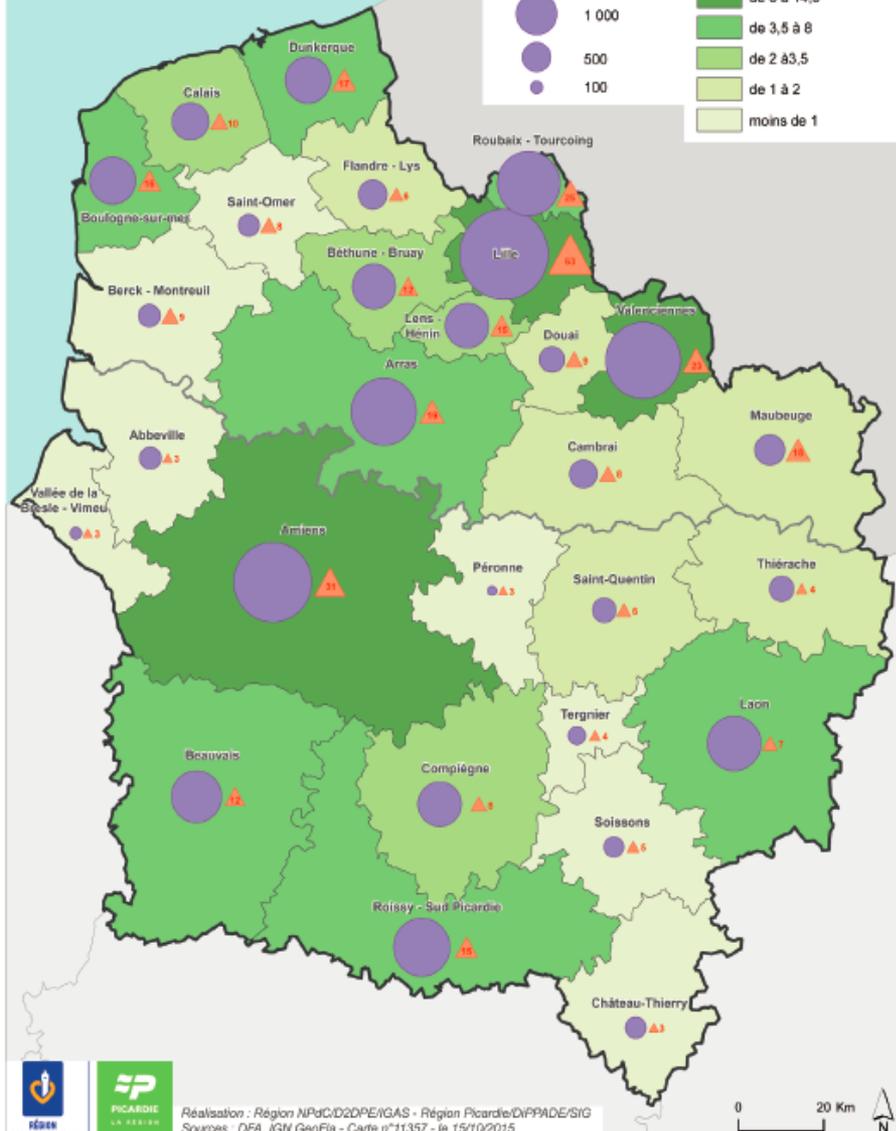
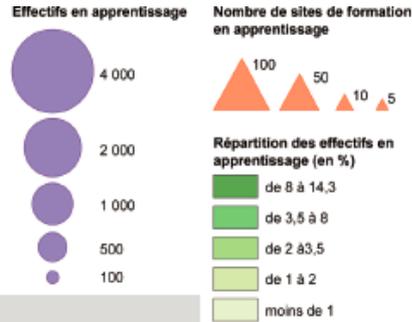
Source: Insee, Omphale scénario tendanciel



- 🌀 En 2016, 132 496 élèves de 1<sup>ère</sup> et T<sup>ale</sup> en région en voie scolaire
  - ▶ Une part d'élèves en première et terminale de bac professionnel\* supérieure de 6 points au national
    - 31% des élèves préparent un bac professionnel \* (25% en France)
  - ▶ Une moindre proportion de ces élèves préparent un baccalauréat général\*
    - 49% des élèves sont en bac général (54% au national)
  - ▶ 21% de ces élèves préparent un bac technologique\*, soit une part équivalente au national (20%)

# 33 742 apprentis

Effectifs en apprentissage en 2014  
par zone d'emploi



Sources : Région - DEPP ; Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2017  
Atlas de la nouvelle région Tome 6 Emploi, formation p.25

- En 2016-2017 : 33 742 apprentis en région
  - Soit 8,2% des apprentis de France métropolitaine
- 362 sites de formation en apprentissage
- Répartition identique à celle du national :
  - Niveau V\* : 39%
    - 39% en France métropolitaine
  - Niveau IV\* : 25%
    - 25% en France métropolitaine
  - Niveau III et plus\* : 36%
    - 36% en France métropolitaine
- La moitié des sites de formation en apprentissage et des apprentis se situent sur 5 zones :
  - Lille, Amiens, Valenciennes, Arras, Roubaix-Tourcoing

\* DEF



# Taux de passage des 3<sup>ème</sup> vers la seconde Générale et Technologique

Source : Rectorat – PASEPA - MENESRI, Systèmes d'information Scolarité, SAFRAN et SIFA, (APAE).

## Evolution du taux de passage\* de la 3<sup>ème</sup> vers la seconde générale et technologique

	2013	2014	2015	2016
Région	58,2%	59,6%	60,9%	62,5%
National	62,2%	63%	64,4%	65,5%

*Champ : secteurs public et privé sous contrat. Hors SEGPA et ULIS.*

Plus de 62% de l'ensemble des élèves de 3<sup>ème</sup> (hors SEGPA et ULIS) ont poursuivi en 2<sup>nde</sup> générale et technologique à la rentrée 2016.

Comparé au niveau national, la région affiche en 2016, un retard de 3 points. Ce retard est en baisse constante depuis 2013.

\* DEF

# Taux de passage des 3<sup>ème</sup> vers la seconde professionnelle

Source : Rectorat – PASEPA - MENESRI, Systèmes d'information Scolarité, SAFRAN et SIFA, (APAE).

## Evolution du taux de passage\* de la 3<sup>ème</sup> vers la seconde professionnelle

	2014	2015	2016
Région	29,5%	28,9%	23,6%
National	24,0%	23,8%	19,6%

Champ : secteurs public et privé sous contrat. Hors SEGPA et ULIS.

Près de 24% de l'ensemble des élèves de 3<sup>ème</sup> (hors SEGPA et ULIS) sont passés en 2<sup>nde</sup> professionnelle à la rentrée 2016.

Historiquement grande région industrielle, la voie professionnelle est plus développée en région qu'en France.

Comparée au niveau national, la part de jeune s'orientant vers la voie professionnelle est plus élevée (+4 points), même si elle a diminuée de -5,3 points entre 2015 et 2016.



# Orientation vers l'apprentissage

Source : Rectorat – PASEPA - MENESRI, Systèmes d'information Scolarité, SAFRAN et SIFA, (APAE).

	2014	2015	2016
Région	0,9%	0,8%	1,2%
National	2,1%	2,0%	2,0%

*Champ : secteurs public et privé sous contrat. Hors SEGPA et ULIS.*

1,2% de l'ensemble des élèves de 3<sup>ème</sup> (hors SEGPA et ULIS) se sont orientés vers l'apprentissage à la rentrée 2016.

Comparé au niveau national, cette part est plus faible (-0,8 points) mais rappelons qu'elle reste conditionnée à la signature d'un contrat d'apprentissage et que la structure des entreprises en région diffère de celle du national : moindre proportion de TPE-PME et artisanat moins développé.

# Taux de poursuite d'études des bacheliers professionnels en BTS

Source : Rectorat – Pasepa - MENESRI, Mélusine.

## Evolution du taux de poursuite d'études\* des bacheliers professionnels en BTS

	2012	2013	2014	2015	2016
Région	27,3	28,8	25,2	28,4	28,7
National	25,0	29,4	26,2	27,8	27,2

Champ : secteurs public et privé

En 2016, le taux de poursuite d'études des bacheliers professionnel vers le BTS augmente par rapport à 2015 (+0,3 point) et est supérieur au taux national (+1,5 points). Rappelons que la formation professionnelle est historiquement plus développée en région qu'en France.

# Taux de poursuite d'études des bacheliers dans le supérieur

Source : Rectorat – Pasepa - MENESRI, Mélusine.

## Evolution du taux de poursuite d'études\* des bacheliers dans l'enseignement supérieur

	2012	2013	2014	2015	2016
Région (*)	72,5%	75,6%	72,6%	76,7%	77,0%
National	70,8%	74,0%	71,7%	77%	79,5%

Champ : secteurs public et privé.

\*estimation Pasepa

En 2016, le taux de poursuite d'études des bacheliers est inférieur au taux national (2,5 points).

Depuis 2014, le taux régional et le taux national augmentent.

# Espérance pour un élève de 6<sup>ème</sup> d'obtenir le bac

Source : RERS 2016 - MEN-MESRI-DEPP

Système d'information Ocean et enquête n°60 sur les résultats définitifs du baccalauréat / Système d'information scolarité – SAFRAN – SIFA

## Evolution du taux d'espérance pour un élève de 6<sup>ème</sup> d'obtenir le baccalauréat\*

	2013	2014	2015	2016 <sup>(1)</sup>
Bac Général et Technologique	48,2	50,0	51,9	53,4
Bac professionnel	18,1	18,3	18,2	17,9
Ensemble	66,3	68,3	70,1	71,2

Champ : public et privé

(1) Les données 2016 sur l'apprentissage ne sont pas disponibles au moment du bouclage de RERS2017

71,2% des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un baccalauréat

- plus de la moitié des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un bac GT
- 17,9% des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un bac pro

\* DEF

# 17 120 décrocheurs potentiels en 2016-2017

Source : MENESRI, Système interministériel d'échanges de données.

## Effectifs et part des élèves non retrouvés dans les systèmes de formation initiale en 2016-2017

	Effectifs non retrouvés	%
Académie de Lille	11 525	7,8
Académie d'Amiens	5 595	9,0
Région académique	17 120	8,2

*Champ : secteurs public et privé sous contrat.*

En décembre 2016, 17 120 élèves

- âgés de 16 ans au moins
- qui n'ont pas atteint le niveau de diplôme de la formation dans laquelle ils s'étaient engagés
- scolarisés au moins 15 jours l'année scolaire en cours ou l'année précédente

sont non retrouvés dans les systèmes de formation initiale (Éducation nationale, agriculture, CFA)

# Insertion professionnelle à 3 ans : près des deux tiers des jeunes en emploi

Source : C2RP – Les chiffres clés de l'enquête Génération 2010 - Céreq

- 🌀 En 2010, 72 500 jeunes sont sortis de formation (voie scolaire ou apprentissage, secondaire et supérieur) en Hauts-de-France.
  - ▶ 63% d'entre eux sont en emploi en 2013 (68% en France).
    - 32% des non diplômés
    - 52% des CAP-BEP-MC
    - 65% des bacheliers
    - 85% des diplômés de l'ens. sup.
  - ▶ 25 % recherchent un emploi (20 % en France).
    - 50% des non-diplômés sont à la recherche d'un emploi en région (30% en France)
  
- 🌀 53% de la Génération 2010 accède rapidement (moins de 2 mois) et durablement à l'emploi (58% en France)
  
- 🌀 29% des jeunes sortis de formation en 2010 ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en reprise d'études trois ans après leur sortie de formation, soit 20 000 jeunes sur la région (24% en France)

} sont en emploi trois ans après leur sortie de formation



# FORMATION CONTINUE

---



# Formation professionnelle continue

- ▶ 93 000 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2016
- ▶ En 2016, plus de 30% des entrées en formation concernent 10 secteurs de formations
- ▶ 306 400 formations pour les salariés
  - 15 360 personnes entrées en contrat de professionnalisation en 2015
  - 2 807 personnes ont bénéficié d'un CIF en 2015
  - 2 141 préparations opérationnelles à l'emploi individuelles (POEI)
  - 1 555 préparations opérationnelles à l'emploi collectives (POEC)



## Formation continue

Demandeurs  
d'emploi

**93 000 demandeurs  
d'emploi en formation**

Source : Région - Pôle emploi

Salariés

**306 400 formations  
pour les salariés**

Source : FPSPP - COPAREF

Source : Région  
*pole-emploi.org* : Pôle emploi (Fichier historique, SISP) / Acoess-CCMSA (DPAE)

- En 2016, la région Hauts-de-France enregistre **93 039** entrées en formation de demandeurs d'emploi (tous financeurs confondus)
  
- En 2016, 55,9 % des demandeurs d'emploi ayant suivi une formation prescrite par Pôle emploi accèdent à un emploi dans les 6 mois suivant la fin de la formation (55,6% en 2015).
  - ▶ 55,7% dans l'Aisne
  - ▶ 54,1% dans le Nord
  - ▶ 59,8% dans l'Oise
  - ▶ 57,4% dans le Pas-de-Calais
  - ▶ 56,6% dans la Somme

# Top 10 des entrées en formation des demandeurs d'emploi

Source : La formation bilan régional de l'année 2015

Entrées en formation (10 premiers secteurs de formation détaillés)	Nombre d'entrées en formation
CHARIOT AUTOMOTEUR	4 110
CREATION ENTREPRISE	3 480
ACCOMPAGNEMENT VERS EMPLOI	3 090
ORIENTATION PROFESSIONNELLE	2 470
AUXILIAIRE VIE SOCIALE	2 160
AIDE-SOIGNANT	1 540
MISE A NIVEAU	1 450
CONSTRUCTION AUTOMOBILE	1 440
FIMO FCO	1 430
ENGIN MANUTENTION LEVAGE	1 410

 En 2016, plus de 30% des entrées en formation concernent ces 10 secteurs de formations sur les 918 existants.

# Organismes paritaires : plus de 300 000 formations pour les salariés

Source : Bilan d'activité régional des Organismes paritaires - ESF 2015, enquêtes quantitatives CIF et PRO. Contrôles et calculs FPSPP

Données 2015	Nombre actions	
	Hauts-de-France	France
CIF CDI	2 183	28 524
BC (CDI + CDD)	2 472	31 934
VAE (CDI + CDD)	661	8 389
Autres actions CIF (CDI + CDD)	320	5 063
CPF Salariés	2 839	45 019
Périodes de pro	43 396	484 333
Plan 1-9	54 406	826 028
Plan 10-49	75 236	996 814
Plan 50+	144 815	1 865 029
CP jeunes	9 901	124 176
CP Adultes, public prioritaire, intérim	5 459	63 355
Tuteurs	1 399	16 882
POEI	2 141	16 083
CPF DE	13 982	163 947
POEC	1 555	15 517
CSP	3 272	35 433
CIF CDD	624	10 607
<b>Total salariés*</b>	<b>306 393</b>	<b>4 053 956</b>
<b>Total DE*</b>	<b>27 141</b>	<b>307 102</b>

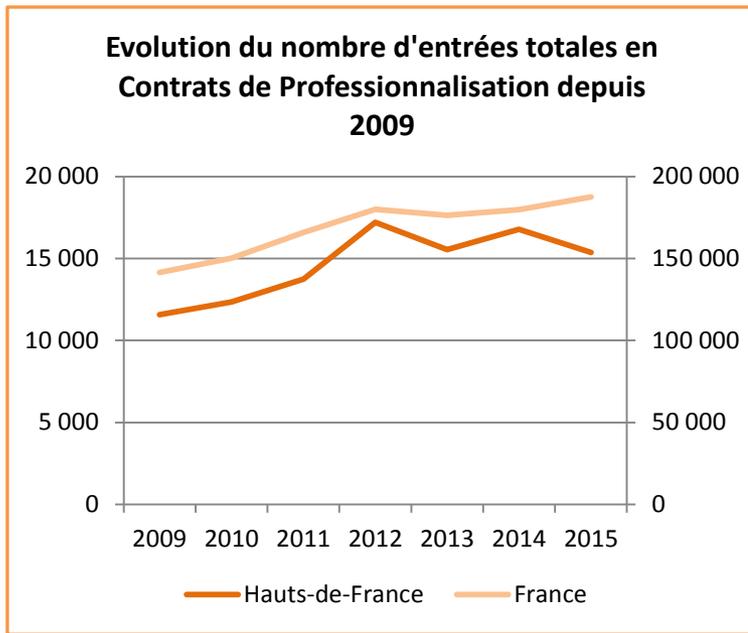
En 2015, les organismes paritaires de la région ont engagé :

-  306 393 formations pour les salariés
  - ▶ soit 7,6% de l'effort de formation national
-  27 141 formations pour les demandeurs d'emploi
  - ▶ Soit 8,8% de l'effort de formation national
-  Ces formations concernent 13% de l'ensemble des actifs de la région
  - ▶ 14% en France

\* DEF

# 15 360 entrées en contrat de professionnalisation

Source : Bilan d'activité régional des Organismes paritaires - ESF 2015, enquêtes quantitatives CIF et PRO. Contrôles et calculs FPSPP



## 15 360 personnes entrées en contrat de professionnalisation en 2015

- ▶ dont 9 901 jeunes ; - 13,3% par rapport à 2014
- ▶ 5 459 adultes, publics prioritaires et intérimaires

## Les formations les plus demandées :

- ▶ « Commerce, vente » (34% des CP)
- ▶ « Comptabilité, gestion et échanges » (16% des CP)

## Les spécialités de production (industrie, bâtiment, etc.) représentent 23% des contrats de professionnalisation

- ▶ 17% pour la France

## Les principaux financeurs :

- ▶ Forco
- ▶ Agefos-PME

# 5 200 contrats de professionnalisation en « Commerce, Vente »

Source : Bilan d'activité régional des Organismes paritaires - ESF 2015, enquêtes quantitatives CIF et PRO. Contrôles et calculs FPSPP

Spécialités de formation des contrats de professionnalisation en 2015	Nombre actions	
	Hauts-de-France	France
"Commerce, vente"	5 254	61 284
"Comptabilité, gestion et échanges"	2 440	36 175
"Autres spécialités de services (y.c. langues)"	2 169	29 516
"Autres spécialités de la production"	1 660	14 429
"Transport, manutention, magasinage"	1 080	12 551
"Transformations agro-alimentaires, cuisine"	639	4 813
"Mécanique, électricité, électronique"	592	6 256
"Santé, travail social, sanitaires et sociales"	445	7 227
"Génie civil, construction, bois, bâtiment"	392	4 997
"Accueil, hôtellerie, tourisme"	274	4 217
"Métallurgie (y.c. sidérurgie, fonderie, non ferreux...)"	210	1 022
"Secrétariat, bureautique"	203	5 042
<b>Ensemble</b>	<b>15 360</b>	<b>187 531</b>

Source : DARES, exploitations Extrapro

# 2 800 Congés Individuels de Formation

Source : Bilan d'activité régional des Organismes paritaires - ESF 2015, enquêtes quantitatives CIF et PRO. Contrôles et calculs FPSPP

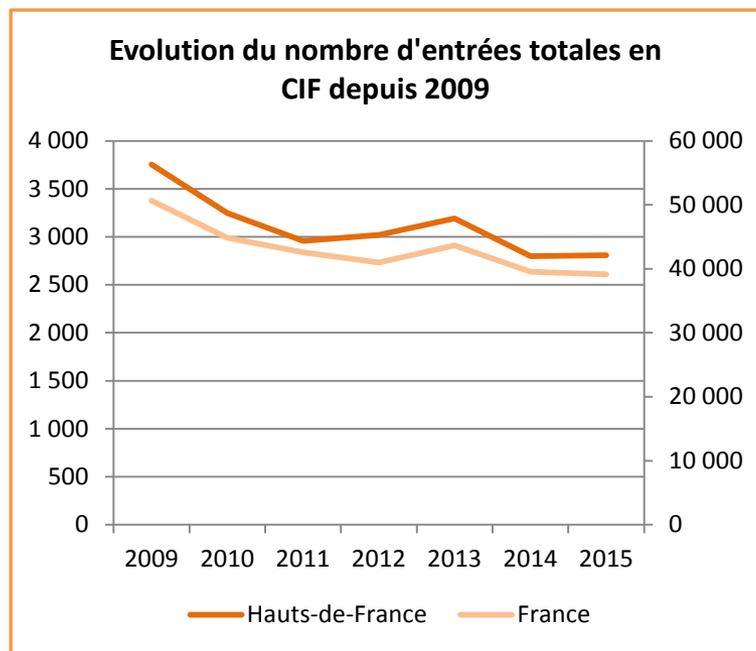
2 807 personnes ont bénéficié d'un CIF en 2015

- ▶ 2 183 CIF-CDI et 624 CIF-CDD
- ▶ dont 2 226 ont été accompagnés par le Fongecif

En région comme au national, le nombre d'entrées en CIF est en baisse depuis 2009

Le domaine de spécialités de formation le plus fréquent est « Génie civil, construction, bois, bâtiment » (21% des CIF)

Le Fongecif Hauts-de-France et les OPACIF de branches ont financé 2 472 bilans de compétences et 661 action de VAE



*Source : Bilan d'activité régional des Organismes paritaires - ESF 2015, enquêtes quantitatives CIF et PRO. Contrôles et calculs FPSPP*

En 2015, les OPCA, avec l'appui du FPSPP, ont financé :

## 2 141 préparations opérationnelles à l'emploi individuelles (POEI)

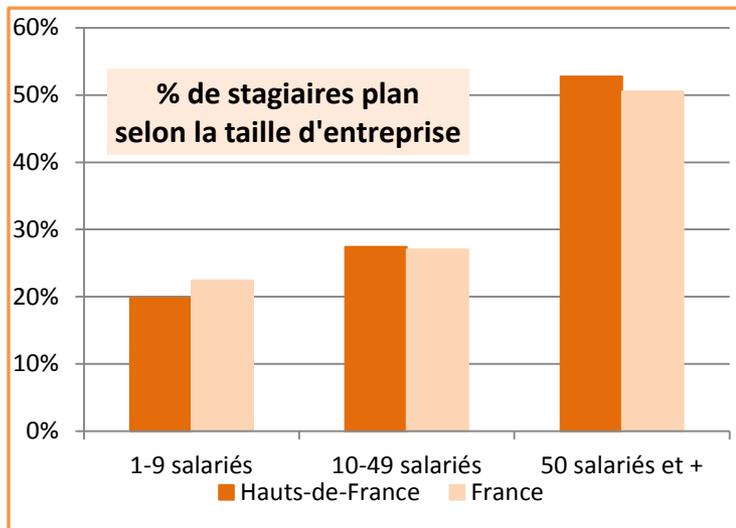
- ▶ durée moyenne de 214 heures
- ▶ coût moyen de 1 627 €
- ▶ domaine de spécialités de formation le plus fréquent : "Accueil, hôtellerie, tourisme".

## 1 555 préparations opérationnelles à l'emploi collectives (POEC)

- ▶ durée moyenne de 192 heures
- ▶ coût moyen de 2 430 €
- ▶ domaine de spécialités de formation le plus fréquent : "Transport, manutention, magasinage"

# 274 456 stagiaires ont eu accès au plan de formation

Source : Bilan d'activité régional des Organismes paritaires - ESF 2015, enquêtes quantitatives CIF et PRO. Contrôles et calculs FPSPP



- ◉ L'action des OPCA a permis l'accès à la formation au titre du plan de 274 456 stagiaires
  - ▶ soit 18% de l'ensemble des salariés potentiellement concernés.
  - ▶ Ce taux d'accès en région Hauts-de-France est 1,4% en-dessous de la moyenne nationale.
  
- ◉ 20% de ces formations ont concerné les salariés d'entreprises de moins de 10 salariés.

### 25 zones d'emploi

#### Construction du zonage :

- Territoire issu d'une construction statistique par l'Insee, centré sur les déplacements domicile-travail

#### Champs étudiés :

- Thématiques traitées par l'INSEE, données du recensement de population notamment  
 - Partition du territoire adaptée aux études locales sur l'emploi et le marché du travail

#### Regroupement du zonage :

- Absence de subdivisions des départements  
 - 2 zones d'emploi de la région sont interrégionales

#### Modifications possibles

- Zonage modifié suite à la refonte de 2010, les zones d'emploi se sont étendues en ex Picardie mais aucune modification en ex Nord – Pas-de-Calais

- Avec la fusion des régions, les migrations domicile-travail pourraient s'intensifier, modifiant ainsi la composition des zones d'emploi



### 28 bassins d'emploi

#### Construction du zonage

- Découpage administratif basé sur le regroupement d'agences Pôle emploi. Ce découpage respecte une logique d'équilibre du nombre de demandeurs d'emploi et du nombre d'agents Pôle emploi.

#### Champ étudié

- Thématiques traitées Pôle emploi : marché du travail principalement, besoins de recrutement

#### Regroupement du zonage

- Subdivisions des départements

#### Modifications possibles

- Zonage susceptible d'évoluer en fonction de la répartition des demandeurs d'emploi sur le territoire et de la réattribution des agences Pôle emploi





### 26 arrondissements

#### **Construction du zonage**

- Découpage administratif (circonscription administrative de l'État dont le chef-lieu est la sous-préfecture)

#### **Champ étudié**

- Zonage non dédié à l'observation statistique
- Disponibilité de données sur les champs emploi, formation, marché du travail

#### **Regroupement du zonage**

- Subdivisions des départements

#### **Modifications possibles**

- Périmètre mouvant (redéfinition au 1er janvier 2017), nécessite une vigilance dans le suivi des évolutions des indicateurs statistiques





### 28 bassins emploi-formation

#### **Construction du zonage**

- Regroupement de zonage d'action publique bien appréhendé par les acteurs locaux : réagencement des arrondissements

#### **Champs étudiés**

- Zonage de référence pour la production statistique des travaux du CPRDFOP
- Zonage de référence des SPELOF (Services Publics pour l'Emploi Local, l'Orientation et la Formation)

#### **Regroupement du zonage**

- Subdivisions des départements

#### **Modifications possibles**

- Périmètre stable, non soumis aux modifications administratives



Densité de population : mesure du nombre d'individus ou d'habitants occupant une surface donnée. Ici, la densité s'exprime par habitants au km<sup>2</sup>.

Taux de fécondité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à l'ensemble de la population féminine en âge de procréer (nombre moyen des femmes de 15 à 50 ans sur l'année). Son évolution dépend en partie de l'évolution de la structure par âge des femmes âgées de 15 à 50 ans.

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Solde naturel (ou accroissement naturel ou excédent naturel de population) : la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots « excédent » ou « accroissement » sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et le solde naturel est alors négatif.

Solde migratoire : il est égal à la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

Taux de scolarisation : pourcentage de jeunes d'un âge de scolarisation donné qui sont scolarisés par rapport à l'ensemble de la population du même âge.

Illettrisme : situation des personnes qui, après avoir été scolarisées en France, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul, des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante.



Jeunes non insérés : les personnes de 15 à 24 ans qui ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire ou supérieur et qui n'ont pas d'emploi, fût-il occasionnel.

Taux de pauvreté (en condition de vie) : désigne une situation de difficulté économique durable. Selon Eurostat, une personne s'y trouve lorsqu'elle cumule au moins 3 privations ou difficultés matérielles parmi les 9 de la liste suivante :

- avoir eu des arriérés de paiement d'un loyer, d'un emprunt hypothécaire ou de factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois
- ne pas pouvoir chauffer son logement
- ne pas pouvoir faire face à des dépenses imprévues
- ne pas pouvoir consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours
- ne pas pouvoir s'offrir une semaine de vacances hors du logement
- ne pas posséder un téléviseur couleur
- ne pas posséder un lave-linge
- ne pas posséder une voiture personnelle
- ne pas posséder un téléphone

Population active : regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et la population à la recherche d'un emploi (les chômeurs).

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs en emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.



PIB : Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Valeur ajoutée : définit ce que l'entreprise apporte au monde économique extérieur. Cette notion est définie comme ce qui est produit et vendu moins ce qui est consommé en provenance de l'extérieur de l'entreprise. La valeur ajoutée est un indicateur de richesse qu'on peut utiliser pour mesurer la richesse brute produit par une entreprise. On peut la calculer au sein d'une entreprise par secteurs d'activités ou bien par produits. Cette donnée universelle sert à comparer les entreprises du même secteur d'activité.

VALEUR AJOUTEE = MARGE - CHARGES EXTERNES

Solde commercial : un des nombreux indicateurs du commerce international qui permet de mesurer la compétitivité économique d'un pays, il se calcule selon la formule : Exportations - Importations.



Entreprise individuelle : entreprise qui est la propriété exclusive d'une personne physique. L'entrepreneur exerce son activité sans avoir créé de personne juridique distincte. Les différentes formes d'entreprises individuelles sont : commerçant, artisan, profession libérale, agriculteur.

Micro-entrepreneur : nouvelle dénomination pour le régime de l'autoentrepreneur depuis le 19 décembre 2014. Il s'applique aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire. Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Défaillance d'entreprise : Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible

Activités présentiellees : activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Activités productives : déterminées par différence avec les activités présentiellees. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.



Emploi concurrentiel : comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile

Emploi salarié : emploi de toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente.

Emploi non salarié : emploi des personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Emploi total : comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Secteur de l'industrie : En première approximation, relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché.

Une distinction est généralement établie entre l'industrie manufacturière et les industries d'extraction mais le contour précis de l'industrie dans chaque opération statistique est donné par la liste des items retenus de la nomenclature économique à laquelle cette opération se réfère (NAF, NES, NA...).

Secteur de la construction : L'activité de construction est essentiellement une activité de mise en œuvre ou d'installation sur le chantier du client et qui concerne aussi bien les travaux neufs que la rénovation, la réparation ou la maintenance. Ces industries correspondent à la section F de la NAF Rév. 2.



Superficie agricole utilisée : La superficie agricole utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Secteur de l'agriculture : Au sens le plus large, ce secteur de l'économie comprend les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. La nomenclature d'activités française établit une distinction entre l'activité agricole (exploitation des ressources naturelles en vue de la production des divers produits de la culture et de l'élevage), la sylviculture et l'activité de pêche (exploitation professionnelle des ressources halieutiques en milieu marin ou en eau douce). Ces activités correspondent à la section A de la NAF rév. 2.

Le secteur tertiaire marchand : commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication

Le secteur tertiaire non marchand : administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale

Artisanat : Selon la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, « doivent être immatriculées au répertoire des métiers les personnes physiques et les personnes morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État ».



Taux de chômage : rapport entre le nombre de personnes d'une classe sans emploi et à la recherche d'un emploi recherchant un et l'ensemble des personnes de la classe.

Il est généralement calculé sur l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un.

Il y a deux sources statistiques principales sur le chômage :

- les statistiques mensuelles du Ministère du travail, élaborées à partir des fichiers de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi
- l'enquête Emploi de l'Insee, qui mesure le chômage au sens du BIT

### Demandeurs d'emploi catégories A, B, C

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)

DPAE : La Déclaration Préalable À l'Emploi est la procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur a l'intention d'embaucher. Elle est obligatoire sauf si l'employeur est un particulier ou est soumis à un régime dérogatoire spécifique

Taux de rotation (*turn over*) : est égal à la moyenne des taux d'entrée et de sortie de l'emploi



Enquête BMO : **L'enquête Besoins en Main-d'œuvre (BMO) est une initiative de Pôle emploi**, réalisée avec l'ensemble des directions régionales et le concours du Crédoc. **Cette enquête mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir**, qu'il s'agisse de créations de postes ou de remplacements. De plus, ces projets concernent tous les types de recrutement, y compris les postes à temps partiel et le personnel saisonnier.

Nombre total de projets de recrutement pour 2018	Ces projets de recrutement sont-ils jugés difficiles ? <i>Si oui, cocher la case</i>	Parmi ces projets, combien sont saisonniers ?
--	---	---

L'enquête BMO 2018 a été réalisée entre octobre et décembre 2017.

Le champ de l'enquête est d'une part les établissements relevant du secteur privé et, d'autre part :

- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours de la période récente,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...),
- les officiers publics ou ministériels (notaires...).

L'enquête ne comprend donc ni les administrations de l'État (ministères...) ni certaines entreprises publiques (Banque de France...).

Le questionnaire soumis aux employeurs couvre **une liste de 200 métiers** qui correspond aux Familles Professionnelles (FAP). Sur **les 2,3 millions établissements entrant dans le champ de l'enquête, près de 1,7 million ont ainsi été interrogés**, par voie téléphonique ou postale. Au global, plus de 436 600 réponses ont été collectées et exploitées pour la France entière. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements, à l'aide d'une procédure de type calage sur marges définies à partir de la structure de la population mère des établissements.



Baccalauréat général : sanctionne une formation générale, à dominante scientifique (S), économique et sociale (ES) ou littéraire (L), organisée autour d'un noyau cohérent de disciplines dominantes dans le cadre d'une formation générale.

Baccalauréat technologique : associe une formation générale à une formation couvrant un champ technologique d'ensemble.

- STI2D : Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable, en remplacement de la série STI hors spécialité « Arts appliqués » depuis la session 2013.
- STL : Sciences et technologies de laboratoire.
- STAV : Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, en remplacement des séries STAE et STPA depuis la session 2008.
- STMG : Sciences et technologies du management et de la gestion, en remplacement de la série ST T depuis la session 2007, puis STG depuis la session 2014.
- ST2S : Sciences et technologies de la santé et du social, en remplacement de la série SMS depuis la session 2009.
- STD2 A : Sciences et technologies du design et des arts appliqués, en remplacement de la spécialité « Arts appliqués » de la série STI depuis la session 2013.
- TMD : Techniques de la musique et de la danse.
- Hôtellerie.

Baccalauréat Professionnel : sanctionne une formation professionnelle qui permet d'entrer dans la vie active même si, comme tout baccalauréat, il donne le droit de poursuivre des études supérieures. Avec la réforme de la voie professionnelle, ce baccalauréat est obtenu à l'issue d'un cursus en trois ans après la troisième. La voie professionnelle est composée de spécialités de la production et de spécialités des services.



## Niveaux de formation :

- Niveau VI et V bis : sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.
- Niveau V : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP ou sorties de 2nd cycle général et technologique avant l'année terminale (seconde ou première).
- Niveau IV : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme.
- Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).
- Niveaux II et I : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+2 (licence, maîtrise, master, dea, dess, doctorat, diplôme de grande école).

Taux de passage : Pourcentage des élèves inscrits l'année n-1 dans une classe (hors ULIS) dépendant du ministère en charge de l'éducation nationale qui passent dans une classe supérieure (du ministère en charge de l'éducation nationale, hors ULIS) l'année n.

Taux de réussite : calculé en rapportant le nombre d'admis au nombre de candidats présents. Est considéré comme présent à l'examen tout candidat qui a participé au moins à une épreuve. Les candidats peuvent être élèves, apprentis, en formation continue ou en enseignement à distance dans un établissement public ou privé, ou encore se présenter en candidat libre.



Taux d'espérance d'obtenir le baccalauréat : donne une mesure de la probabilité qu'aurait un jeune de sixième, une année donnée, de réussir l'examen du baccalauréat s'il rencontrait tout au long de son parcours les conditions scolaires que connaissent les autres jeunes cette année-là. Tous les jeunes fréquentant une année donnée un des niveaux de sixième jusqu'en terminale constituent une cohorte fictive. Le taux intermédiaire d'accès au niveau supérieur est calculé pour chaque niveau, puis ces taux sont multipliés entre eux pour donner les trois composantes de l'indicateur (général et technologique scolaire, professionnel scolaire et professionnel par apprentissage) dont la somme est l'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième.

### Formations continue 2015 :

Total salariés : sont considérés comme étant à destination des salariés, les dispositifs suivants :

- Les dispositifs CIF pour les CDI (CIF, BC, VAE, FHTT, DIF)
- CP jeunes et tuteurs
- CPF salariés purs
- Période de pro et EA
- Plan

Total DE : par définition, on considère comme étant à destination des demandeurs d'emploi, les dispositifs suivants :

- Les dispositifs CIF pour les CDD (CIF, BC, VAE, FHTT, DIF)
- CP adultes, publics prioritaires et dispositifs intérimaires
- CSP et CSP DOM
- CPF DE purs
- POEI
- POEC



Le C2RP, **Carif-Oref, Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur la Formation (CARIF) et Observatoire Régional Emploi Formation (OREF)** remplit une mission d'intérêt public en faveur du déploiement des politiques publiques d'orientation, de formation et d'emploi.

Lieu de partenariat, de production et de diffusion d'information, le C2RP contribue à l'aide à la décision des institutions et des Partenaires Sociaux et appuie les professionnels en charge de favoriser la continuité des parcours tout au long de la vie.



[www.c2rp.fr](http://www.c2rp.fr)

Membre du



Découvrez l'actualité du  
C2RP sur le [c2@ctu](mailto:c2@ctu)

